

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



LA CRISE IRANIENNE

APRES LA CHUTE DE BANI SADR

Dossier Espagne :

Une contre réforme à commencé

Sommaire du N° 107 du 5 août 1981

3	MOYEN-ORIENT	Arrêtons les agressions criminelles de l'Etat sioniste ! Soutenons la lutte du mouvement national palestinien !	INPRECOR
4	POLOGNE	Le sens du IXe Congrès du POUP	Ernest MANDEL
7	GRANDE-BRETAGNE	La jeunesse rebelle affronte les conservateurs	Brian GROGAN
10	IRLANDE	Une nouvelle étape s'ouvre pour le mouvement anti-impérialiste	Gerry FOLLEY
13	IRAN	L'offensive répressive vise les acquis des masses et des travailleurs iraniens	Michel ROVERE
18	ILE MAURICE	Le combat des flois de Diego Garcia	François CAZALS
19	ETAT ESPAGNOL	Une contre-réforme a commencé	Angel MUNOZ
31	PEROU	L'agression contre Hugo Blanco	INPRECOR
32	BOLIVIE	Vers le renversement de la dictature	SEBASTIAN & RODRIGO

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an pour tous pays 180 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|

Pay |-----|

Arrêtons les agressions criminelles de l'Etat sioniste ! Soutenons la lutte du mouvement national palestinien !

Le gouvernement sioniste s'est lancé dans une nouvelle entreprise criminelle contre le peuple palestinien et contre le Liban. En combinant les attaques dans le Sud du Liban et les bombardements indiscriminés de Beyrouth et d'autres centres libanais, il a voulu frapper la résistance palestinienne et pousser le gouvernement libanais à prendre des mesures contre celle-ci. Il s'efforce en vain de présenter comme riposte à des actions légitimes des Palestiniens des opérations militaires de destruction massive et d'extermination des populations civiles.

Begin a réussi de justesse à se maintenir au pouvoir. Mais il a besoin du soutien des formations religieuses d'extrême droite qui le poussent à accentuer davantage sa politique de guerre totale, de colonisation des territoires occupés, de négation des droits les plus élémentaires des Palestiniens et du peuple libanais. Il s'efforce, par la relance d'une atmosphère belliciste, de détourner l'attention des masses israéliennes des graves problèmes qui les affligent, notamment à cause d'une inflation catastrophique.

S'il en était besoin la politique du gouvernement sioniste confirme quel était le but véritable des accords de Camp David. Il s'agissait de neutraliser l'Egypte,

pour mieux combattre le mouvement palestinien et tous ceux qui le soutiennent sous une forme ou sous une autre. Loin de favoriser une solution réelle des problèmes de la région, Camp David a impliqué une poursuite de la guerre pour une durée indéterminée, avec l'emploi par l'Etat sioniste des pires méthodes d'agression. L'attaque contre la centrale nucléaire irakienne de Tamuz en a fourni la confirmation la plus spectaculaire.

Cette politique d'extermination des Palestiniens ne peut aboutir. Des décennies d'épreuves de force sanglantes ont démontré que le peuple palestinien ne peut pas être écrasé. Les attaques de juillet 1981 ne vont pas plus briser son mouvement national que ne l'avait fait l'agression dans le Sud du Liban en 1978. Conscients que ce n'est pas par des compromis du type de celui de Camp David qu'elle pourra réaliser tant soit peu ses aspirations, l'OLP n'aura d'autre choix que de continuer le combat. Par rapport au passé, elle compte même sur des moyens plus puissants et ses contingents armés sont intacts.

Dans ces conditions, la guerre menée par l'Etat sioniste est destinée à se prolonger indéfiniment et elle pourrait aboutir à des conflits régionaux plus larges,

voire à des affrontements internationaux majeurs.

Il est donc dans l'intérêt non seulement des masses palestiniennes et arabes en général, mais aussi des masses israéliennes et des travailleurs du monde entier, de bloquer le cours criminel de Begin et de mettre fin à toute attaque contre la résistance palestinienne, le Liban et tout autre pays arabe.

Les mots d'ordre que nos camarades de la LCR israélienne ont avancé pendant leur récente campagne électorale sont plus actuels que jamais :

— Plus de guerre ! Les troupes israéliennes hors du Liban tout de suite ! Les guerres n'ont apporté ni paix ni sécurité !

— Retrait inconditionnel de tous les territoires occupés ! C'est aux Palestiniens de décider ce que deviendront les secteurs conquis en 1967 ! Halte aux exactions de l'armée, aux expropriations de terres et aux colonisations !

Seule une telle attitude peut permettre un changement dans les rapports entre Juifs et Arabes. ■

INPRECOR
24 juillet 1981.

Chars israéliens sur le front Nord (DR)



Le sens du IX^e congrès du POUP

Ernest MANDEL

Le IX^e Congrès du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), qui s'est réuni du 14 au 20 juillet 1981, n'a pas manqué d'être, par certains aspects, spectaculaire. Cela témoigne de la profondeur de la révolution politique qui a commencé dans ce pays, de l'ampleur de la politisation des masses, qui ne pouvait pas ne pas marquer de son sceau le parti de masse qu'est le POUP. 25 % des délégués du Congrès étaient membres de « Solidarité ». Dans de telles conditions, le Congrès ne pouvait pas être un congrès de routine.

Le trait le plus spectaculaire du Congrès fut son caractère public, la retransmission télévisée des débats ayant été obtenue par une action concertée de 100 délégués. Le Congrès fut aussi plus démocratique que les congrès traditionnels des PC bureaucratés au pouvoir. Les délégués ne se sont pas limités à faire des discours de routine pour approuver le rapport du premier secrétaire, sur la base d'informations ou de comptes rendus régionaux ou sectoriels. Il n'y a pas eu non plus élection purement fictive du Comité central, comme cela se passe ailleurs, lorsque la composition est déterminée à l'avance par la commission des cadres.

Il y eut de véritables discussions, souvent tumultueuses. Les divergences apparues étaient profondes. L'élection du Comité central, comme celle des délégués, fut une véritable élection, au scrutin secret, avec un résultat imprévisible pour quiconque.

Cela a abouti à ce que l'on sait : l'immense majorité des délégués du Congrès, des membres du Comité central et du Bureau politique sont des nouveaux. La proportion de renouvellement était de 80 % pour les délégués, plus de 90 % pour les membres du Comité central et de 13 membres sur 17 du Bureau politique.

LES LIMITES DE LA DÉMOCRATIE

Cela ne signifie pas pour autant que la démocratie prolétarienne, ou que le centralisme démocratique tel qu'il a fonctionné à l'époque de Lénine au sein du parti bolchevique et de l'Internationale communiste, aient régné au IX^e Congrès du POUP.

Sans droit de tendance, pas de véritable démocratie prolétarienne : cette règle d'or des principes d'organisation communistes a été une fois de plus confirmée

à Varsovie pendant la deuxième semaine de juillet 1981.

Une liberté de parole réelle, sans plates-formes clairement distinctes qui proposent des solutions alternatives sur les grands problèmes du jour, c'est la porte ouverte à la confusion et à l'anecdote se substituant à la cohérence politique, voire la porte ouverte à la démagogie pure et simple. Mettre au pilori la corruption des dignitaires démis de leurs fonctions, dénoncer l'inégalité régionale dans l'organisation du rationnement, proclamer la nécessité de s'appuyer sur les principes et la morale communistes pour surmonter le discrédit qui frappe le parti : ce sont des thèmes populaires, des sujets à la mode, qui déclenchent des applaudissements spontanés. Mais cela ne clarifie en rien la question de savoir dans quel sens, avec quelles méthodes, par quels moyens il faut assainir la situation économique, s'il faut oui ou non admettre des licenciements massifs dans les entreprises, si les sections syndicales doivent avoir un droit de veto sur ces licenciements, de savoir qui assurera le maintien du plein emploi à l'échelle nationale, malgré ces licenciements.

L'élection du Comité central au scrutin secret, sans clarification des tendances politiques, sans majorité se prononçant sur une orientation précise, sans représentation proportionnelle des tendances, c'est la porte ouverte aux manœuvres de clique qui peuvent empêcher l'élection des « indésirables » en faisant systématiquement bloc contre une aile des candidats. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé, les bureaucrates « libéralo-technocratiques » les plus prononcés, comme Rakovsky, étant en définitive éliminés du Bureau politique à côté des « conservateurs staliniens » les plus reconnus, tels que Grabski (même pas réélu au Comité central).

Le fait que le premier secrétaire ait été élu directement par les délégués a été fêté comme un triomphe de la démocratie par la presse bourgeoise. Ce n'en est point un, loin s'en faut. Cela le transforme en personnage plébiscité, placé au-dessus des tendances de fait, et soustrait au contrôle et à la censure du Comité central et du Bureau politique. Comme les congrès ne se réunissent qu'à intervalles espacés, ce caractère plébiscité du premier secrétaire pourrait le rendre presque inamovible pendant des années. Il a d'ailleurs lui-même choisi le secrétariat du Parti, qui constitue sa direction quotidienne.

Le caractère non démocratique du Congrès a également éclaté dans un domaine particulier, celui des délégations internationales. C'est la première fois dans l'histoire des partis communistes « officiels » que l'un d'entre eux tient un congrès sans inviter la grande majorité des « partis frères ». Seuls les partis au pouvoir dans les pays membres du COMECON, ainsi que quelques partis au pouvoir en Afrique, ont eu le droit d'assister au IX^e Congrès du POUP.

La raison de cet interdit, déni éclatant à l'internationalisme prolétarien, est évidente : il s'agissait d'éviter que les délégués des PC italien, espagnol, suédois, ou ceux de la Ligue des communistes de Yougoslavie, ne prononcent à la tribune du POUP un discours « révisionniste », l'apologie de l'autogestion, voire des paroles de soutien à « Solidarité ». Le sens antidémocratique de cet interdit saute aux yeux. Alors que s'est abattu sur les délégués du Congrès tout le poids de la pression du Kremlin et de ses alliés — de la lettre du CC du PCUS au CC du POUP jusqu'aux discours de Grichine et des représentants des PC tchécoslovaque et hongrois, agitant ouvertement la menace de l'intervention militaire et en vantant les mérites par avance — la pression en sens opposé du mouvement ouvrier international hautement favorable à « Solidarité », et que les PC italien et espagnol expriment dans une certaine mesure à leur manière, n'a pas pu se faire sentir. Élégante manière de piper les dés...

LA VICTOIRE DE L'AILE KANIA

Le mélange chaotique d'une liberté d'expression, fût-elle déformée et limitée, de démagogie et de manipulation, qui domina le IX^e Congrès, a ainsi abouti au résultat qui est sans doute le plus utile à la bureaucratie polonaise. Les « radicaux » des deux ailes ont été éliminés. Le marais des modérés triomphe. Le renouveau est très limité. La base est déçue. C'est la victoire de l'aile Kania-Jaruzelski, la fraction modérée des rénovateurs. Il s'agit de bureaucrates qui essayent de reconsolider leur pouvoir en évitant, autant que possible, et l'affrontement frontal avec « Solidarité », et l'affrontement frontal avec le Kremlin.

Canaliser le désir de « renouveau » afin de reprendre en main le pays, c'est ainsi qu'on peut résumer le projet de cette aile de la bureaucratie. Et qu'on ne s'y



Olszowski, réélu lui aussi (DR)

trompe pas : le désir de reprise en main, les éclats de voix contre « l'anarchie » étaient présents dans les discours de Rakovsky et de Kania comme ils l'étaient dans ceux d'Olszowski et de Grabski.

Il y eut certes pas mal de manœuvres, manœuvres savantes autant que fausses manœuvres. Mais elles n'expliquent pas tout. Le Congrès était de fait jusqu'à un certain point incontrôlé. Si le projet le plus conforme aux intérêts de la bureaucratie a finalement triomphé, ce n'est pas seulement parce que derrière les coulisses celle-ci a eu la possibilité de manœuvrer bien plus que cela n'est apparu en séance plénière. C'est aussi parce que la nature même du « renouveau » lui facilitait fortement la tâche.

Les « tendances horizontales » avaient été battues et pratiquement dissoutes dès avant le Congrès. Leurs principaux cadres se sont en fait retirés du travail dans le POUP pour aller dans les syndicats. Sans alternative politique claire, sans plate-forme sur les grands problèmes du jour (celui de la « réforme économique », celui du pouvoir politique de la classe ouvrière, celui de l'articulation entre autogestion économique, démocratie socialiste et pouvoir des travailleurs), sans jouir du droit de tendance, les éléments oppositionnels ont été largement marginalisés au Congrès. Vers la fin de celui-ci, ils ont d'ailleurs senti passer un vent glacial annonçant la répression. Par contre, les « conservateurs » ont mis en place des structures parallèles qui pèsent d'ores et déjà sur l'appareil.

L'affaire des prisonniers politiques — quelques militants ultra-nationalistes du KPN (Confédération de la Pologne indépendante), difficilement défendables en tant que tels par « Solidarité » — illustre bien le degré de reprise en main du POUP par la bureaucratie et ses limites. A Huta Warszawa, la grande aciérie de la capitale, les travailleurs avaient accroché une banderole proclamant : « C'est une honte pour une République populaire d'avoir des prisonniers politiques. » Les dirigeants de la sec-

tion locale du Parti ont essayé par tous les moyens d'obtenir que la banderole soit enlevée, car l'aciérie se trouvait sur le chemin qu'empruntèrent les délégations des « partis frères », y compris la délégation soviétique, pour se rendre au Congrès. Les dirigeants de « Solidarité » à Huta Warszawa sont des membres du POUP. Mais avec les travailleurs de l'usine, ils ont refusé de retirer la banderole. La section locale du parti alla jusqu'à menacer les familles des travailleurs, mais rien n'y fit : « Solidarité » à Huta Warszawa reste décidé à défendre le principe selon lequel chaque citoyen polonais a le droit d'exprimer ses opinions politiques.

RIEN N'EST RÉGLÉ PAR RAPPORT AU MOUVEMENT DE MASSE

Si l'appareil du Parti sort renforcé de l'épreuve, il est prématuré de parler d'une consolidation du pouvoir de la bureaucratie en tant que tel. Le Congrès a tout au plus créé certaines conditions d'une telle consolidation. Mais il n'a pas, en lui-même, modifié les rapports de forces entre la bureaucratie et les masses laborieuses, en premier lieu le prolétariat industriel, modification qui est la précondition d'une telle reprise en main.

Le général Jaruzelski, Premier ministre, qui a prononcé le véritable discours de clôture du Congrès, y a répété les attaques les plus dures contre « Solidarité », identiques à celles qu'il avait déjà formulées il y a quelques mois. Il a accusé le syndicat de fomenter « l'anarchie » par des « grèves politiques ». Il a rejeté les revendications formulées pour justifier le dépôt de préavis de grève par les dockers des ports de la Baltique et les travailleurs de la compagnie aérienne LOT. Il a même menacé les syndicats de répression ouverte. Tout cela allait dans le sens du Kremlin et de ses alliés, qui s'étaient déchaînés contre la revendication des travailleurs de LOT de désigner eux-mêmes le directeur de leur entreprise.

Mais, dans les faits, les choses se sont passées autrement. Dès la fin du Congrès, le 20 juillet, le gouvernement s'est mis à négocier avec les syndicats qui préparaient les grèves. En 24 heures un accord provisoire a été conclu. Son contenu précis n'est pas connu, mais de nouvelles

concessions ont incontestablement été faites aux travailleurs.

Dans les ports de la Baltique, les dockers obtiennent gain de cause en ce qui concerne les revendications en matière de sécurité et d'hygiène ainsi qu'en matière de congés. A LOT, le directeur élu par les travailleurs reste provisoirement en place, flanqué d'un vice-directeur nommé par le gouvernement, qui serait responsable des aspects militaires de l'entreprise, en attendant que la loi sur la réforme économique ne précise les modalités de désignation et les compétences de l'un et de l'autre.

Certes, la victoire des ouvriers n'est pas totale. L'application de l'accord n'est pas assurée. Le préavis de grève dans les ports de la Baltique résulte lui-même, en grande partie, de la non-application d'accords antérieurs. Les principaux accords de début septembre 1980, ceux de Gdansk, de Szczecin et de Katowice, n'ont pas encore été intégralement appliqués par la direction du gouvernement et du Parti. Le droit de grève n'est pas encore officiellement légalisé. La censure n'est pas encore supprimée.

Tout cela permet au Kremlin et à ses représentants directs en Pologne, les prétendus « conservateurs » et même aux bureaucrates « libéraux » d'accuser les dirigeants et militants de « Solidarité » de « violer la loi, de s'opposer à l'Etat, d'être des anarchistes » (oubliant un peu vite qu'eux-mêmes violent ainsi des accords solennellement signés).

Rien n'est évidemment abordé en référence au « droit » ou à la « loi ». Tout est question de rapports de forces et de nécessités. Et les rapports de forces ne permettent justement pas encore à la bureaucratie de frapper frontalement « Solidarité » fort de l'appui de neuf millions de travailleurs.

DU CONGRES DU POUP A CELUI DE « SOLIDARITÉ »

La tactique de la bureaucratie reste, dans ces conditions, ce qu'elle a été au cours des derniers mois : reculer pour gagner du temps, faire des concessions mais sans leur donner un caractère définitif, multiplier les coups de sonde pour voir jusqu'où peuvent aller les premières attaques contre les ouvriers et les syndicats

RECTIFICATIF POLOGNE

Deux erreurs de transcription se sont glissées dans le texte de la résolution « Pologne : les premiers enseignements d'une révolution politique en marche » publiée dans *Inprecor*, numéro 105, du 6 juillet 1981 (Résolution du Comité exécutif international — CEI — de la IVe Internationale — mai 1981). Nous rétablissons ci-dessous le texte en faisant apparaître en caractères italiques les mentions manquantes.

— Page 38, 1ère colonne, point 1 :

C'est une révolution antibureaucratique qui a commencé en Pologne, c'est-à-dire la lutte pour l'avènement de la démocratie socialiste qui éliminera les obstacles que la dictature bureaucratique a érigés sur la voie du socialisme.

— Page 39, 2e colonne, 3e paragraphe :

Il faut surtout mettre en évidence le nationalisme. Il s'est certes révélé comme un facteur puissant de mobilisation face à l'oppression nationale exercée par la bureaucratie soviétique. Mais il peut aussi être utilisé par la bureaucratie polonaise pour tenter de faire oublier l'existence, au nom des « intérêts de la nation », des divergences d'intérêts qui l'opposent à la classe ouvrière.



L'ombre de « Solidarité » a plané sur le Congrès (DR)

sans provoquer de riposte d'ensemble, essayer de provoquer la division des syndicalistes entre les « durs » et les « modérés », entre différentes régions et corporations, compter sur la fatigue et la démoralisation pour provoquer un reflux du mouvement et des mobilisations de masse. Une fois ce reflux acquis, la répression se durcirait et se généraliserait.

Ce qui aide la stratégie de la bureaucratie, c'est d'abord la crise économique de plus en plus grave. Déjà au cours du Congrès la bureaucratie avait annoncé de nouvelles hausses de prix ainsi qu'une réduction des rations de viande. Ces rations n'étant même pas garanties dans de nombreuses régions, les ménagères de Lodz ont décidé une mobilisation de masse pour protester contre cet état de choses. Une marche de la faim a déjà été organisée à Kutno.

La bureaucratie essaye de rendre responsables de la crise et du désordre économique « l'anarchie » provoquée par les grèves et les activités « politiques » de « Solidarité », c'est-à-dire la classe ouvrière. C'est évidemment un mensonge éhonté. La crise économique et la désorganisation du ravitaillement sont antérieures aux grèves de juillet-août 1980 et à la création de « Solidarité » ; elles les ont même en quelque sorte provoquées. D'ailleurs, dans l'appel du Congrès au pays, il est clairement affirmé que les responsables de la crise sont l'ancienne direction du Parti et du gouvernement, qui sera châtiée pour cela.

Mais il ne s'agit ni de la logique ni de la cohérence d'une argumentation, mais d'une lutte politique sans merci dans la-

quelle la bureaucratie fait flèche de tout bois, sans se soucier de tomber dans les contradictions les plus flagrantes. Quand ses agitateurs murmurent dans les queues devant les magasins qu'avant la création de « Solidarité » et avant les « grèves ininterrompues » ça allait quand même mieux, ils savent parfaitement ce qu'ils font.

L'argumentation n'a pas de prise sur les travailleurs les plus politisés et les plus attachés à leur nouvelle organisation, qui ripostent généralement, non sans raison, que si la situation s'est aggravée, cela est dû au sabotage délibéré du ravitaillement par le pouvoir lui-même. Que celui-ci permette donc un contrôle des citoyens sur les stocks de produits de première nécessité, sur leur circulation, leur destination, et on pourra se rendre compte rapidement de la situation réelle. Mais dans les milieux moins politisés, la faim et la fatigue aidant, la propagande insidieuse des défenseurs de l'ordre bureaucratique trouve un écho certain. Elle en trouvera davantage si la crise s'aggrave encore dans les mois qui viennent, ce qui est à craindre. C'est pourquoi « Solidarité » s'est opposé à juste titre à la réduction de la ration de viande, en dehors d'un Plan économique d'ensemble approuvé et contrôlé par les travailleurs.

A ce propos, il faut bien mettre en évidence l'existence d'une faille grave dans la solidarité ouvrière internationale avec la lutte des travailleurs polonais. Cette semaine s'est ouverte à Zürich la conférence des banques capitalistes pour négocier avec la bureaucratie polonaise l'étalement de ses dettes (l'Etat polonais doit

26 milliards de dollars aux pays capitalistes ; cette année, l'échéance de paiement des intérêts et de remboursement du capital atteindrait 6 à 7 milliards de dollars). Il est grand temps que les syndicats et les partis ouvriers de masse d'Europe occidentale et du Japon, ainsi que les syndicats aux Etats-Unis avancent comme revendication : Moratoire immédiat sur le service de la dette polonaise ! Annulation intégrale de cette dette !

Cette revendication est d'autant plus d'actualité qu'en échange de l'étalement du remboursement des dettes, la banque internationale réclame de la bureaucratie polonaise qu'elle l'informe régulièrement sur la situation économique du pays, qu'elle lui soumette ses projets de « réforme économique » et qu'elle accentue la politique d'austérité qu'elle se prépare à imposer aux travailleurs. Le soutien à « Solidarité » trouve son complément naturel dans la revendication suivante : Banquiers capitalistes, bureaucrates soviétiques et polonais, bas les pattes devant le niveau de vie ainsi que devant les droits et libertés nouvellement conquis par les travailleurs polonais !

En effet, la politique d'austérité ne pourra pas se réaliser sans limiter sévèrement voire supprimer le droit de grève.

A côté de la crise économique, le flou de l'orientation de « Solidarité » en matière de politique économique est un facteur qui risque à la longue de modifier les rapports de forces. Le peuple est fatigué par la gabegie et la dislocation de l'économie qu'elle a créée. Il réclame qu'autre chose se mette à la place d'une politique économique qui a manifestement fait faillite. La question de l'autogestion, de la sécurité de l'emploi des travailleurs, de la stratégie économique d'ensemble sont au centre des préoccupations de tous. Les dirigeants de « Solidarité » reconnaissent en général qu'ils doivent offrir rapidement une alternative d'ensemble. Mais un manque de clarté évident demeure quant au contenu concret de cette alternative et aux prémisses politiques de sa mise en application. La préparation et la tenue du Congrès de « Solidarité », échelonné entre fin août et début octobre 1981, devront montrer jusqu'à quel point le syndicat est prêt à porter remède à ces lacunes, jusqu'à quel point la bureaucratie pourra utiliser l'absence d'un contre-plan et d'un contre-pouvoir ouvrier réellement centralisés.

La lutte pour ce contre-plan et ce contre-pouvoir implique la défense des libertés et des droits conquis, la défense de l'unité du mouvement, la riposte unanime et consciente contre toute tentative de division et de répression. C'est la condition *sine qua non* pour que les conquêtes d'août-septembre 1980 ne soient pas liquidées par la tactique du salami chère à la bureaucratie. ■

Ernest MANDEL
24 juillet 1981.

La jeunesse rebelle affronte les conservateurs

Brian GROGAN

Au cours des deux dernières semaines, les principales villes de Grande-Bretagne ont été le théâtre de la révolte à grande échelle de la jeunesse contre le gouvernement conservateur. Les causes immédiates de ces explosions ont été le harcèlement policier ou les provocations menées par des membres des organisations fascistes. Au cours des événements, la jeunesse a édifié des barricades, jeté des pavés et des cocktails molotov contre la police et pillé les biens de consommation contenus dans les succursales des chaînes de magasins, toutes scènes qui rappelaient les événements d'Irlande du Nord.

Si l'on met de côté la grève générale de 1926, cette explosion représente la plus grave perturbation de l'ordre civil qu'il y ait eu dans la métropole britannique depuis le mouvement chartiste, il y a plus d'un siècle. Devant la dimension, la durée et le caractère généralisé de cette révolte, le gouvernement conservateur s'est engagé dans une spirale répressive. Sa réponse typiquement pavlovienne a été d'étendre considérablement les moyens de répression policière, en refusant avec force toute idée d'augmentation des dépenses sociales. Dans une déclaration à la Chambre des Communes, le 14 juillet dernier, Margaret Thatcher a expliqué : « *Ce n'est pas le moment de faire des analyses détaillées. Nous avons un problème. Nous ne serons pas en mesure de traiter ses aspects économiques et sociaux tant que l'ordre ne sera pas restauré et que l'on verra que l'ordre est restauré.* » Au grand étonnement de tout le monde, à commencer par certains membres de son propre gouvernement, Margaret Thatcher a nié que sa politique, et en particulier le développement d'un chômage massif, ait quoi que ce soit à voir avec la révolte. Et tous les conservateurs sont finalement tombés d'accord pour dire que la cause principale était le « *manque de discipline parentale* ».

Et c'est afin de renforcer cette discipline que le gouvernement a décidé d'employer les canons à eau, les balles en caoutchouc et le gaz CS, qui n'avaient jamais été utilisés auparavant hors des Six Comtés d'Irlande du Nord occupés par la Grande-Bretagne.

Le gouvernement a également totalement couvert toute l'action répressive de la police. Dans la semaine du 6 au 16 juillet 2 544 jeunes ont été arrêtés. Le secrétaire de l'Intérieur, William Whitelaw, a fait ouvrir un camp militaire pour interner tous ces jeunes qui sont en train

d'être condamnés à des peines de prison. Une autre mesure, qui confirme exactement ce que les révolutionnaires ont toujours dénoncé depuis que Londres a envoyé des troupes en Irlande en 1969, a été d'y dépêcher plusieurs hauts responsables de la police britannique pour qu'ils reçoivent sur le terrain une formation sur la tactique de maintien de l'ordre dans les rues.

Pendant ce temps, dans plusieurs villes, des escadrons de police spéciale reçoivent le feu vert pour agir contre les jeunes révoltés et ils essaient, par la terreur, l'intimidation, de les empêcher de descendre dans la rue. De plus, la police a largement utilisé le prétexte du pillage pour effectuer de nombreux raids et des perquisitions dans les ghettos où se concentre la population noire ou pauvre. Cela s'est notamment passé dans l'un des centres de la révolte, le quartier de Brixton au sud de Londres. Dans la soirée du mardi 14 juillet, plusieurs centaines de policiers ont quasiment détruit les onze immeubles qu'ils ont perquisitionnés, prétendument pour chercher des cocktails molotov. Quatre personnes furent arrêtées pour des délits non spécifiés. Il est inutile de dire qu'aucun cocktail molotov ne fut découvert.

Le principal facteur de la révolte est bien sûr le développement extrêmement rapide de la crise sociale et économique qui frappe maintenant de plein fouet la société britannique ; une crise que le gouvernement conservateur, dirigé par Margaret Thatcher, a tout fait pour accélérer et exacerber.

En Grande-Bretagne, la récession capitaliste internationale a eu des effets plus profonds que dans aucun autre pays capitaliste développé. Et il n'y a toujours aucun signe que le fond ait été atteint. La production industrielle continuait de montrer le mois dernier une baisse de 0,7 % par rapport au mois précédent, ce qui signifiait une baisse pour le troisième mois consécutif. Tout ce que trouvent à dire les partisans du gouvernement, c'est que la baisse est moins brutale. Cette semaine, le chiffre officiel des chômeurs atteint 2,8 millions, ce qui représente 12 % de la population active et place le Royaume-Uni, du point de vue du chômage, immédiatement derrière la Belgique parmi les pays capitalistes avancés.

Les zones touchées par les émeutes dépassent ces moyennes établies à l'échelle nationale. Dans le nord-ouest du pays, les statistiques de juin montraient un taux de chômage de 12,7 % contre 8 % un

an auparavant. Dans les West-Midlands, le taux est de 12,6 % contre 6,8 % en juin 1980. Et dans les ghettos proprement dits les chiffres sont encore plus élevés. Dans le quartier de Toxteth, à Liverpool, là où les émeutes ont été les plus violentes, un rapport récent chiffrait à 43 % le taux de chômage parmi la population blanche et à 47 % parmi la population de couleur. Plus parlant encore, 60 % des jeunes noirs de Toxteth sont chômeurs. Dans le quartier londonien de Brixton, où les trois quarts de la population sont noirs, le chômage parmi la jeunesse est estimé à 19 % en général, avec un pourcentage plus élevé pour les jeunes noirs. Or, la moyenne de chômage pour tout Londres est d'environ 7,5 %.

En janvier 1981, il y avait 931 000 jeunes de moins de 25 ans qui étaient sans travail. Ils représentent 31,7 % du total des chômeurs. Le taux de développement du chômage des jeunes a été astronomique : il a crû de plus de 70 % au cours de l'année 1980. Et la situation s'est encore aggravée au cours du premier semestre 1981. Le chômage parmi les jeunes à la recherche d'un premier emploi, au sortir de l'école, atteint des proportions catastrophiques. En juin, les chiffres ont fait un bond en avant par rapport à mai, en passant de 100 000 à 217 000, et 100 000 vont venir s'y rajouter en juillet.

Cette situation terrible de l'emploi se combine avec les effets des coupes massives effectuées dans les dépenses sociales sur les budgets du logement, des municipalités, de l'éducation, ainsi que sur les allocations-chômage dont le montant a été réduit et qui sont de plus en plus difficiles à obtenir. Ainsi, par exemple, les jeunes qui ont quitté l'école ce mois-ci ou le mois dernier ne pourront pas s'inscrire au chômage avant septembre. Faut-il dès lors s'étonner que si l'occasion s'est présentée pour eux de gagner une paire de chaussures ou une chaîne stéréo, ils en aient profité ?

Face à cela, le gouvernement a répondu par l'escalade du harcèlement policier, auquel il faut ajouter, en ce qui concerne les jeunes noirs, le problème supplémentaire des attaques menées par des groupes fascistes.

La révolte à Toxteth a été allumée par la tentative d'arrestation et les mauvais traitements infligés à un jeune noir accusé d'avoir volé une moto qui en fait lui appartenait. Dans l'esprit des flics, il était impossible qu'un jeune noir possède une moto. Cet incident a ravivé tous les griefs accumulés contre le harcèlement

policier à l'encontre des jeunes, blancs et noirs, de cette zone de Liverpool.

A Southall, c'est l'agression perpétrée contre la communauté asiatique vivant dans ce quartier par plusieurs centaines de *skinheads*, dont beaucoup sont des sympathisants des organisations fascistes, qui a déclenché l'explosion. Ces commandos purent intimider et menacer la communauté asiatique en toute impunité, sans que la police tente vraiment de les empêcher, jusqu'à ce que les jeunes asiatiques se rassemblent et expulsent du quartier les *skinheads*, malgré la protection que leur a alors accordée la police.

UNE POLARISATION CROISSANTE

Derrière l'importance et l'étendue de cette révolte il y a le refus de la jeunesse d'accepter le sort qui lui est fait. Les jeunes alimentent et renforcent les sentiments qui existent chez leurs parents et leurs aînés que l'action du gouvernement est illégitime.

Ces révoltes ont porté un coup terrible à la stratégie du gouvernement conservateur. Cela fait déjà plusieurs mois que les patrons ont demandé à Margaret Thatcher de modifier sa politique monétariste, jugée trop rigide. Et, en fait, par plusieurs biais, elle a essayé de s'y employer. Mais aucun tournant à 180 degrés ne peut être fait maintenant, dans un contexte où il apparaîtrait avoir été provoqué par la pression de la classe ouvrière. En ayant lié son sort au seul critère de l'équilibre budgétaire retrouvé, elle s'est enfermée dans une impasse. Désormais le choix d'augmenter les subventions gouvernementales pour les ghettos ou de réduire — ou seulement maintenir — à son niveau actuel le chômage des jeunes soulèverait un problème politique de taille, même si elle disposait des ressources nécessaires. Cela ressemblerait à une concession politique majeure à la classe ouvrière. Ce n'est pas une mince question. En effet, la période de négociation des conventions salariales s'approche, alors même que les conditions que le gouvernement avait obtenues dans les accords passés n'ont pu être imposées aux travailleurs. Margaret Thatcher a montré dans un conflit ouvert qu'elle n'avait même pas été en mesure d'infliger une défaite claire aux employés de la fonction publique qui avaient été pourtant entraînés par leurs directions syndicales dans une suite d'actions sporadiques inefficaces et qui sont en conflit avec le gouvernement depuis maintenant 19 semaines. Et cela sans parler de la défaite humiliante que les mineurs lui ont infligée en mars dernier (quand elle a été contrainte de revenir en arrière sur un programme de fermeture de puits et de licenciements massifs).

Sur la base du succès partiel rencontré dans le secteur privé, où le poids du chômage a limité les augmentations de salaires à moins de 10 % cette année, Margaret Thatcher avait prévu un chiffre maximum de 5 % d'augmentation pour les prochaines négociations salariales, alors que le taux d'inflation n'a aucune chance

de descendre en-dessous de son taux actuel de 11,3 %. Mais les mineurs, au cours de leur récent congrès syndical annuel, ont jeté un défi ouvert aux projets déclarés de Margaret Thatcher en demandant, à une très large majorité, une hausse de salaire de 25 %. Et cela pourrait servir de référence si les travailleurs, même dans le secteur privé, détectaient le moindre relâchement dans la détermination gouvernementale.

C'est pour ne pas paraître faible que le gouvernement a rejeté tous les appels qui lui avaient été lancés de donner de l'argent pour les ghettos et qu'il a décidé de ne compter que sur la répression. Un signe qui ne trompe pas sur ses intentions en ce domaine est la nomination du ministre de l'Environnement, Michael Tarzan Heseltine, pour diriger une commission gouvernementale chargée d'étudier les réponses que le gouvernement devrait apporter aux problèmes révélés par la révolte. Michael Heseltine est connu pour être « l'homme à la hache », à cause des coupes sombres qu'il a opérées dans les subventions aux collectivités locales et à cause des mesures de rétorsion qu'il a adoptées contre les conseils municipaux coupables d'avoir fait des dépassements budgétaires. Ses premières remarques blessantes pour les habitants de Liverpool, lorsqu'il a débarqué pour une visite de deux semaines, furent pour annoncer « qu'il n'était pas venu avec un tas d'or ». Au moment où il envoyait l'équipe de Michael Heseltine à Liverpool, le gouvernement décidait une coupe de 47 millions de livres dans les subventions pour le conseil général de Lothian, qui couvre la région d'Edimbourg en Ecosse, parce que ce conseil « fournissait trop de services sociaux ». Le conseil est ainsi menacé de banqueroute pure et simple.

Mais un tel cours politique est suicidaire. Au cours de la récente élection partielle dans le district de Warrington-Lancashire, près de Liverpool, les voix des conservateurs sont tombées de 29 % à 7 %. Bien sûr, l'identification qui continue d'exister entre le parti travailliste et la politique menée par le dernier gouvernement Callaghan, comme les craintes des secteurs les plus arriérés de la classe ouvrière devant la polarisation qui se développe désormais en Grande-Bretagne, ont signifié que c'est le tout nouveau Parti so-

cial démocrate (SDP) qui a été le principal bénéficiaire de la perte de voix des conservateurs. Mais l'outrance des commentateurs de presse sur le « miracle » du SDP ne doit pas masquer la catastrophe que cela représente pour les conservateurs. En plus, si le parti travailliste s'était saisi de la rébellion de la jeunesse pour montrer la faillite de la politique gouvernementale et la catastrophe à laquelle est confrontée la société britannique, sa situation — même s'il a déjà gagné un peu —, se serait encore considérablement renforcée.

Cela ne veut pas dire qu'il y a eu une expression spontanée de la solidarité de la classe ouvrière envers la jeunesse. Mais chacun comprend que c'est le chômage qui est à la racine du problème et que les conservateurs sont les principaux responsables de la situation. Ainsi, à mesure que la mobilisation de la classe ouvrière se développe, les potentialités existent pour qu'une liaison s'opère entre le combat général engagé contre les conservateurs et la révolte de la jeunesse. Déjà, plusieurs manifestations monstres ont été appelées par le parti travailliste et le Trades Union Congress (TUC) pour protester contre le chômage. Une manifestation de masse sur la question de l'emploi est appelée par le parti travailliste pour le 19 septembre à Birmingham et une « Marche populaire », organisée par le TUC, se dirigera vers le lieu du congrès conservateur en octobre. Est également prévue pour octobre une manifestation de masse contre l'implantation des fusées à têtes nucléaires qui attirera surtout la jeunesse, mais qui sera également soutenue par plusieurs fédérations syndicales industrielles parmi les plus puissantes. Cette série d'actions de masse — beaucoup d'autres sont planifiées — sera la toile de fond des négociations salariales. Dans ce sens, la révolte de la jeunesse est le baromètre et le signe avant-coureur des tendances qui sont à l'œuvre au sein de l'ensemble de la classe ouvrière. Il est clair que nous allons vers une période d'affrontements ouverts avec le gouvernement de Margaret Thatcher. La question décisive maintenant, c'est la mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière pour abattre le gouvernement conservateur, et cela certainement avant les prochaines élections générales qui doivent se tenir en 1984.

LA GUERRE D'IRLANDE RESSURGIT EN GRANDE-BRETAGNE

Il est clair également que l'intransigeance dont a fait preuve Margaret Thatcher à l'égard des grévistes de la faim irlandais pourrait avoir aussi des conséquences funestes en ce qui la concerne. Il est à peu près évident que la jeunesse, même si elle ne s'identifie pas jusqu'à présent à la lutte anti-impérialiste qui est menée en Irlande, a repris à son compte ses méthodes de lutte et a été inspirée par la détermination et l'héroïsme de la jeunesse des Six Comtés dans son combat contre l'armée britannique. C'est le premier pas vers la solidarité avec le combat des Irlandais et cela indique également la nouvelle situation qui est en train de naître dans

l'ensemble du mouvement ouvrier. Il est clair que la mobilisation de masse et la détermination de la population nationaliste des Six Comtés, face à l'intransigeance de Margaret Thatcher à propos de la grève de la faim, a porté un coup majeur au système du bipartisme. D'ores et déjà, Tony Benn a publié une déclaration demandant le retrait des troupes britanniques d'Irlande, bien qu'il propose de les remplacer par des troupes impérialistes sous le couvert des Nations Unies. Son appel fait porter néanmoins la responsabilité de la situation en Irlande au compte de l'impérialisme britannique. Plus récemment encore, le parti travailliste a adopté

une position qui reconnaît que l'unité irlandaise doit être un objectif à long terme, ce qui tend également à briser le système bipartite. Même s'il ne s'agit pas, dans cette position, du retrait immédiat des troupes, cela ne peut que renforcer la conviction et l'action des 67 % des Britanniques qui, d'après les sondages, sont en faveur du retrait des troupes.

Ce facteur, combiné à l'isolement international croissant de Margaret Thatcher, contribue à exacerber la crise politique générale en Grande-Bretagne. Comme le note l'*Economist*, le journal patronal, « la Grande-Bretagne est en train de perdre la guerre de propagande contre les grévistes de la faim des Blocks H et elle est en train de mettre en péril le gouvernement de Dublin.

POUR UN PROGRAMME SOCIALISTE

Les révolutionnaires ont un rôle décisif à jouer au sein du mouvement ouvrier. Si le mouvement ouvrier ne s'engage pas et n'offre pas une issue à la jeunesse, la dé-moralisation succèdera à la révolte et créera un terrain fertile pour le développement des organisations racistes et fascistes.

La direction du groupe parlementaire du parti travailliste s'est opposée à quelques-unes des propositions les plus provocatrices des conservateurs, telles que l'utilisation des canons à eau et des balles en caoutchouc. Mais en général, elle s'est jointe au chœur des conservateurs contre « la violence et les pillages ». Pour elle aussi, la solution passe par le renforcement de la police. Simplet, comme l'a expliqué Ron Hayward, le secrétaire général du parti travailliste, « nous ne pensons pas que les canons à eau, les balles en caoutchouc et le gaz CS aideront la police à nous aider ».

Mais d'autres dirigeants de l'aile gauche du parti travailliste ont pris une position quelque peu différente. Tony Benn, dans le message qu'il a envoyé au Comité de coordination de l'aile gauche du parti travailliste, qui se réunissait le samedi 18 juillet, a expliqué : « Les émeutes ne sont pas une voie vers le progrès social. » Mais il a également lancé une mise en garde contre le développement des tendances totalitaires d'un Etat dont la politique était « de transformer la police en armée d'occupation provisoire des zones où ont éclaté des troubles ».

Lors de la même réunion, Arthur Scargill, président du syndicat des mineurs du Yorkshire et candidat de la gauche à la présidence du syndicat national des mineurs, s'est fait l'écho de ce point de vue. Il a lancé un cri d'alarme : « Nous sommes près d'entrer dans une société totalitaire ». Il a également expliqué que les racines de ces révoltes « étaient cette société capitaliste pourrie ».

Les militants des divers comités de défense qui se constituent aussi bien dans les syndicats qu'au sein du parti travailliste, ont concrétisé ce sentiment en avançant la revendication d'une amnistie totale pour les jeunes arrêtés au cours des



A défaut de discipline parentale, les flics... (DR)

émeutes et en proposant que le mouvement ouvrier organise des commissions d'enquête sur les agissements de la police.

Cette action doit être, bien sûr, couplée avec un programme général qui doit prendre à bras-le-corps les problèmes auxquels la jeunesse doit faire face et présenter une alternative à la politique de Margaret Thatcher. James Prior, le ministre conservateur de l'Emploi, serait en train de mener une vigoureuse bataille au sein du cabinet pour étendre son plan d'emploi des jeunes (Youth Opportunity Scheme — YOPS, un programme analogue aux « Pactes pour l'emploi des jeunes » de Giscard-Barre), qui propose aux jeunes des stages de quelques mois, mais qui ne leur garantit pas un travail. Pour ce projet, James Prior prévoit la somme « mirifique » (!) de 90 millions de livres par an. Et pourtant, il existe une opposition au sein du gouvernement à ce projet. Elle vient du conseiller économique de Margaret Thatcher, Alan Walters, partisan effréné du « libéralisme ». Il propose, lui, de donner une subvention à chaque chef d'entreprise qui emploiera des jeunes en-dessous des barèmes syndicaux et pour moins de 40 livres (440 FF) par semaine ! Cela permettrait d'affaiblir les syndicats en créant un marché de main-d'œuvre bon marché...

Face à cela, Len Murray, secrétaire général du TUC, a proposé un plan de subventions immédiates de 500 millions de livres. Cela reste dérisoire, lorsqu'on compare ces 500 millions aux 3 à 4 milliards de livres de marge d'erreur prévus pour le budget, ou aux 8 milliards de coupes budgétaires effectuées dans les dépenses publiques depuis l'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir.

Pour commencer à résoudre le problème des poches de pauvreté, il faudrait entamer un programme massif de travaux publics. Mais cela ne pourrait être qu'une première mesure d'urgence. Le mouvement ouvrier a besoin d'une politique qui permette d'unifier son action à l'échelle

nationale et qui engage le futur gouvernement travailliste. Michael Foot, le dirigeant du parti travailliste, a tracé les grandes lignes de l'alternative qu'il propose, lors d'une manifestation de masse du parti travailliste contre le chômage le 4 juillet dernier. Il a promis de réduire les impôts pour les travailleurs, d'augmenter massivement les dépenses publiques et de développer les investissements dans le secteur nationalisé.

Ces mesures seraient certainement les bienvenues pour les travailleurs. Mais avant que les ouvriers ne montent dans le train du futur gouvernement travailliste, ils aimeraient bien savoir où ce train va les mener. Est-ce que ces propositions ne sont pas seulement des palliatifs pour donner une bouffée d'air frais au capitalisme et l'aider à récupérer ? Nous savons tous, après certaines expériences amères, que soit les travailleurs commencent à contrôler les entreprises, soit les patrons parviendront à trouver les moyens de sauver le système. Telle a été l'expérience du dernier gouvernement travailliste et les travailleurs ne veulent pas que cela se renouvelle, comme le prouve la poussée de la gauche travailliste.

C'est pour cela que de telles mesures ne doivent absolument pas être liées à la notion de « contrats sociaux ». Au contraire, il faudra prendre des mesures décidées, prendre le contrôle des banques et des compagnies financières, s'emparer des centres de commandes de l'économie. Si les travailleurs et les jeunes voyaient que le prochain gouvernement travailliste se fixe de tels objectifs, les jeunes deviendraient vite les troupes de choc contre ce système pourri. La révolte des jeunes pose avec acuité l'ensemble de ces problèmes et la nécessité de solutions immédiates, en particulier la lutte pour les 35 heures et le soutien à tous les travailleurs qui occupent aujourd'hui leurs usines pour défendre leur emploi.

Brian GROGAN
19 juillet 1981.

Une nouvelle étape pour le mouvement anti - impérialiste

Gerry FOLEY

Belfast, le 4 juillet 1981. — Après le décès de quatre grévistes de la faim et l'élection de trois d'entre eux comme députés, l'un à Westminster et les deux autres à Dublin, le mouvement contre les Blocks H, et d'une manière plus générale la lutte anti-impérialiste, sont entrés dans une nouvelle phase.

Une période d'accalmie a suivi les élections parlementaires irlandaises du 11 juin dernier, car il fallait du temps au mouvement pour évaluer les effets de ses succès électoraux et pour assimiler les expériences des campagnes électorales.

De plus, le mouvement tendait à s'essouffler, pour d'autres raisons. L'épuisement des militants était tel qu'il posait un problème croissant. Les Comités contre les Blocks H animent l'avant-garde du mouvement anti-impérialiste irlandais et fournissent la base du mouvement national le plus vaste qu'ait connu l'Irlande depuis la guerre d'indépendance de 1918-1921. Son influence reste néanmoins limitée géographiquement. On n'a pas assisté à une arrivée massive de nouvelles forces dans les Comités. Cette couche limitée de militants s'est mobilisée au maximum de ses forces durant près d'un an de lutte intense. Les préparatifs de la campagne pour la première grève de la faim dans les Blocks H ont été entamés dès l'été 1980. La première grève a débuté presque aussitôt, et s'est poursuivie jusqu'à la fin de décembre. Les préparatifs de la seconde grève de la faim, celle qui est toujours en cours, ont commencé à la mi-janvier de cette année.

La tactique de la grève de la faim exerce une énorme pression morale sur les militants, les conduisant au bord de l'épuisement. Il faut faire l'impossible, et tout de suite, pour éviter aux prisonniers la souffrance et la mort. Ce type d'effort très éprouvant peut difficilement être soutenu pendant une trop longue période.

L'idée intolérable de l'éventualité de la mort d'un gréviste de la faim maintenait intactes les énergies militantes. Le peuple irlandais ne pouvait lui non plus accepter un tel fait. En vérité, durant la première grève de la faim, les tensions sont montées rapidement, atteignant pratiquement l'explosion. Ainsi, Bernadette Devlin se souvient que, dans sa région, la détermination était telle que si une manifestation avait été appelée à se diriger vers le camp de concentration de Long Kesh, environ 20 000 personnes étaient prêtes à

s'affronter directement à l'armée britannique.

Mais plusieurs grévistes de la faim sont déjà morts, sans qu'aucun changement significatif ne soit survenu. La plupart des militants de la campagne ne peuvent même pas se souvenir du nom des nouveaux grévistes de la faim qui rejoignent chaque semaine les protestataires. La lutte dans les prisons va en s'intensifiant sans aucunement tenir compte des rythmes du mouvement de masse à l'extérieur des barbelés.

Malgré la montée des mobilisations de soutien aux détenus, alors que leur héroïsme et leur sacrifice les avait conduits à deux doigts de la mort, la première grève de la faim s'était terminée dans la confusion et la démoralisation ; quant à la seconde, elle a commencé dans des circonstances bien plus difficiles. Des négociations se sont tenues dans la prison sans la participation des dirigeants du mouvement contre les Blocks H. Sans garanties publiques et alors qu'aucun témoin n'était présent, on a fait croire aux prisonniers que le gouvernement britannique allait satisfaire leurs revendications. Les dirigeants de l'IRA provisoire ont présenté l'accord comme une claire victoire. Il s'en est suivi une démobilitation du mouvement. Mais, par la suite, les autorités pénitentiaires ont en pratique refusé de faire la moindre concession, et le gouvernement britannique a réaffirmé sa détermination à faire accepter aux prisonniers le statut de droit commun.

Cela a amené les militants du mouvement de masse à comprendre qu'ils avaient été trompés et abusés. Les prisonniers, eux, en ont éprouvé de l'amertume. Ils avaient vécu comme des enterrés vivants dans des cachots des années durant, devant supporter la brutalité et l'humiliation systématiques des gardiens orangistes qui montraient leur haine face à ces nationalistes catholiques qu'ils considéraient comme des anormaux, comme des animaux qu'on peut torturer, et ce sans d'autre but que de se rassurer sur leur statut de caste et d'exorciser la peur que la colonie protestante a toujours ressentie face à la majorité nationaliste irlandaise.

Les détenus étaient à bout de force. Ils étaient décidés à mourir plutôt que de rester enterrés vivants et d'être soumis à d'insupportables brimades. Dans ces circonstances, il était impossible de leur demander de retarder de plusieurs semaines une nouvelle grève de la faim. Les dirigeants du Sinn Fein provisoire ont essayé par tous les moyens de les convaincre d'attendre, car ils craignaient — à juste titre — qu'une seconde vague de grèves de la faim ne rencontre un écho plus faible.

En fait, dès le début de la seconde grève de la faim, il a été impossible de mobiliser autant que lors de la première, notamment à Dublin, sauf au moment des obsèques des grévistes décédés.

Le succès incontestable de la deuxième grève de la faim a été obtenu par le biais des campagnes électorales faites sur une base de front unique au nom des prisonniers, ce qui a permis de toucher beaucoup plus de gens.

L'élection de trois grévistes de la faim aux deux Parlements auxquels les Irlandais peuvent envoyer des députés fit voler en éclats les prétentions du gouvernement britannique pour qui les prisonniers ne représentent qu'une poignée de criminels.

Il était devenu absolument clair que leur protestation entraînait en résonance avec les aspirations de larges secteurs du peuple irlandais opprimé.

Presque tous les électeurs catholiques inscrits du district de Fermanagh-Tyrone en Ulster ont donné leur voix à Bobby Sands, lors de l'élection partielle d'avril dernier au Parlement de Westminster. Lors des élections législatives, les grévistes de la faim candidats ont remporté un nombre suffisant de voix pour empêcher le parti du gouvernement d'obtenir la majorité à la Chambre. Le Parlement de Dublin se trouve dans une impasse, et il semble inévitable que de nouvelles élections vont devoir se tenir dans les six à douze mois à venir.

Le 21 mai, se sont tenues les élections locales d'Irlande du Nord et John McAnulty et Fergus O'Hare, deux dirigeants de l'organisation trotskyste « People's Democracy » (PD), se sont présentés sur une plate-forme qui mettait l'accent sur le soutien aux emprisonnés des Blocks H. Le noyau trotskyste, bien que réduit, à largement battu deux politiciens nationalistes bourgeois pourtant bien implantés et bénéficiant chacun d'une machine électorale bien huilée.

Abonnez-vous
à « INPRECOR » !

Le cortège gigantesque — environ 100 000 personnes, soit un cinquième de la population catholique d'Irlande du Nord — qui a suivi la dépouille mortelle de Bobby Sands a eu un impact considérable sur les Irlandais vivant de par le monde.

Fin mai — début juin, il semblait évident que le gouvernement britannique commençait à s'inquiéter sérieusement des réactions internationales à la suite des mobilisations contre les Blocks H et du décès des grévistes de la faim, et notamment des réactions en provenance des Etats-Unis. La visite aux USA de l'héritier de la couronne britannique, Charles, a été marquée par des manifestations massives et militantes d'Irlandais d'Amérique du Nord et de partisans des droits civiques et nationaux du peuple irlandais. Un politicien réactionnaire, et non irlandais de surcroît, comme le maire de New York, Ed Koch, a même jugé bon de prendre avantage d'un déjeuner avec le prince pour s'attirer les bonnes grâces des électeurs irlandais aux dépens de ce dernier. Il devait déclarer aux journalistes que le futur roi était embarrassé par les développements de la situation en Irlande du Nord...

Les médias britanniques ont montré une attention toute particulière, doublée d'une bonne dose d'auto-satisfaction offensée devant les protestations nord-américaines. Un commentateur de la télévision a fait remarquer, la mine visiblement pincée, que « *nos diplomates passent presque la moitié de leur temps à expliquer notre politique à ces Américains qui veulent bien écouter* ».

UNE CRISE DE PERSPECTIVES

Parallèlement, le mouvement contre les Blocks H entrait dans une phase de crise politique. Au problème de l'épuisement des militants venait s'ajouter celui des perspectives à donner au mouvement. La mort des quatre premiers grévistes de la faim avait débouché sur une explosion de colère dans les Six Comtés, mais, sans direction politique, le mouvement ne pouvait s'élargir ni progresser. Cette explosion de colère s'est traduite par une vague d'émeutes, mais sur une faible échelle, qui à la fin du mois de juin était résorbée, laissant dans la bouche des habitants des ghettos un goût d'amertume.

A Derry, où s'était développé un climat insurrectionnel dans les milieux de la jeunesse, après le décès de Bobby Sands, les divisions et la démoralisation se sont installées.

A une plus grande échelle, les campagnes électorales menées par le mouvement contre les Blocks H ont révélé autant ses faiblesses politiques que sa force potentielle ; ainsi, les élections législatives dans le Sud ont-elles fait ressortir les problèmes et les divisions.

Dans le Nord au contraire, l'élection partielle du comté de Fermanagh-Tyrone-Sud a permis de mettre sur pied une véritable campagne de protestation. Un anti-impérialiste a d'ailleurs pu y être élu. Pos-

séder ou non un représentant dans un Parlement britannique de plus de 600 membres semble laisser relativement indifférente la population catholique. Ayant été le premier participant de la deuxième grève de la faim à affronter la mort, Bobby Sands a vu les regards de l'opinion publique se tourner vers lui. L'impérialisme et la répression impérialiste restaient les questions cruciales qui éclipsaient toutes les autres préoccupations de la population catholique. On a réussi à persuader, parfois en utilisant la menace, les autres candidats nationalistes potentiels d'abandonner la course, de sorte que le face-à-face devenait clairement une lutte entre Bobby Sands — le représentant du peuple nationaliste — et un propriétaire, candidat de la colonie protestante, symbole de l'oppression impérialiste.

Il est tout de même apparu, au cours de la campagne, que Bernadette Devlin aurait probablement remporté le siège si elle avait été candidate, ce qui aurait peut-être encore mieux servi la cause des prisonniers que ne pouvait le faire la victoire de Bobby Sands. Car Bernadette Devlin aurait pu utiliser le Parlement britannique comme tribune pour y populariser la cause des emprisonnés. Les dirigeants du Sinn Féin provisoire ont imposé la candidature de Bobby Sands, en partie comme moyen de résoudre les divergences politiques en leur sein. Une fraction importante du mouvement provisoire se compose d'abstentionnistes endurcis, violemment opposés à toute activité électorale. Or, un prisonnier était assuré, de par sa condition, de ne pouvoir prendre son siège au Parlement.

De plus, l'organisation des Provisoires de Fermanagh appuie l'aile droite conservatrice et traditionnaliste du mouvement. Elle voulait poursuivre la vieille pratique qui consiste à appeler formellement à l'abstention et à soutenir de façon implicite un candidat nationaliste bourgeois. Les républicains de Fermanagh, d'accord en cela avec la direction républicaine de Belfast, considéraient la candidature de Bernadette Devlin comme par trop radicale.

Owen Carron, un républicain jusqu'alors inconnu de Fermanagh, fut nommé organisateur de la campagne de Bobby Sands. On apprit par la suite qu'il était le protégé de Dave O'Connell, chef de file de l'aile droite du mouvement.

La campagne de Fermanagh-Tyrone-Sud devait redonner vie au mouvement républicain, qui y a pris ses premières leçons en matière de travail politique de masse et de construction d'une machine politique efficace. Bernadette Devlin fut au centre de la campagne de par ses compétences et son expérience indiscutables.

Les élections législatives dans le Sud ont soulevé bien plus de problèmes. Il faut dire que la prétendue République d'Irlande n'est pas directement sous la tutelle britannique et que donc la domination impérialiste y est plus insidieuse. Elle ne monopolise pas la pensée des électeurs.

En réponse à ces problèmes, Bernadette Devlin a conseillé aux Comités de présenter des militants reconnus qui

avaient montré en pratique qu'ils plaçaient le mouvement avant toute chose. Dans les quatre coins du pays, de tels militants, pour la plupart jeunes, ont surgi. Présenter de tels candidats dans un grand nombre de circonscriptions pouvait faire de la campagne contre les Blocks H une échéance nationale et mettre au défi les partis traditionnels sur cette question.

Il y avait un avantage supplémentaire à présenter une liste de militants anti-Blocks H. Le mouvement contre les Blocks H a un double caractère. C'est un mouvement construit sur la base d'un thème unique, l'opposition à la tentative du gouvernement britannique de forcer les prisonniers à accepter le statut de prisonnier de droit commun. Mais il constitue également l'embryon d'un large mouvement anti-impérialiste du type de celui qui dirigea la lutte d'indépendance irlandaise dans la période 1918-1921.

Si les Comités contre les Blocks H avaient présenté une liste complète de militants connus comme candidats, ils auraient avancé de façon significative dans la construction d'un large front anti-impérialiste militant. Instinctivement, la majorité des militants du mouvement avaient vu cela comme l'étape suivante à prendre. Quand Bernadette Devlin l'a proposé devant un meeting central à la Mansion House de Dublin, immédiatement après le décès du quatrième gréviste de la faim, et juste avant l'ouverture de la campagne pour les élections législatives, elle a soulevé une tempête d'approbation et d'enthousiasme. A la tribune, le visage des dirigeants républicains, et de ceux qui leur sont liés, était sévère et plutôt livide.

Bernadette Devlin avoua qu'elle avait peine à croire que le Premier ministre de Dublin était assez stupide pour appeler à des élections dans une telle situation, offrant ainsi une occasion rêvée de s'exprimer au mouvement contre les Blocks H. Mais la bourgeoisie irlandaise connaît depuis bien longtemps l'état de paralysie et d'aveuglement politiques dans lequel se trouve le mouvement républicain, la principale force politique de la campagne, du fait de ses propres contradictions. Aussi longtemps qu'une telle organisation dominera la gauche, la bourgeoisie sera peu stimulée à faire preuve d'intelligence.

L'aile droite républicaine était fin prête à contrecarrer la proposition de Bernadette Devlin, et elle s'est saisie de l'occasion offerte par les élections dans le Sud pour prendre l'offensive au sein même de la campagne contre les Blocks H ainsi que dans le mouvement républicain. L'aile droite a rejeté du tout au tout l'expérience positive qu'avait été l'élection partielle de Fermanagh-Tyrone-Sud. Dans les Six Comtés, les militants de l'IRA provisoire, au travers de la campagne, avaient été amenés plus près d'une pratique politique de masse. Dans les élections du Sud, la présentation d'une liste de candidats détenus équivalait à empêcher les Provisoires les plus politisés d'être partie prenante de ce travail politique de masse et paralysait ainsi le développement d'un réel front anti-impérialiste.

La forme de la campagne était en fait imposée par l'aile droite de l'IRA provisoire, dirigée par Dave O'Connell. Neuf prisonniers reçurent l'investiture du Comité national contre les Blocks H, six provisoires et trois membres de l'Irish Republican Socialist Party (IRSP — Parti socialiste républicain irlandais) et de l'organisation militaire qui lui est liée, l'Irish National Liberation Army (INLA — Un dixième candidat, Sean Kelleher, lié à la famille O'Connell, a également obtenu le soutien du Comité, mais il ne fut pas mis sur un pied d'égalité avec les neuf autres.

L'IRSP est loin d'être une organisation cohérente au niveau national. Certains groupes locaux sont dominés par des gauchistes endurcis, d'autres par des populistes qui peuvent virer à tout moment vers des positions droitières. A Limerick, par exemple, l'IRSP a apporté son soutien à un politicien local qui n'avait même pas pris de position claire sur la question des prisonniers. L'IRSP ayant été, dans la campagne, l'organisation la plus importante après les Provos (Provisoires), a pu rassembler autour d'elle les indépendants écœurés par les tergiversations arbitraires de ces derniers. Mais elle n'a pas su offrir l'alternative politique que nécessite la construction de la campagne de masse.

Les relations de PD avec l'IRSP varient considérablement, selon l'endroit et le moment. A Dublin, où l'influence maoïste est marquée, les relations sont tendues, tout comme à Limerick, où la section locale est plutôt droitière. Mais par ailleurs, pour les élections locales dans le Nord, PD a formé un bloc avec l'IRSP à Belfast ; les deux conseillers élus de cette organisation poursuivent aujourd'hui le travail avec deux élus de PD et essaient de former un bloc des élus anti-impérialistes.

En conclusion, le mouvement contre les Blocks H est sorti des élections dans le Sud en tirant un bilan nuancé. Les divisions plus profondes qui y sont nées agissent mal de la poursuite du mouvement de masse, même si le bilan de la campagne électorale laisse paraître plusieurs acquis significatifs. En règle générale, les comités électoraux ont organisé une couche bien plus large de militants que les Comités d'action contre les Blocks H ne l'avaient fait auparavant. A Louth comme à Monaghan, où deux prisonniers ont été élus, les comités locaux ont été larges et actifs. Un prisonnier fut presque élu à Sligo-Leithrim, et il l'aurait probablement été si le Parti communiste n'avait pas présenté son propre candidat, en faisant campagne contre les Blocks H.

L'aile droite du mouvement républicain a poursuivi son offensive, apparemment sans se préoccuper des effets destructeurs possibles sur le caractère de masse du mouvement. La poursuite des attaques contre le Comité de Cork ainsi que la proposition de présenter Owen Carron à la prochaine élection partielle de Fermanagh-Tyrone-Sud peuvent amener le mouvement à se diviser, ou se retrouver dominé et manipulé par les Provisoires. En fait, les trotskystes irlandais soup-

çonnent l'aile droite des républicains d'essayer délibérément de se débarrasser des éléments qu'elle ne peut pas contrôler, afin d'obtenir le monopole total de toute négociation.

L'aile droite provisoire n'a jamais été en faveur d'un mouvement large que lui ont imposé les prisonniers, leurs familles, les marxistes révolutionnaires et la gauche provisoire. Il est perçu par eux comme une épée à double tranchant qui bouleverse l'histoire même du mouvement républicain qu'ils refusent de voir changer. Evidemment, une cassure du mouvement de masse serait un recul majeur, même si les Britanniques accordaient des concessions partielles sur la question des prisonniers. Or, si le mouvement se démobilise, comme l'a montré l'expérience qui a suivi la première grève de la faim, les Britanniques pourraient aisément revenir sur toutes les concessions faites.

Mais si la lutte se développe au sein du mouvement contre les Blocks H, les marxistes révolutionnaires irlandais ont en main de sérieux atouts, en dépit des multiples oppositions qui vont des gauchistes aux Provos de droite.

Les trotskystes ont montré qu'ils avaient une compréhension de la façon de construire un mouvement de masse et ils ont pu jouer un rôle de direction politique, pour la première fois dans la lutte irlandaise. Leurs campagnes électorales ont touché des dizaines de milliers de personnes et ont eu un impact au niveau national.

La population de Belfast-Ouest s'est refusée à voter pour les politiciens qui trahissaient la cause des prisonniers, tandis que les Provisoires ne lui ont offert aucune alternative. Les trotskystes ont alors voulu combler le vide politique, et le PD s'est retrouvé avec deux de ses militants élus conseillers municipaux. A la suite de cela, ils ont pris l'initiative de convoquer une conférence des conseillers municipaux anti-impérialistes, qui a regroupé un large éventail de représentants de la communauté nationaliste qui étaient venus leur apporter leur soutien à ce projet, tout en sachant qu'il émanait d'une organisation trotskyste.

Avec l'aide des camarades de l'International Marxist Group (section britannique de la IVe Internationale), PD a pu convaincre un groupe d'élus, incluant des représentants de l'aile gauche du Parti travailliste, de prendre la parole dans un meeting pour réaffirmer le droit des catholiques à manifester dans le centre de Belfast. En pratique, toute manifestation de catholiques y est interdite. Les camarades ont mis sur pied une vaste campagne de soutien à ce droit démocratique élémentaire des catholiques. Des affrontements ont eu lieu avec la police qui était bien décidée à les arrêter. Cette initiative a eu un impact considérable. PD a donné l'exemple du type d'action militante qui peut redonner élan et confiance au mouvement anti-impérialiste, ce qui a eu pour effet de désamorcer les attaques contre l'organisation.

Bernadette Devlin est sortie des campagnes contre les Blocks H avec un presti-

ge personnel et politique accru. Elle a été le cœur et l'âme de la campagne pour Bobby Sands à Fermanagh-Tyrone-Sud. Dans le Sud, sa tournée de meetings a été l'événement marquant de la campagne. Elle a soulevé l'enthousiasme des publics auxquels elle s'est adressée. Elle est clairement apparue au cours de cette campagne comme la dirigeante révolutionnaire irlandaise la plus appréciée et la plus respectée depuis la guerre d'Indépendance.

A Dundalk, où elle s'est adressée à un public en majeure partie composé de jeunes, elle leur a dit : « *On peut lire dans la presse irlandaise que les jeunes ont une attitude cynique face aux politiciens. Ce n'est pas du cynisme, cela démontre leur intelligence. Les jeunes dans le Nord forment la génération la plus héroïque et la plus empreinte d'abnégation que notre pays ait connu en 800 années de lutte. Les meetings contre les Blocks H ne manquent jamais de jeunes. C'est là qu'on peut retrouver la jeunesse idéaliste de notre pays.* »

Dans un autre endroit, elle a déclaré : « *Quand la moitié de la population a moins de 20 ans, et qu'un gouvernement ou un parti ose dire que les jeunes qui se laissent mourir de faim pour une cause ne valent pas la peine qu'on y prête attention, alors ce gouvernement ou ce parti perdent leur droit moral de diriger.* »

Elle a également lancé cet appel aux travailleurs organisés en tant que tels : « *Reprenez les syndicats des mains de ceux qui vous trahissent et remettez-les à la place qui leur incombe à l'avant-garde de notre lutte. La cause des travailleurs est la cause de l'Irlande.* »

A l'immense verrerie de Waterford, elle a reçu un accueil chaleureux. Dans chaque atelier un vacarme assourdissant saluait son passage. Des groupes de jeunes travailleurs réclamaient à tue-tête : « *Un discours ! Un discours !* »

Même dans les bastions de traditionalisme républicain, comme à Cork-Ouest et à Kerry, les organisations républicaines ont dû admettre que Bernadette Devlin avait su s'attribuer la part du lion auprès des foules de la région. Elle est la véritable dirigeante politique du mouvement et sa figure la plus marquante.

Tout au long de l'année écoulée, on a assisté en Irlande à une importante expérience militante de masse parallèlement à une augmentation rapide du niveau de conscience d'une avant-garde anti-impérialiste large. On a vu aussi la mise à l'épreuve d'un programme et d'une direction révolutionnaires — dont les trotskystes et Bernadette Devlin sont partie prenante — qui ont fait d'importantes percées. Le mouvement de masse va devoir faire du surplace pour un temps avant de reprendre son avancée, mais il a d'ores et déjà atteint un niveau très élevé. Dans les mois à venir, un processus va s'ouvrir dans lequel les possibilités et les enjeux seront énormes. Et les trotskystes peuvent jouer, dans ce cadre-là, un rôle de tout premier plan. ■

Gerry FOLEY
Belfast, le 4 juillet 1981.

L'offensive répressive vise les acquis des masses et des travailleurs iraniens

PLUS de 250 opposants ont été exécutés en Iran depuis les affrontements qui ont marqué la destitution du premier président de la République islamique, Bani Sadr, et après l'attentat commis au siège du Parti républicain islamique (PRI), le 28 juin 1981, qui a coûté la vie au numéro 2 du régime, l'ayatollah Behechti et à 72 autres dignitaires du parti.

Des milliers de personnes ont été arrêtées. Les perquisitions se multiplient. Les procès, convoqués à la va-vite, méprisent les droits les plus élémentaires de la défense. Parmi les premiers opposants fusillés, figuraient le poète iranien Saïd Soltempour, membre de la direction des Fedayin (fraction minoritaire). Emprisonné sous le chah, il avait été arrêté plusieurs mois avant les derniers événements sanglants de Téhéran. Parmi les personnes exécutées figurent une grande proportion de femmes et de jeunes filles, militantes ou sympathisantes des Moudjahidin, des Fedayin (minorité) et du groupe Peykar (marxiste-léniniste). Figurent aussi des militants kurdes.

L'affrontement qui a opposé le PRI à Bani Sadr était, à l'évidence, un affrontement entre deux fractions bourgeoises pour la mainmise sur l'appareil d'Etat. Mais, ainsi que le montre l'ampleur de la répression et les cibles qu'il choisit, l'objectif du PRI allait bien au-delà : avant même l'attentat contre le siège du PRI, de hauts responsables de ce parti ou du corps des pasdars avaient expliqué à Eric Rouleau, l'envoyé spécial du

Monde à Téhéran, que leur ennemi principal étaient les organisations comme les Moudjahidin ; et Eric Rouleau, qui ne cache pas ses sympathies pour la direction khomeiniste qu'il assimile aux Jacobins, écrit, dans un article justement intitulé « La Terreur » : « *Cependant, M. Bani Sadr, n'ayant pas à sa disposition un parti qui lui est propre, était jugé moins dangereux dans l'immédiat (pour le PRI) que ses alliés, en particulier les Moudjahidin du peuple. Mouvement musulman, doté d'un programme radical marxiste, la formation de M. Massoud Radjavi s'affirmait de plus en plus comme l'alternative au Parti républicain islamique au pouvoir. Influents au sein de la jeunesse, parmi les étudiants, les intellectuels, la petite bourgeoisie urbaine et même, dit-on, dans certains secteurs du monde ouvrier, les Moudjahidin ont formé une organisation hautement structurée et se sont dotés de volumineux arsenaux. Rompus à la clandestinité et à la guérilla urbaine sous le chah, ils faisaient peser sur le régime une menace permanente.* »

En fait, la crise actuelle vient de loin. Elle est un premier aboutissement autant que le signe de l'usure politique d'un régime nationaliste bourgeois face à la terrible crise économique qui frappe le pays, face à la guerre et face aux revendications du mouvement des ouvriers, des paysans, des nationalités et de la jeunesse.

Michel ROVERE

La faillite de la « Révolution blanche » qui prétendait faire avant la fin du siècle de l'Iran le Japon de l'Asie antérieure, les contradictions économiques et sociales insurmontables provoquées par une industrialisation fondée sur la capitalisation de la rente pétrolière et le renforcement de la dépendance à l'égard des métropoles impérialistes, ont formé la toile de fond du déclenchement de la 3e révolution iranienne. En se lançant dans la rue, face aux balles des soldats de la monarchie Pahlavi, les masses iraniennes voulaient non seulement abattre un régime honni et compromis à leurs yeux avec l'impérialisme, mais également changer les conditions matérielles de leur existence quotidienne.

L'AMPLEUR DE LA CRISE ECONOMIQUE

L'incapacité de la République islamique, deux ans après son arrivée au pouvoir, à régler tous les grands problèmes posés par le sous-développement et la dépendance du pays, l'exacerbation de la crise économique provoquée par le blocus impérialiste puis par la guerre avec l'Irak, alimentent la désaffection croissante des masses à l'égard d'un régime qui leur apparaît de moins en moins à même de « *changer leur vie* ».

L'inflation, selon les chiffres donnés par la Banque centrale iranienne, aurait été de 56 % au cours des trois dernières années, avec une nette tendance à augmenter. Le Dr Mohsen Nourbaksh, qui a succédé à la tête de la Banque centrale à Ali Reza Nowbari proche de Bani Sadr, reconnaissait que l'inflation pour l'année en cours atteindrait les 30 % (1). En fait, l'inflation frappe surtout les biens alimentaires et les produits de première nécessité. Ceux-ci ont parfois doublé ou triplé au cours des derniers mois (2).

Dans le secteur agricole, malgré un relèvement des prix, la production a diminué depuis le début de la révolution. Les importations de blé sont passées de 426 000 tonnes en 1978-1979 à 2 millions en 1980-1981 (3). Les importations alimentaires représentaient la moitié des 11,4 milliards de dollars d'importations effectuées l'année dernière, selon l'administration iranienne des douanes (4).

Dans le secteur industriel, la situation n'est guère plus florissante. Malgré l'effort de guerre, l'industrie ne tourne plus qu'à 40 % au plus de ses capacités productives d'avant la révolution (5). Si la construction, en ce qui concerne les petites maisons individuelles essentiellement dans les villes de province, a connu un léger mieux, l'essentiel des grands chantiers qui fournissaient une part importante de l'emploi reste en plan. Au total, le PNB (produit

national brut) a baissé de 30 % depuis le début de la révolution.

Le chômage, selon les estimations officielles, touche entre 2,5 et 4 millions de personnes non compris les réfugiés — plus d'un million — provoqués par la guerre. La crise est-elle seulement due au poids de la guerre ? Les dépenses pour la guerre — qui comprennent les allocations aux réfugiés mais aussi le prix de la guerre au Kurdistan — représentent environ 1 milliard de dollars par mois dont 400 millions d'achats d'armes et de pièces de rechange (via la Corée du Nord, la Libye mais aussi la RFA). Les importations touchées par les consignes de boycott impérialiste et qui transitent désormais via Dubaï et les émirats du Golfe ou d'autres pays tiers ont renchéri de 25 % (6).

Au dire des dirigeants du Parti républicain islamique, la crise économique est largement due à la baisse des revenus pétroliers et à ses conséquences, vu le poids de l'Etat iranien dans l'économie du pays

1. *Financial Times*, 22 juillet 1981.

2. *Le Monde*, 22 juillet 1981.

3. « Iran's economy : Between crisis and collapse », Patrick Clawson, *Merip Reports*, juillet-août 1981.

4. *Afrique Asie*, 6 juillet 1981.

5. *Merip Reports*, art. cit.

6. « Economic sanctions and iranian trade », Phillip Shehadi, *Merip Reports*, juillet-août 1981.

(7). Juste avant la révolution, l'Etat iranien assurait lui-même directement près de 50 % des investissements industriels (8). Aujourd'hui, il a en plus la charge de plusieurs centaines d'entreprises qui ont été nationalisées ou mises sous contrôle de l'Etat après le départ des investisseurs étrangers ou la fuite des *taghoutis* iraniens (9). Les employés, à un titre ou un autre, du secteur public représentent 1,5 million de personnes sur une population active non agricole de 7,5 millions de travailleurs.

LES MESURES ECONOMIQUES DU REGIME

Mais l'argument est à double tranchant : si l'Etat iranien a une telle importance économique, si en plus il est dirigé par un seul parti qui, à la fois, détient le gouvernement, dispose d'une très large majorité au Parlement et contrôle directement, par les hommes qu'il a placés, aussi bien les grandes fondations — comme la fondation des déshérités — que les banques et les industries nationalisées, alors on peut juger sur pièce quelle est l'orientation de la politique économique. Une chose est de reconnaître les difficultés objectives, nées du passé ou de la situation actuelle. Mais il faut aussi voir le sens général des mesures politiques et économiques qui sont prises, et dont les dirigeants de la République islamique sont seuls responsables. L'examen est tout à fait révélateur.

— Alors que les troubles agraires et les occupations de terres se multiplient depuis un an et demi, le PRI au Parlement et au gouvernement refuse d'appliquer le fameux article 3 de la Loi de la réforme agraire, celui qui prévoit la possibilité de partager les terres.

— Il en est de même pour un décret, prévu depuis janvier 1980, qui prévoit l'instauration d'un monopole du commerce extérieur. L'opposition farouche du bazar et de ses relais au sein du PRI maintient sous le boisseau le projet qui prévoit d'accorder le monopole à neuf centrales d'achat.

— Corollaire de cette décision de ne pas nationaliser le commerce extérieur, la décision de maintenir la parité du rial et du dollar au niveau de 75 rials pour un dollar, alors qu'avec l'inflation qui existe en Iran, un réalignement du rial sur la base 100 pour un dollar aurait été normal. L'Etat iranien, qui est le principal exportateur (notamment parce que le pétrole représentait l'année dernière 95 % des ressources en devises) et dont le budget (en rials) dépend pour l'essentiel des rentrées pétrolières (payées en dollars ou sur la base d'un « panier » de devises fortes) s'y retrouverait. La hausse de certains produits importés stimulerait également leur substitution à terme par le développement de l'industrie iranienne.

Mais ce qui apparaîtrait comme raisonnable et de bon sens pour n'importe quel économiste bourgeois « développementiste », apparaît encore trop osé pour les dirigeants actuels de la République is-



Une offensive répressive qui vise les acquis des masses iraniennes (DR)

lamique. Il est vrai que la dévaluation aurait lésé le grand bazar de l'import-export qui bénéficie largement de ce rial surévalué ! Même l'ingénieur Sahabi, proche du « libéral » Bazargan, a dénoncé les bénéfices exorbitants des bazaris : 1 200 milliards de rials l'année dernière, soit trois fois plus que l'année la plus faste sous le chah. Ces bénéfices représentent un peu moins de la moitié du budget de l'Etat l'année dernière.

Par contre, les récentes mesures économiques que le gouvernement et le Parlement ont prises ont, elles, un sens bien précis et qui n'est ni celui d'une plus grande indépendance par rapport à l'impérialisme ni de satisfaire les besoins des masses iraniennes.

Le premier volet de ces mesures concerne les rapports avec l'impérialisme. Pour relancer l'économie iranienne, le gouvernement actuel mise sur une relance de la production pétrolière et tente de normaliser ses rapports avec certains des investisseurs étrangers dont les biens avaient été nationalisés. La quantité de pétrole exportée a depuis longtemps été jugée en Iran comme le baromètre de la dépendance économique du pays par rapport à l'étranger. Aussi, les projets gouvernementaux de passer d'un niveau de 700 000 - 1 000 000 de barils par jour à 2,5 millions de barils par jour, ont-ils suscité une inquiétude légitime sur la politique économique du régime, vu l'absence par ailleurs de véritable plan de lutte contre la dépendance économique. D'autant plus qu'un certain nombre d'accords ou de négociations commerciales avec les anciens partenaires impérialistes ont été passés ou sont en cours de l'être. Ainsi, le gouvernement iranien a annoncé au mois de juillet 1981 qu'il était prêt à entamer des négociations avec les banques occidentales dont les avoirs avaient été nationalisés en Iran pour les indemniser (10). Il a également effectué une démarche auprès des trusts pharmaceutiques allemands Hoechst, Bayer, etc., qui possédaient en *joint venture* des entreprises en Iran, pour les indemniser.

Cette tentative de normalisation partielle des relations économiques avec certaines puissances impérialistes (la France, la Grande-Bretagne, dont le commerce avec l'Iran a doublé en 1980-1981 par rapport à l'année précédente, la RFA et le Japon) a permis aux « libéraux », et notamment à Bani Sadr, d'attaquer le PRI pour l'inconsistance économique de son « anti-impérialisme ». Le débat sur l'augmentation des exportations pétrolières et la signature des contrats avec les firmes étrangères a été l'une des sources de polémiques les plus vives entre le PRI et Bani Sadr.

UNE OFFENSIVE CONTRE LES ACQUIS OUVRIERS

Le deuxième volet de cette politique économique, c'est une vigoureuse offensive d'austérité qui vise en premier lieu les gains des travailleurs iraniens. Aujourd'hui, alors que la répression s'intensifie en Iran, le nouveau gouverneur de la Banque centrale, Mohsen Nourbakhsh, explique au très bourgeois *Financial Times*, que « bien que n'étant pas un monétariste à tout crin, (...) la lutte contre l'inflation passe par la réduction et le contrôle de la masse monétaire. (11) »

Cela signifie avant tout, dans les conditions actuelles de l'économie iranienne, réduire le déficit budgétaire de manière drastique. Alors que ce déficit a atteint l'année dernière 11,4 milliards de dollars (et les dépenses provoquées par la

7. Interview d'Ali Radjai, *Middle East*, juillet 1981.

8. Cf. Behrang : *Iran, le maillon faible*, coll. CEDETIM, Maspero.

9. Cinquante et un complexes industriels ont été expropriés, six cent entreprises nationalisées, une centaine de milliers d'immeubles, de maisons, d'appartements, la plupart des hôtels et des salles ont été confisqués et confiés à la Fondation des déshérités (*mostazafin*), *Le Monde*, 24 juillet 1981.

10. *Financial Times*, 27 juillet 1981.

11. *ibid.*

guerre avec l'Irak n'ont pesé que sur la moitié de l'année fiscale iranienne mars 1980 — mars 1981), le projet de budget gouvernemental pour 1981-1982 prévoyait l'équilibre. Outre la multiplication par quatre des exportations de pétrole actuelles (puisqu'il ne semble pas qu'une nouvelle hausse importante des cours soit prévisible, vu la récession et le *dumping* de l'Arabie Saoudite), le gouvernement iranien entendait assurer l'équilibre par des coupes sombres dans les budgets de développement, une augmentation importante des impôts et des taxes (de l'ordre de 30 %) et la rentabilisation du secteur public et nationalisé, avec ce que cela signifie de blocage des salaires, voire de licenciements (12).

La mise en œuvre de ces projets économiques signifierait bien évidemment de nouvelles épreuves de force majeures avec la classe ouvrière iranienne, qui n'a pas encore subi de défaites d'ampleur. Mais cela fait déjà plusieurs mois que les capitalistes iraniens et le gouvernement multiplient les escarmouches et les coups de sonde. Cela a été particulièrement clair depuis le déclenchement de la guerre par l'Irak. L'agression irakienne, que les travailleurs ont assimilée à une tentative de renverser le régime de la République islamique, a suscité une importante mobilisation militante et politique dans les entreprises : dans de nombreuses usines, les travailleurs, pour faire face à la guerre d'agression et aux menaces de contre-révolution, se sont mobilisés, se sont organisés pour contrôler la production, exiger un entraînement militaire sur les lieux de travail, parfois contrôler les prix des denrées rationnées dans les quartiers. Devant cette mobilisation politique, le gouvernement a cédé un peu (sur l'organisation d'entraînements militaires) pour éluder la question essentielle : l'armement massif de la population que demandaient spontanément les travailleurs pour défendre « leur révolution ». Mais, dans le même temps, les patrons et le gouvernement (et il s'agissait-là de la politique menée aussi bien par Bani Sadr que par le PRI) ont mis à profit le climat de patriotisme et d'union nationale créé par la guerre pour tenter de remettre en cause les conquêtes économiques des travailleurs. La journée de travail dans certaines usines a été augmentée, passant de 10 à 12 heures. On a souvent supprimé le congé du jeudi après-midi. Non seulement les salaires ont été bloqués, mais on a prélevé d'office sur les salaires des « dons » pour les combattants du front ou pour les réfugiés.

Il faut dire que, dans un premier temps, la classe ouvrière a accepté de plein gré ces sacrifices économiques.

UNE DÉSAPPECTION CROISSANTE

Mais très vite les travailleurs se sont rendus compte que c'étaient eux qui payaient la guerre et la crise économique : le marché noir, malgré les déclarations officielles, restait florissant. La réforme agraire restait bloquée. Aucun plan national de reconversion industrielle ne venait

concrétiser les espoirs qui avaient existé que cette guerre pourrait être le moyen de rompre définitivement avec l'impérialisme.

Et surtout, le gouvernement refusait de se donner les moyens de mettre fin à la guerre. Au contraire, les combats reprenaient avec plus de force au Kurdistan, alors que la résistance kurde avait proposé au régime de Téhéran de combattre à ses côtés l'envahisseur irakien, pour peu que lui soit reconnu un régime d'autonomie et le droit de conserver ses armes (13). Refusant chacun d'armer massivement les travailleurs, Bani Sadr d'un côté et le PRI de l'autre, cherchaient par tous les moyens à profiter de la guerre pour renforcer leur propre dispositif au sein de l'appareil d'Etat. L'un en s'appuyant sur la hiérarchie militaire de l'ex-armée impériale, les autres sur le renforcement du corps des pasdars.

Dès le mois de décembre 1980, cette désaffection croissante à l'égard du régime était évidente. Elle se manifesta, à partir du printemps 1981, par une série de mouvements sociaux, y compris de grèves, notamment lorsque le Parlement décida d'annuler la distribution pour le Nouvel An iranien (21 mars) des primes instituées du temps du chah, sous couvert de participation des ouvriers au bénéfice des entreprises... Ces primes représentent souvent plus d'un mois de salaire. D'autres grèves, pour des augmentations de salaires ou pour faire reconnaître les organismes de représentation ouvrière (shoras, délégués) eurent lieu (papeterie de Pars, conducteurs de bus d'Ispahan, société d'électricité de Téhéran, usine de chaussures Kafch Melli, usine d'automobiles Iran National, etc.).

Mais ces mouvements revendicatifs au sein de la classe ouvrière sont restés partiels, limités. Outre le poids de la guerre — « *On ne peut pas faire grève sans risquer d'affaiblir le front* », argument particulièrement ressenti au niveau du prolétariat du pétrole qui travaille à quelques kilomètres des canons irakiens — et les manœuvres d'intimidation du régime, ce qui a pesé, c'est le retard dans la construction d'un mouvement ouvrier organisé national unique, la faiblesse des traditions de luttes économiques du prolétariat iranien et l'absence d'une alternative politique claire.

Pour leur part, le gouvernement et les patrons ont utilisé tout un éventail de méthodes pour contenir, limiter ou étouffer cette agitation ouvrière naissante : licenciements voire arrestations sélectives des travailleurs avancés les plus en vue, utilisation de la guerre et du chômage comme moyen de pression, élargissement des prérogatives données aux Anjomeh Eslami (Associations islamiques) dans les entreprises aux dépens des shoras, politique systématique de division des shoras sur des critères idéologiques et parfois, utilisation des bandes de nervis (hezbollahs ou pasdars) pour interdire les grèves.

Tout cela explique comment la désaffection croissante à l'égard du régime n'a pas encore débouché sur des luttes sociales de très grande ampleur et a été en par-

tie capitalisée par les Moudjahidin, quand elle n'a pas été détournée à son profit par Bani Sadr.

LA FORCE DES MOUDJAHIDIN

Au mois de décembre, puis jusqu'en mars 1981, Bani Sadr a pu rassembler des centaines de milliers de personnes dans ses meetings, à Téhéran comme en province. Et sa popularité venait moins du rôle contestable et contesté qu'il a pu jouer pendant la guerre, que du fait qu'il a critiqué de plus en plus ouvertement l'inconsistance de la politique économique du régime et surtout les atteintes aux libertés démocratiques (interdiction des partis, rétablissement de la loi dite du « talion », interdiction de la presse, monopole du PRI sur les médias, etc.).

Mais c'est surtout l'organisation « islamo-progressiste » des Moudjahidin du peuple qui a capitalisé à son profit le mécontentement croissant, notamment dans la jeunesse. Déjà en 1980, les meetings de la campagne présidentielle de Massoud Madjavi avaient permis de tester l'impact de cette organisation qui jouit d'un important soutien en raison de son passé héroïque de résistance face au chah et de son affirmation islamique. Les Moudjahidin capitalisèrent également à leur profit le soutien sans faille apporté au régime par les staliniens du parti Toudeh ainsi que l'éclatement, puis le ralliement de la majorité des Fedayin derrière les dirigeants du PRI. Leurs rapports avec le régime ont été contradictoires. Disposant d'importants relais, quoique minoritaires, au sein de la hiérarchie chiite (l'ayatollah Taleghani, le cheikh Ali Tehrani), ils ont pourtant refusé — après l'insurrection de février 1979 — de rendre les énormes quantités d'armes dont ils disposaient. S'ils ont appuyé l'occupation de l'ambassade américaine, le soutien qu'ils ont apporté alors au mouvement des nationalités, notamment aux Kurdes, a été déterminant pour leur éviction de la course à la présidence, puis des attaques dont ils ont été l'objet, notamment lors de la fermeture des universités. Au moment de la guerre contre l'Irak, ils ont participé vaillamment à l'organisation de la défense dans les cités du Khouzestan au moment de l'avance irakienne. Ces derniers temps, leur journal *Modjahed*, qui n'est pas légal, était diffusé à 200 000 exemplaires. Depuis le début de l'année 1981, ils ont conclu un accord d'unité d'action avec le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI). La popularité des Moudjahidin tient aussi au fait que, mis à part le mouvement des nationalités, ils sont depuis un an, et notamment depuis la fermeture des

12. Licenciements directs ou indirects puisque l'Etat pourrait désormais refuser de « nationaliser » des entreprises déclarées en faillite par leurs patrons, comme cela s'est produit auparavant.

13. cf. interview de Ghassemloo, *Merip Reports*, juillet-août 1981, qui reprend les termes de ses entretiens accordés en janvier à Marc Kravetz de *Libération*.

universités, la cible principale de la répression.

Les attaques perpétrées par les hezbollahs organisés par le PRI, souvent avec la complicité directe et le concours des pasdars, contre leurs locaux ou leurs réunions, les attentats individuels contre leurs militants et sympathisants connus, se sont soldés en une année, avant les affrontements de juin 1981, par plus d'une cinquantaine de morts et plusieurs centaines de blessés dans les rangs des Moudjahidin. Dans une lettre adressée à Khomeiny le 2 mai 1981, les Moudjahidin, pour protester contre le sort qui leur était fait, expliquaient : « Nous nous permettons de faire remarquer que nos malheurs sont fondamentalement les mêmes que ceux de très vastes couches de la "Nation". Une nation qui, chaque jour davantage, sent qu'elle manque des choses les plus élémentaires, ainsi que des principes et des idées dont elle attendait au moins de la révolution qu'ils fussent réalisés. Le peuple se rend compte que les terres, de même que les richesses et les privilèges, subsistent tels quels, non partagés. Les libertés sont inexistantes et quant à la lutte contre l'impérialisme, l'Etat, pour autant qu'il soit concerné, n'a pas accompli sa tâche. Cette situation découle d'abord et avant tout de cette vérité amère : tandis que selon vos propres paroles, "tout le monde" a fait la révolution, ses fruits ont été recueillis par un seul groupe qui s'efforce de contrôler la presque totalité des médias et des moyens de communication pour justifier son action à coup de propagande... »

Et de mentionner la cherté de la vie, le chômage, les attaques contre les libertés démocratiques, les 1 200 milliards de rials de bénéfice du bazar, les milliards de dollars « qui reviennent aux déshérités et qui échoient à de prétendus créanciers, corrompus de l'ancien régime, ou à des Américains », avant de demander une entrevue à Khomeiny pour « faire naître des solutions, engendrer la compréhension nationale, ressusciter l'espoir d'une entente pacifique et par conséquent supprimer les troubles intérieurs (14) ».

Voilà le contexte général de la lutte de fraction qui a été entamée dans les sommets de la République islamique.

On peut, certes, à bon droit critiquer l'appui que les Moudjahidin ont apporté à des groupements ou à des personnalités bourgeoises, en premier lieu Bani Sadr, présentés comme un « moindre mal ». On peut craindre aussi que leurs références idéologiques et surtout leur orientation populiste, comme leur tradition d'intervention, après les avoir menés à sous-estimer les tâches spécifiques de reconstruction d'un mouvement ouvrier organisé unitaire et centralisé, les poussent à des formes substitutives d'affrontements armés avec le pouvoir. Tout cela obère évidemment l'avenir de la révolution iranienne. C'est ce qu'expliquait la résolution adoptée par le Secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale de juillet 1980 : « Au cours des combats à venir, sur des questions touchant leurs intérêts directs, les masses laborieuses déborderont à



Un militant des Moudjahidin frappé par des hezbollahs (DR)

maintes reprises la direction Khomeiny, s'y opposant plus ou moins directement, se doteront de leurs propres instruments de combat (shora, comités, milices). C'est au cours de tels débordements et à cause du mécontentement populaire croissant que des forces telles que les Moudjahidin et les Fedayin ont renforcé leur audience et leur implantation. Cependant, sans l'existence d'une direction prolétarienne alternative, les masses resteront malgré tout prisonnières, sur le plan politique, des solutions qui ne rompent pas, en dernière instance, avec la collaboration de classe. (15) »

LA TRAHISON DES STALINIENS

Mais l'analyse que font les staliniens du Parti Toudeh et leurs compères Fedayin « majoritaires » sur les affrontements actuels comme étant la simple opposition d'une aile « anti-impérialiste », « radicale » (le PRI et Khomeiny) aux secteurs « libéraux », pro-impérialistes de la bourgeoisie iranienne, incarnés par Bani Sadr, relève de la falsification pure et simple. Fidèle à la conception stalino-menchévique de la révolution par étapes et de la théorie boukharinienne du « Bloc des quatre classes », le Toudeh et les Fedayin « majoritaires » expliquent qu'en Iran la lutte contre l'impérialisme est la priorité de l'heure, et que tout le reste (oppression des nationalités, atteintes aux libertés, blocage de la réforme agraire, répression anti-ouvrière) n'est que « contradictions secondaires ». Ce n'est pas un hasard si, en janvier dernier, pour critiquer l'action des Moudjahidin, le journal du Toudeh, *Mardom*, écrivait que leur action était similaire à celle des gauchistes chiliens, « qui ont contribué ainsi à renverser le régime populaire d'Allende (16) ».

Et le secrétaire général du Parti Toudeh, Nouredine Kianouri, expliquait déjà, après l'interdiction récente de *Mardom*, jusqu'où les staliniens iraniens étaient prêts à pousser leur politique : « Même si l'on devait mettre hors-la-loi notre formation et persécuter nos militants, nous con-

tinuerions à défendre la ligne de l'imam Khomeiny qui consiste à combattre l'impérialisme et ses agents locaux, les "libéraux" et les "maoïstes". Notre position à cet égard n'est fondée ni sur des considérations partisans ni sur des manœuvres tactiques. Notre soutien à la révolution est d'ordre stratégique. (17) »

Cette déclaration mérite de figurer dans une anthologie de la trahison stalinienne, à côté des déclarations similaires qu'ont développées en leur temps les PC irakien, égyptien ou soudanais. Et gagnons que le « soutien d'ordre stratégique » a quelque chose à voir avec les intérêts de la diplomatie soviétique dans la région... Nouredine Kianouri a encore haussé la barre depuis les exécutions en série. Dans une déclaration faite à l'AFP, le dirigeant du parti stalinien, après avoir enregistré avec satisfaction « les progrès (accomplis par le régime) d'une tendance à normaliser les relations avec les pays socialistes », a expliqué (lapsus bureaucratique ?) que Bani Sadr et le dirigeant des Moudjahidin, Massoud Radjavi devraient être « enfermés ensemble dans un hôpital psychiatrique ». Approuvant les exécutions, il déclare : « Les dirigeants des groupes contre-révolutionnaires sont des meurtriers et ils méritent la peine de mort. » Quant aux « jeunes, perturbés par la propagande des Moudjahidin, (...) ils devraient être rééduqués dans des camps de travail... »

Les marxistes révolutionnaires font la distinction entre la bourgeoisie d'un pays opprimé et celle d'un pays oppresseur, même lorsque la première s'engage plus concrètement dans la voie de la contre-révolution. Aujourd'hui encore, nous n'aurions pas d'attitude neutraliste, pacifiste

14. *Modjahed*, édition en français, mai-juin 1981.

15. *Inprecor*, numéro 87-88, 30 octobre 1980.

16. Cité par Eric Rouleau, *Le Monde*, 23 juillet 1981.

17. *ibid.*

ou défaitiste en cas d'agression de quelque puissance impérialiste que ce soit contre le régime de la République islamique. Mais nous n'en tirons pas comme conséquence que la bourgeoisie nationale, ou une de ses ailes, serait plus progressiste et plus révolutionnaire que la bourgeoisie

d'un pays non colonial en période de révolution démocratique. Le joug néocolonial n'assigne pas un caractère révolutionnaire à la bourgeoisie nationale, à l'une de ses composantes ou à ses représentants politiques.

L'IMPERIALISME, LA BOURGEOISIE ET LA CONTRE-REVOLUTION

Comme l'expliquait la résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale déjà citée, sur la situation iranienne : « *Quelles que soient les luttes menées contre le chah et ses positions actuelles dans les heurts avec l'impérialisme américain, quels que soient les affrontements de fractions de la hiérarchie chiite avec des secteurs de la bourgeoisie, la direction Khomeiny, par les liens qu'elle maintient avec des fractions du capital national (le grand bazar), par les ressources économiques de la hiérarchie chiite, entre autres les biens immobiliers (vaqf), par le contenu économique, social et politique de son programme, par les liaisons qu'elle maintient avec tel ou tel secteur de l'impérialisme (Europe, Japon) et par son rôle dans le maintien de l'appareil d'Etat, remplit la fonction d'une direction bourgeoise.* »

La leçon de toutes les révolutions coloniales, à commencer par les révolutions coloniales victorieuses (Chine, Vietnam, Cuba), c'est qu'aucune bourgeoisie nationale n'est placée à « équidistance » entre l'impérialisme et les masses exploitées et opprimées de son propre pays, ou a plus forte raison, se trouve plus près de « ses » travailleurs et de ses paysans pauvres que des puissances impérialistes. Car, comme Trotsky l'a expliqué : « *La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est tranchée par toute la structure interne des classes dans la nation qui conduit la lutte révolutionnaire, par l'époque historique où se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui lie la bourgeoisie indigène à l'impérialisme mondial dans son ensemble, ou à une partie de celui-ci, et — c'est là le principal — par le degré d'activité de classe du prolétariat indigène et par le degré de liaison*

avec le mouvement révolutionnaire international.

« *Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes.* (18) »

Ce n'est pas pour mieux lutter contre l'impérialisme (nous avons vu en détail ce qu'était sa politique économique) que le PRI a engagé la bataille contre Bani Sadr. Ce n'est pas non plus par pur souci « idéologique » de concrétiser un Etat théocratique (même si l'Islam est l'argument moral dont il couvre son action et la législation répressive), les affrontements interbourgeois qui se sont développés en Iran réfractent de façon déformée le choc des intérêts des classes fondamentales en présence.

« *Il existe dans les pays opprimés, écrivait Lénine dans les thèses sur la question nationale et coloniale adoptées au IIe Congrès de l'Internationale communiste (IC) en 1920, deux mouvements qui chaque jour se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique et nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et des ouvriers, ignorants et pauvres, qui luttent pour se libérer de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis qui y adhèrent doivent combattre cette tendance et chercher à développer le sentiment d'appartenance à une classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.* »

C'est pour apporter une solution capitaliste à la crise économique et relancer

l'accumulation, liquider le mouvement des nationalités opprimées, contenir et briser la poussée des ouvriers, des paysans pauvres et des jeunes, que le PRI s'est lancé avec cette brutalité aussi bien contre Bani Sadr que contre ses opposants de gauche. Au fur et à mesure que la défiance populaire à son égard s'accroissait, il devenait de plus en plus vital pour le PRI de contrôler *tout* l'appareil d'Etat. Cela n'exclut pas non plus de nouveaux « virages » tactiques, face à l'Irak ou à l'impérialisme. Mais, ce qu'il faut comprendre, c'est que la marge de manœuvre générale des dirigeants de la République islamique, et partant des manœuvres qu'ils peuvent tenter, s'est rétrécie.

L'ENGAGEMENT PERSONNEL DE KHOMEINY

Deux faits le soulignent : le « consensus », l'« union nationale » dont ont bénéficié les dirigeants de la République islamique, après la guerre avec l'Irak, a été de très courte durée finalement, par rapport à ce qui s'est passé après l'occupation de l'ambassade américaine de Téhéran.

Cela explique aussi comment, pour gagner sa partie de bras de fer contre Bani Sadr, le PRI, contrairement à ce qui s'était passé au moment de l'interdiction du Front national démocratique de Matine Daftary en août 1979 ou de l'élimination de Bazargan en novembre 1979, a eu besoin de l'engagement direct et personnel de Khomeiny. C'est le prestige dont Khomeiny jouit encore dans de larges couches populaires, ou l'arme de dissuasion qu'il constitue par rapport à certains secteurs de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat, qui a fait définitivement pencher la balance du côté du PRI. Cela n'est pas sans conséquence pour l'avenir, car cela marque un changement dans la capacité de Khomeiny de jouer un rôle bonapartiste analogue à celui qu'il a tenu entre les différentes ailes du clergé, entre les diverses fractions bourgeoises ou même, en partie, par-dessus les classes fondamentales de la société iranienne. D'autant que le centre de gravité du pouvoir, au sein du PRI, s'est déplacé en direction des tendances les plus « intégristes », symbolisées par des hommes comme Ghaffari, Hassan Ayat (organisateur de l'attaque contre les universités l'année dernière) ou Nabavi, proche des Moudjahidin e Islam, un groupe paramilitaire comparable aux Frères musulmans.

Quels que soient les écrans de fumée que constituent les soutiens dont disposent les uns ou les alliances que passent les autres, les derniers événements rapprochent l'échéance d'un choc frontal, ouvert et dans les formes les plus brutales, entre la révolution et la contre-révolution en Iran. ■

Michel ROVERE
Paris, 27 juillet 1981.



Bani Sadr. L'appui apporté par Khomeiny au PRI lui a été fatal (DR)

18. Léon Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, p. 293, 294.

Le combat des « iloïes » de Diego Garcia

François CAZALS

En 1965, trois ans avant que l'impérialisme britannique n'accorde l'indépendance à l'île Maurice, un traité secret y mettait comme condition l'achat de Diego Garcia par la Grande-Bretagne. Détachée de l'île Maurice et ainsi vendue à l'ancienne puissance coloniale, Diego Garcia sera cédée en 1973 à l'impérialisme américain pour y construire la plus grande base militaire de cette région du monde.

Les 900 familles qui y vivaient et qui ont été ainsi dépossédées de leur îlot d'origine, mènent un combat pour obtenir de la Grande-Bretagne une compensation financière sans pour autant abandonner leur droit au retour à Diego Garcia.

Fin juin 1981, une délégation composée des représentants des iloïes, du gouvernement mauricien, du MMM (Mouvement militant mauricien d'opposition) et de délégués des comités de soutien, se rendait à Londres où le gouvernement britannique leur a refusé toute conces-

sion sur le montant de la compensation financière réclamée.

Cette intransigeance du gouvernement britannique va probablement provoquer une radicalisation de la lutte des iloïes de Diego Garcia réfugiés à l'île Maurice. Cela pourrait aussi donner une nouvelle impulsion aux initiatives de solidarité. En effet, le voyage de la délégation des iloïes à Londres aura au moins permis de porter ce problème sur la scène internationale.

Ainsi, le 6 juillet dernier, une manifestation de plusieurs milliers de personnes était organisée dans la capitale Port-Louis. Porteurs de pancartes dénonçant l'impérialisme britannique, les manifestants ont, malgré les barrages policiers, réussi à parcourir les rues de la ville. Devant la demeure du Premier ministre mauricien Ramgoolam, ils étaient repoussés par les troupes anti-émeutes de la « Riot Unit », qui ont fait plusieurs blessés.

Dans l'après-midi de la même journée, les iloïes organisaient une nouvelle action de protestation en brûlant, devant les locaux de la haute commission britannique un portrait de Margaret Thatcher déguisée en chevalier « barbare ».

UNE LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE

Cette mobilisation aux côtés des iloïes qui vivent dans des conditions précaires à Maurice prend un tour de plus en plus consciemment anti-impérialiste. Et voilà qui ennue le gouvernement mauricien. En effet, si ce dernier réclame la rétrocession de Diego Garcia à Maurice (une motion a été votée en ce sens par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en juillet 1980), le gouvernement du Parti travailliste n'a jamais véritablement mené campagne pour cela. Ainsi, le Premier ministre mauricien, de passage à Londres, a refusé d'y rencontrer la délégation de soutien aux iloïes, pourtant conduite par son propre ministre de la Sécurité sociale... En rentrant à Port-Louis, il a néanmoins tenu à prendre ses distances d'avec l'attitude du gouvernement britannique en déclarant que cette dernière avait été « malhonnête et dominatrice ».

A la veille d'élections générales qui devraient avoir lieu au plus tard en juin 1982, le gouvernement mauricien, déjà confronté à l'extension rapide du chômage, ne veut pas, suivant des propos prêtés à Ramgoolam, « porter le chapeau » pour le problème de Diego Garcia. Les rapports diplomatiques entre Maurice et la Grande-

Bretagne ont donc eu un peu tendance à se tendre ces derniers jours.

LE PROCES DES ILOISES

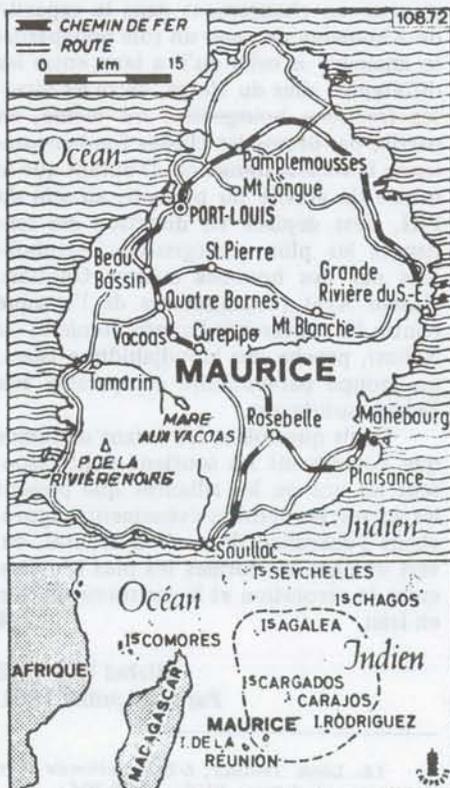
C'est dans ce contexte que, les 23 et 30 juillet, huit femmes dont six iloïes et deux militantes du MLF mauricien devaient passer en procès pour avoir participé, il y a quelques mois, à une manifestation de protestation. Elles risquent trois mois de prison ferme au terme de la législation du Public Order Act (POA), véritable législation d'état de siège limitant le droit de manifestation.

Leur procès va probablement constituer localement une mini-épreuve de force avec le gouvernement. Celui-ci ne peut en effet faire exception à l'application du POA dont l'opposition réclame depuis des années l'abrogation. Mais, d'un autre côté, condamner six iloïes et deux femmes du MLF au moment même où le bien-fondé de leur lutte est rendu explicite par l'attitude intransigeante du gouvernement britannique, ne sera pas de nature à renforcer le crédit électoral du Parti travailliste, déjà responsable d'une situation économique catastrophique.

C'est en utilisant à fond cette contradiction et le poids de la solidarité internationale à la lutte des iloïes et contre la répression qu'il sera possible de faire reculer le gouvernement mauricien.

En France, les dirigeants du Parti socialiste, qui cohabitent dans l'Internationale socialiste avec le Parti travailliste mauricien, et qui ont récemment reçu Ramgoolam à Paris, devraient se prononcer sans tarder pour la rétrocession et la démilitarisation de Diego Garcia et contre la condamnation des huit militantes qui passent prochainement en procès. Une telle initiative serait de nature à faire réfléchir le gouvernement mauricien, aujourd'hui plus que jamais intéressé à entretenir de bons rapports avec le gouvernement français.

François CAZALS
14 juillet 1981.



Une contre réforme a commencé

Angel MUNOZ

Le coup d'Etat du 23 février 1981 a ouvert une nouvelle étape politique dans l'Etat espagnol. Il aurait pu être le début d'un retour en force du mouvement ouvrier après trois ans de reculs, de défaites et de démolition. Les manifestations de masse du 27 février, malgré leur énorme confusion, démontraient que cette possibilité existait.

Mais cent jours après, il est clair qu'a commencé, le 23 février, une véritable « contre-réforme » qui a déjà liquidé de multiples conquêtes politiques de l'après-franquisme et qui menace de les liquider toutes.

Le danger d'un second coup d'Etat n'a pas disparu. On ne peut même pas dire qu'il se soit renforcé : il s'est simplement installé. Le putschisme est en passe de devenir une des institutions fondamentales du régime. Cette situation a été baptisée du nom de « démocratie surveillée » : les putschistes surveillent la démocratie comme le renard surveille le poulailler.

Pour faire le bilan de ces cent jours et des problèmes extrêmement graves qui se posent aujourd'hui aux travailleurs de l'Etat espagnol, il faut revenir aux heures décisives où s'est forgée la contre-réforme, les 23 et 24 février.

LES DEUX

« PACTES DE LA ZARZUELA »

Le dossier sur le putsch du 23 février dernier, publié par *Inprecor* dans son numéro 97, du 16 mars 1981, fut écrit immédiatement après les événements. Dans les semaines qui ont suivi, de nouveaux éléments ont été connus, qui permettent de se faire une idée plus précise de ce qui s'est réellement passé.

En octobre 1980, la majeure partie de la hiérarchie militaire parvient à la conclusion qu'une intervention des forces armées (FAS) est nécessaire pour changer le cours de la situation politique. Le modèle retenu est une variante du coup d'Etat qui vient d'avoir lieu en Turquie le 12 septembre : un *pronunciamiento* de l'ensemble des forces armées s'adressant au roi, exigeant de lui qu'il nomme un gouvernement civico-militaire de salut national.

Les raisons du *pronunciamiento* sont des plus classiques : en finir avec le terrorisme, défendre l'unité de la patrie, rétablir dans les plus courts délais possibles une véritable démocratie, etc. Il n'y avait

aucun doute chez les chefs militaires quant à l'appui du roi au projet, dont la date fut fixée aux jours suivant le 1er mai 1981 (1).

Au mois de novembre, les putschistes prennent contact aux Etats-Unis avec des membres de l'équipe Reagan et les informent du plan arrêté ; ils rencontrent un accueil prudent mais encourageant : le nouveau gouvernement des USA « ne s'opposerait pas au coup d'Etat mais ne l'encouragerait pas non plus (2) ».

C'est autour de la même date que se sont probablement déroulés des contacts avec des dirigeants du capitalisme espagnol. On peut se faire une idée de l'accueil rencontré — qui s'apparente à celui de l'administration Reagan — par le biais des déclarations du président de la première banque d'Espagne (Banco Espanol de Credito), Aguirre Gonzalo, déclarations faites immédiatement après le 23 février : « Si un putsch ne triomphe pas, nous restons dans la même situation qu'avant ; s'il triomphe, c'est pour amener une dictature militaire dont on suppose qu'elle imposera l'ordre. Vous comprendrez que cette perspective n'effraie pas l'argent (sic). Autre chose est, comme conséquence du putsch, qu'on doit s'attendre à la possibilité d'une révolution. J'ai toujours dit que, dans un changement de régime, vous avez l'échelle sociale suivante : un, le désenchantement ; deux, l'indifférence, point où nous sommes actuellement ; trois, le mécontentement ; quatre, l'irritation ; cinq, la révolution. Quand on est au point quatre, alors l'argent s'inquiète. (3) » Le projet de putsch apparaît donc, aux yeux des puissants secteurs capitalistes représentés par Aguirre Gonzalo, comme prématuré et non nécessaire, mais ils adoptent face à cette perspective une attitude d'observation et non d'hostilité.

Les putschistes rencontrèrent un appui direct seulement dans les secteurs financiers marginaux et lumpen-capitalistes qui s'étaient enrichis sous le franquisme.

Enfin, toujours au mois de novembre, eurent lieu d'autres contacts, qui — eux — peuvent surprendre. Le général Armada, qui sera le 23 février le candidat des putschistes à la présidence du gouvernement, s'entretint « de la situation du pays et des solutions », avec le responsable des questions militaires du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), Enrique Mugica, et avec le secrétaire général du PS de Catalogne, Joan Raventos (4). Les dirigeants socialistes affirment que ces conversations, dont l'existence fut

connue seulement après le putsch, avaient un caractère informel, sur de possibles solutions de gouvernement d'union nationale par les mécanismes constitutionnels. La réalité, c'est qu'évidemment les putschistes voulaient sonder l'attitude du PSOE quant à leurs projets. Le général Armada parvint à la conclusion qu'il n'y aurait pas, pour le moins, une opposition frontale.

Dans ces conditions, le projet va de l'avant. Mais, par son ampleur même, parce que c'était un plan de la quasi-totalité du commandement des forces armées, la présence d'options politiques différentes à l'intérieur de ce plan était inévitable.

Il existait effectivement au sein de la hiérarchie militaire un large accord quant au rejet de la situation actuelle, au bilan totalement négatif du post-franquisme et à la nécessité du *pronunciamiento*. Mais quant à la forme et aux objectifs immédiats de ce dernier, il y avait des positions très différentes, depuis le retour pur et simple à la dictature militaire en formant un gouvernement avec les restes du franquisme, jusqu'à ceux qui considéraient qu'il était seulement nécessaire pour le moment de discipliner le régime en demandant leur collaboration à un gouvernement civico-militaire, aux partis de la droite parlementaire, y compris en cherchant une certaine forme de compromis avec le PSOE.

Depuis la mort de Franco, l'armée espagnole est à la recherche d'un *caudillo*, que ce soit une personne ou une institution, qui la centralise politiquement. Les capitaines généraux des diverses régions militaires sont de véritables « vice-rois », maîtres de leur territoire, disposant d'une autonomie considérable à ce niveau, mais sans autorité sur les autres régions. Le projet de *pronunciamiento* n'avait pas, de ce fait, une direction clairement affirmée à l'intérieur de la hiérarchie militaire. Il ne l'a pas non plus trouvée dans l'impérialisme US ni dans aucune fraction significative de la bourgeoisie espagnole.

Dans ces conditions, il est probable qu'il existait, au début de 1981, une certaine compétition entre les différentes ai-

1. Il y a une multitude de références dans la presse espagnole et internationale sur les préparatifs du putsch. Pour la date prévue, cf. les déclarations de Alberto Oliart, ministre de la Défense, *Diario 16* du 13 avril 1981.

2. Déclaration de Felipe Gonzalez, *El País*, 17 mars 1981.

3. *Hojas del lunes de Madrid*, 2 mars 1981.

4. *El País*, 4 mars 1981 et *Diario 16*, 9 mars 1981.

les de la hiérarchie, pour faire prévaloir leur version du *pronunciamiento* sur celle des autres. Le putsch du 23 février fut fondamentalement l'action de l'aile la plus réactionnaire qui décida de prendre de vitesse les autres plans établis.

Parmi les causes qui provoquèrent cette anticipation, il y avait sans aucun doute la situation de crise du gouvernement et de l'UCD (Union du centre démocratique) qui existait depuis la démission de Adolfo Suarez, ainsi que l'augmentation de la pression politique de l'extrême droite à l'œuvre au même moment. Mais la cause fondamentale, et qui en définitive provoqua l'échec du putsch, fut la tentative de l'extrême droite militaire d'hégémoniser le putsch aux dépens des autres ailes de la hiérarchie militaire.

Malgré cela, les putschistes du 23 février ne rencontreront pas d'hostilité sérieuse parmi leurs compagnons d'armes, ni avant ni après les faits, et ils disposeront d'une collaboration beaucoup plus large qu'il n'apparaît dans les versions officielles (5). L'estimation donnée par le *Monde* est raisonnable : « Dans les milieux proches du roi, personne ne se fait d'illusions : toute l'armée aurait approuvé le coup d'Etat s'il avait réussi ; toute l'armée, au moins en intention, a participé à la conspiration et partage l'essentiel des positions putschistes (...). Seulement 25 % des officiers peuvent être considérés comme "légalistes". (6) »

Mais la participation de l'extrême droite au putsch incluait immédiatement le risque qu'il devienne incontrôlable pour la bourgeoisie, pour le roi et même pour la majorité des chefs des forces armées. Dans tous les cas, une conclusion militaire rapide aurait fait pencher la balance du côté des putschistes.

Cette conclusion ne s'étant pas produite, s'ouvrait alors la possibilité d'un compromis entre le roi et les chefs militaires qui n'étaient pas directement impliqués dans ce putsch. Effectivement, le Pacte se réalisa la nuit même du 23 février. Ce Pacte, c'est la contre-réforme, et il va déterminer tous les faits qui vont suivre.

Il y a différentes versions du contenu du Pacte (7). Ce qui est intéressant, c'est de souligner son aspect fondamental : l'armée se met d'accord avec le roi pour contenir le coup d'Etat et décide de donner une dernière chance au régime parlementaire.

En échange, elle obtient des garanties quant à un changement d'orientation de la politique gouvernementale sur les trois terrains qui la préoccupent particulièrement : l'autonomie, le terrorisme et la crise économique (8). On lui garantit aussi naturellement les moyens de contrôler la mise en œuvre du Pacte et la possibilité d'intervenir à nouveau, si les politiques ne parviennent pas à « résoudre les maux de la patrie ».

Le Pacte inclut également une date limite, le 29 mars, pour que soient prises par le gouvernement une série de mesures immédiates, notamment la direction de la lutte contre l'ETA confiée aux militaires (9). Ce ne fut pas seulement le roi mais

bien ce Pacte qui, en l'absence d'une mobilisation des masses, porta un coup d'arrêt au coup d'Etat militaire.

Le jour suivant, le 24 février, eut lieu ce qui est connu officiellement sous le nom de « Pacte de la Zarzuela », c'est-à-dire la réunion du roi et des partis parlementaires à l'exception, significative, des organisations nationalistes. Ce Pacte est la formalisation de la politique d'unité nationale, mais il constitue en fait la simple ratification du compromis passé par le roi avec les militaires. Une ratification, il faut le dire, particulièrement exemplaire : le Parlement, toujours attentif à la voix du plus fort, passe de la position « à latente » qu'il avait adoptée face au colonel Tejero et sa garde civile, au « garde-à-vous » face aux militaires « légalistes ».

Et, pour finir de démontrer la capacité illimitée de capitulation de « l'éventail parlementaire » dans son ensemble, et particulièrement des directions du PSOE et du PCE (Parti communiste espagnol), le roi exigea d'eux la signature d'un document secret (10) contenant les conditions du Pacte qui pourra être, s'il ne l'est déjà, un excellent instrument de chantage.

Santiago Carillo refusera, au nom de l'unité nationale, de communiquer au Comité central (CC) de son propre parti le contenu du Pacte, et le CC acceptera à la quasi-unanimité cette dissimulation.

Toutes les menaces que présageait cette situation vont se confirmer dans la pratique tout au long de ces cent jours.

LE « COUP DE BARRE »

Plusieurs mois avant le 23 février, des politiciens de droite — et spécialement Fraga Iribarne de l'AP (Alliance populaire) —, des dirigeants du patronat, des porte-parole de l'armée et de l'Eglise, réclamaient ce qu'on appelait un « solide coup de barre » dans la politique gouvernementale. Il s'agissait de faire pression sur l'UCD pour qu'elle prenne une orientation encore plus à droite, abandonnant définitivement tout type de recherche du consensus avec la gauche parlementaire. Mais les conflits internes et l'affaiblissement du parti gouvernemental l'empêchèrent de donner une réponse décidée à ces pressions.

Finalement, ce fut l'armée qui donna ce coup de barre et fixa la nouvelle orientation de la politique espagnole. L'UCD assumait sans déplaisir le rôle de barreur et,

pour tout dire, le PSOE et le PCE, pareillement, celui de mousses. La droite comprit sur le champ les possibilités qui s'offraient à elle et se disposa à en profiter.

Sans aucun doute, le point de départ de cette situation était très grave : le 23 février avait révélé une profonde crise du régime et une crise de direction politique dépourvue de solution à moyen terme. Toutes les pièces de la réforme s'étaient disloquées. Le roi était le garant de l'« unité nationale » des forces parlementaires, mais il n'était plus, si ce n'est formellement, le chef des forces armées.

L'armée assumait un rôle politique direct, traçait les limites du fonctionnement du système parlementaire et affirmait clairement sa volonté de faire un nouveau coup d'Etat si ses conditions n'étaient pas remplies : le mécanisme du second putsch s'était donc mis en marche dans la nuit même du 23 février.

Face à cette possibilité d'une intervention de l'ensemble des forces armées, qui est la véritable menace de coup d'Etat qui existe aujourd'hui, l'extrême droite militaire et civile va intensifier les provocations de la « stratégie de tension », stimulée par le fait d'avoir frôlé la victoire le 23 février et par la quasi totale impunité dont ont bénéficié les personnes impliquées dans la tentative.

Enfin, le gouvernement se sent suffisamment à l'aise dans les limites fixées par les militaires, mais il est obligé, à court terme, de faire la démonstration pratique de sa capacité à résoudre la crise par des méthodes parlementaires. Le nouveau président du gouvernement, Calvo Sotelo, va concentrer ses efforts dans deux directions. La première, établir un cadre de coexistence avec l'armée : il ne s'agit pas de résoudre le problème du putsch, mais de vivre avec... La seconde, exploiter la peur qui s'est emparée du pays, mettre de l'ordre dans les rangs de son propre parti et obtenir le ralliement des partis nationalistes bourgeois et, enfin, retrouver la confiance du patronat.

Dans la mesure où la gauche réformiste a renoncé à toute activité d'opposition déterminée au sein du Parlement et plus encore dans la rue, la droite espagnole ne pouvait rêver de conditions plus favorables pour donner son « coup de barre ».

5. Par exemple, *El País* du 26 mars 1981, reprend une information de *Newsweek* du 23 mars 1981 selon laquelle la décision de déclencher le putsch le 23 février fut adoptée dans une réunion de 17 généraux au cours de laquelle seulement deux votèrent contre parce qu'ils le considéraient comme « inopportun ».

6. *Le Monde*, 6 mars 1981. Il y a beaucoup d'informations du même genre. Ainsi, par exemple, l'hebdomadaire *Sabado Grafico*, proche de la hiérarchie militaire, informait dans son édition du 4 mars 1981 que la grande majorité des militaires qui « suivirent le roi » dans la nuit du 23 février le firent en « faisant violence à leur désir ».

7. Par exemple *Sabado Grafico* du 4 mars 1981 publiait en « une » les « six conditions » qu'exigeaient les officiers pour ne pas faire un

nouveau putsch. Il y a d'autres versions, mais le contenu du fond est toujours identique : « Intégrité de la Patrie, en finir avec le terrorisme, l'ordre économique ».

8. « Le putsch du 23 février est la cristallisation d'une série de malaises à la base desquels se trouve le terrorisme, la crise économique, l'intégrité nationale ». Déclaration du ministre de la Défense, *Diario 16* du 6 mars 1981.

9. *El País*, 24 mars 1981.

10. *Hoja del lunes de Madrid* du 9 mars 1981. Le refus de Santiago Carillo d'informer le CC dont il sera question plus loin, vient de sources internes au CC et n'a pas été public.

LA QUESTION DE L'ARMÉE

La question de l'armée est la première priorité du nouveau gouvernement UCD. Toute sa ligne sur ce terrain se base sur la proclamation de la « *fidélité de l'armée à la Constitution* », et d'agir avec la conviction que cette fidélité n'existe pas dans l'absolu.

On a dit que la bourgeoisie avait découvert son armée le 23 février. Les révolutionnaires avaient fait cette découverte voilà bien des années déjà. L'armée espagnole n'a à son actif qu'une seule victoire au cours des temps modernes : la guerre civile (1936-1939). Sur celle-ci, et par conséquent sur le franquisme, elle a élaboré un système de valeurs qui partage la quasi-totalité des militaires, sans distinction de grades ou de générations : l'anticommunisme, le centralisme, une morale dans la tradition catholique la plus réactionnaire, la méfiance vis-à-vis des politiciens et plus généralement vis-à-vis des régimes parlementaires, la conscience de son propre rôle comme unique défenseur des valeurs essentielles de la patrie et de la fatalité historique d'une intervention de sa part pour les défendre.

Les chefs militaires qui ne partagent pas, au moins en partie, ces idées, sont en fait marginaux. C'est à l'un d'eux, Gutierrez Mellado, qu'échoua la tâche de mettre en place la « réforme militaire » qui supposait, avant tout, d'obtenir l'acceptation de la réforme politique par la hiérarchie. L'échec a été spectaculaire : les forces armées ont fini par s'homogénéiser politiquement en opposition à cette réforme, même si ce n'était pas sur une alternative de rechange. A partir du 23 février, les conditions se créent pour que cette alternative prenne forme et se consolide.

En réalité, le grand vainqueur du 23 février — en terme de pouvoir politique — ce sont les forces armées : elles sont l'unique institution qui soit sortie renforcée du coup d'Etat. Leur force réside dans la capacité qu'elles ont démontrée de faire un coup d'Etat et, avec fort peu d'ambiguïté, elles sont disposées à le refaire si les limites qu'elles se sont elles-mêmes fixées sont dépassées. La majorité de la bourgeoisie veut continuer à gouverner par des moyens parlementaires, mais elle ne veut pas entrer en conflit avec son armée. Sa position sera donc d'accepter toutes les exigences des forces armées — ce qui équivaut à donner toutes les facilités au putschisme, ce qui revient à l'institutionnaliser — et, dans le même temps, de faire en sorte que la hiérarchie militaire ne considère pas comme nécessaire ce second putsch.

Pour cela et en premier lieu, est abandonné tout projet de subordination de l'armée au pouvoir civil. Sur ce terrain, même les espoirs sont abandonnés. Un des spécialistes de la question militaire du PSOE a écrit : « *Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il faudra quinze ans à nos forces armées pour qu'elles défendent la Constitution.* » (11)

Le ministre de la Défense en personne reconnaîtra à sa manière la situation ; interrogé par un journaliste qui lui demandait si les militaires obéissent à ses ordres, il répondit : « *Quand je donne un ordre je suis obéi. Mais, bien évidemment, je ne donne pas d'ordre sans l'avoir mûrement réfléchi et sans consulter d'autres opinions.* » (12)

On est également revenu sur la politique de Gutierrez Mellado de nommer des militaires de confiance du gouvernement à des postes clés, spécialement de l'état-major. A dater de maintenant, la hiérarchie militaire désignera de fait elle-même ses propres chefs ! Deux preuves spectaculaires de cette nouvelle pratique ont déjà été fournies. A été nommé capitaine général de la IXe Région militaire le général Fontenla, destitué voici quelques mois de la Direction générale de la Garde civile en raison d'une attaque publique contre le gouvernement et le PSOE, et qui était accusé formellement dès le 24 mars par le numéro 2 du PSOE, Alfonso Guerra, d'être un des principaux responsables du putsch du 23 février (13).

La seconde preuve est encore plus grave : le capitaine général des Canaries, Gonzalez del Yerro, un des chefs militaires les plus réactionnaires, candidat de l'extrême droite à la direction de l'armée de terre, va être nommé président de la Junte des chefs d'état-major, ce qui équivaut à la direction de toutes les forces armées. Les forces armées cherchent un *caudillo* et se le donnent.

En troisième lieu, une fantastique campagne de propagande qui exalte l'armée est organisée. Au nom de l'objectif qui serait de « *rapprocher le peuple des forces armées* », considéré comme la priorité du moment par le PSOE et le PCE, ces partis participent activement à cette campagne basée sur une version qui est également une certaine justification du coup d'Etat du 23 février. Deux prises de positions quasiment simultanées, l'une de Fraga Iribarne (AP), l'autre de Santiago Carillo (PCE), permettent de comprendre l'efficacité de l'union nationale sur ce terrain : « *Les militaires ne vont pas s'agiter à cause d'une quelconque loi sociale ou de problèmes économiques. C'est un terrain dont ils ne se mêlent pas. Mais ce qu'ils ne laissent pas passer, c'est le terrorisme et le séparatisme. Donc, ou on leur donne l'occasion de défendre la patrie sur ces points*

sensibles, ou bien ils tomberont à nouveau dans la tentation de destituer le Parlement. » (Fraga Iribarne). « *Les militaires ne se sont pas soulevés et ne vont pas se soulever parce qu'il y a des grèves (...). La solidarité nationale doit se baser sur la modération dans le développement de l'autonomie et sur la guerre frontale au terrorisme. »* (Santiago Carillo) (14).

La politique d'union nationale fournit sa propre version du coup d'Etat : l'armée serait neutre sur les questions sociales (et il faut dire dès maintenant que cela est l'un des plus sinistres mensonges de tous ceux qui sont actuellement diffusés au sein du mouvement ouvrier) ; les erreurs dans la politique des autonomies et dans la lutte contre l'ETA (qui est le vrai sens de l'antiterrorisme) seraient les ses du putsch...

Naturellement, avec plus ou moins de force, on continuera de réclamer le châtiement des coupables, éléments malades d'une institution qui serait fondamentalement saine. Mais le mal est déjà fait. Le gouvernement de droite a les mains libres pour rectifier les « erreurs » en renforçant l'appareil de répression et la politique centraliste. Tous les éléments de division entre les travailleurs qui existent dans la croisade anti-ETA sont renforcés et on y ajoute ceux qui produisent cette culpabilisation des nationalités opprimées prétendument responsables du putschisme.

On favorise la présentation des auteurs du coup d'Etat comme des patriotes égarés (« *irréfléchis* ») est le mot utilisé par le roi). Les conséquences pratiques sont immédiates : les gardes civiles qui participèrent au putsch ont été réintégrés dans leurs unités dans la moindre sanction ; on tolère l'appui public aux putschistes et les nouvelles prises de position réactionnaires de chefs militaires. Le gouvernement agit comme protecteur de la stratégie de tension, même s'il doit à ce prix se couper l'herbe sous les pieds, car le projet gouvernemental se doit de maintenir les fascistes sous un contrôle strict. Sur la hiérarchie militaire, qui n'a pas non plus besoin des éléments incontrôlés dans ses plans, pèsent plus les questions de complicité que celles de discipline interne. L'incroyable farce montée autour du coup d'Etat fantôme du 23 mai, démontre jusqu'à quelle extrémité peut aller cette situation (15).

11. E. Gomariz, *El socialista*, numéro 196 du 4 mars 1981. Naturellement, l'auteur n'explique pas pourquoi il dit « 15 ans » et non 25 ou 150 ans...

12. *El País*, 22 mai 1981.

13. Lire dans *Inprecor* numéro 97, « L'héritage du franquisme ». Pour les déclarations de A Guerra, cf. *Diario 16*, du 24 mars 1981.

14. Pour les déclarations de Fraga Iribarne, cf. *El País* du 4 mars 1981. Pour celles de Santiago Carillo, cf. son rapport au CC du PCE publié dans *Mundo Obrero* numéro 115, 5 mars 1981.

15. De toutes les preuves de complicité et d'impunité dont jouissent les fascistes et les putschistes, il faut signaler l'élevation de Tejero au rang d'un mythe, converti en un héros national par l'extrême droite, dont le lieu de détention s'est converti en centre de pèlerinage et dont la photographie, reproduite en médailles, porte-clés, etc., est l'objet d'une activité

commerciale prospère. De plus, on a eu connaissance, dans *Diario 16*, du 20 avril 1981, de rapports internes du commandement de la Division blindée Brunete présentant les putschistes comme « *des patriotes et des hommes d'honneur* ». A la fin du mois de mai, durant la célébration de la « Semaine des forces armées », a été découvert que le salon d'honneur du navire amiral de la flotte espagnole, le porte-avion *Dedalo*, était décoré par le portrait de Franco. Le colonel Gaston, chef d'études de l'Académie militaire d'infanterie de Tolède, vient de prononcer tout récemment une conférence attaquant la démocratie parlementaire. On pourrait donner des exemples à l'infini. Quant au « putsch fantôme » du 23 mai, il consista en l'attaque de la Banque centrale de Barcelone par un groupe armé qui prit les clients et les travailleurs en otages ; le groupe exigeait la mise en liberté de divers dirigeants du putsch du 23 février, entre autres Tejero... Le gouvernement

Enfin, la politique d'union nationale légitime — ou considérée comme inévitable, ce qui revient au même — la nouvelle fonction politique de l'armée, son droit d'intervention en Euskadi et jusqu'à la possibilité légale de dictature militaire qui lui est offerte par la nouvelle législation sur l'état de siège (16).

Ainsi, le PSOE et le PCE ont laissé la question de l'armée aux mains de la droite parlementaire. Le problème est que le gouvernement de cette droite peut cohabiter, un certain temps du moins, avec le putschisme ; pactiser avec lui ; essayer de l'acheter : les soldes militaires vont être augmentées de 25 % pour les généraux, entre 20 et 15 % pour les officiers, de 8 % pour les sous-officiers, suivant une grille hiérarchique exemplaire (17). Il peut, enfin, l'utiliser comme une arme de chantage : telle sera d'ailleurs l'attitude du gouvernement devant chaque problème politique et social.

Tandis que la droite peut faire tout cela, la gauche peut seulement capituler ou alors combattre. Le choix du PSOE et du PCE est clair, il l'est particulièrement sur le terrain de la lutte « anti-terroriste »

LE PRÉTEXTE DE L'ETA

Un des objectifs fondamentaux du gouvernement après le 23 février est de renforcer l'appareil de répression et sa législation. Il a choisi pour cela une méthode habile : attendre les attentats de l'ETA et présenter les moyens choisis comme des réactions nécessaires à ces attentats. Cette habileté va être à nouveau extraordinairement facilitée par la politique réformiste et — bien sûr — par les erreurs désastreuses de l'ETA-militaire.

Il faut se rappeler que, depuis le début de l'année, existait une crise profonde de l'appareil répressif. Le mouvement de protestation populaire qui suivit l'assassinat sous la torture du militant basque Joseba Arregui, assassinat qui confirmait dramatiquement les informations d'Amnesty International (AI) sur la généralisation de la torture policière en Espagne, aggrava la crise.

La protestation populaire atteignit même un tel niveau que le PC d'Euskadi alla jusqu'à proposer l'abolition de la loi antiterroriste. Il y avait alors la possibilité réelle de lancer une campagne de masse sur ce thème. Enfin, démissions et destitutions se produisirent à la tête de la police.

Le premier objectif de la contre-réforme sur ce terrain devait être de restaurer le moral et, partant de là, l'impunité de l'appareil de répression. Dans le même temps, on va créer une véritable machine de guerre légale contre les libérés, toujours sous le prétexte antiterroriste. Enfin, on va chercher, et on parviendra en grande partie, à compromettre à fond dans cette croisade non seulement le PSOE et le PCE, mais également le PNV (Parti nationaliste basque).

Ainsi, avec le secteur le plus réactionnaire de la police, se crée le Commandement unique de la lutte antiterroriste :

son chef en est le commissaire Ballesteros qui était également celui des assassins d'Arregui. Dans les postes à responsabilités, réapparaissent également les vieilles figures des services spéciaux franquistes, comme le commandant Casinello. Dans le même temps, les assassins d'Arregui étaient remis en liberté...

La répression va être légitimée par toute une théorie de la nécessité d'une « guerre sale » contre l'ETA. Un journal « libéral » comme *Diario 16*, la définira en termes précis dans un éditorial : « *Il n'y a plus de droits de l'homme en jeu quand on va à la chasse au tigre. On cherche le tigre, on l'approche, on le traque et, si c'est nécessaire, on le tue.* (18) » Le pire des effets d'une telle campagne est ce qu'il faut bien appeler l'indifférence et l'accoutumance à la torture.

Tout le monde sait qu'en Euskadi il y a des centaines de détenus depuis le 23 février, dont la majeure partie est membre d'Herri Batasuna (HB). Tous ont été sauvagement torturés durant les dix jours où la législation antiterroriste les laissait à la merci de la police. Il n'y a pas que des membres de l'ETA qui font partie de la majorité des détenus : parmi beaucoup d'autres, le camarade Karmelo Jaio, militant de la LCR-LKI (Ligue communiste révolutionnaire), conseiller municipal de Markina en Biscaye, a souffert de la

commença par donner des informations sur le fort armement dont disposaient les assaillants et, le 24, il communiqua officiellement la présence dans le groupe de certains des gardes civils qui avaient participé à l'assaut du Parlement le 23 février. A 10 heures du soir, les assaillants se rendirent et le gouvernement changea aussitôt de version. Le groupe aurait alors été composé « d'anarchistes et de loubirds ». Une heure plus tard, la CNT (Confédération nationale du travail) dénonçait les prétendus anarchistes comme étant des provocateurs payés par la police de Barcelone et dénoncés publiquement depuis plus de trois ans. Peu de jours après, Calvo Sotelo donnait une information officielle au Parlement, qui n'a convaincu personne. La seule chose crédible qu'il avança à cette occasion fut que le groupe avait été organisé par l'extrême droite... Enfin, la version officielle de la police dément le gouvernement : tout cela est un simple hold-up organisé de façon « imaginative » pour s'emparer de près de 700 millions de pesetas qu'il y avait dans la banque. Les loubirds montent du coup au grade de super gangsters. La seule conclusion claire que tira le pays de tout cela, c'est qu'ils mentaient tous.

16. Une décision et deux lois sont les principaux renforts qu'a reçu l'appareil de répression depuis le 23 février 1981. La décision, c'est l'envoi de l'armée en Euskadi, avec pour le moment la mission « officielle » de renforcer la vigilance aux frontières avec la France ; elle date du 25 mars. La première loi porte le nom de « *défense de la démocratie* », elle fut approuvée le 21 avril. Cette loi punit les « délits » non seulement d'action, mais également de « *conspiration, proposition et provocation* ». Parmi les délits visés, on trouve « *l'attentat contre l'intégrité de la nation espagnole ou l'indépendance de tout ou partie du territoire, par la seule représentation de sa personnalité présentée comme nation* ». Enfin, en plus de lourdes peines de prison, la loi autorise le fisc à solliciter la fermeture d'un journal et l'occupation matérielle des « *instruments du délit (installations, machines, outils...)* » (art. 216 bis). Ainsi, on traite les « *délits d'opinion* » d'une façon que le Code espagnol réservait jusqu'à présent aux maisons de prostitution. Seuls trois députés bourgeois libéraux, les députés nationalistes révolutionnaires et le fasciste Blas Pinar ont voté contre la loi. Le porte-parole du PSOE, Enrique Mugica, af-

torture « réglementaire » sans autre raison que d'être un militant révolutionnaire et d'agir comme tel dans sa localité. Une fois passés les dix jours, le juge l'a mis en liberté sans aucune charge retenue contre lui.

Une situation comme celle-ci aurait provoqué avant le 23 février — sans parler d'époques antérieures — un grand mouvement de solidarité et de protestation, largement unitaire. Aujourd'hui, seule la gauche révolutionnaire lutte pour organiser cette mobilisation. De plus, les uniques dénonciations un peu fermes que l'on entend proviennent des évêques basques et du PNV (19).

La gauche réformiste évolue entre le silence et la protestation littéraire et modérée dans le meilleur des cas ; dans le pire et le plus fréquent, elle marche à l'avant-garde de la répression.

Le terrain préféré du PSOE pour critiquer le gouvernement c'est de réclamer une augmentation matérielle et technique des effectifs de la police sur le modèle de la République fédérale d'Allemagne (RFA). Avec le PSOE au gouvernement, la répression serait plus efficace, voilà ce qui paraît être le slogan politique du premier parti ouvrier du pays... Pour montrer sa bonne volonté dans les faits, le PSOE a organisé conjointement avec l'UCD, entre autres choses, une opéra-

firma dans son explication de vote que ceux qui n'acceptaient pas cette loi étaient des « *liberticides, des putschistes et des fascistes* ». Enfin, le 20 mai, fut approuvée la loi sur l'état d'alerte, d'exception et de siège, qui constitue une échelle progressive de destruction des libertés. Au niveau le plus haut, l'état de siège équivaut pratiquement à une dictature militaire, avec certaines restrictions formelles. La loi dit : « *Le gouvernement désignera l'autorité militaire qui, sous sa direction, devra exécuter les mesures auxquelles il procédera* ». (art. 33.2). Et il n'existe aucune limitation légale à ces mesures.

Connaissant le type d'armée et de gouvernement qu'il y a en Espagne, il est facile d'imaginer qui dirigera l'autre dans ces conditions d'état de siège. Le PSOE fut le principal collaborateur du gouvernement pour défendre cette loi. Le PCE s'abstint finalement, mais l'explication de vote de Santiago Carillo ne comporte que des critiques secondaires et une protestation pour ne pas avoir été invité à la « *concertation sur la loi* ». Le PNV vota contre, mais seulement à cause des compétences quasi nulles que la loi donne aux gouvernements autonomes dans la déclaration et le fonctionnement de ces normes d'exception.

17. *Diario 16*, 6 avril 1981.

18. *Diario 16*, 23 mars 1981. A un autre niveau, il est significatif également qu'*El País*, dans un éditorial du 7 juin 1981, commentant la possibilité pour le gouvernement français de refuser l'extradition du militant de l'ETA Tomas Lineza, affirme : « (Ce refus) serait le début de la réédiction de l'ignominieux "pacte de non-intervention" qui accula durant la guerre civile les démocrates espagnols à la défaite face à la subversion fasciste. »

19. Depuis le 23 février, le PNV a adopté des positions beaucoup plus dures contre l'ETA, particulièrement en appuyant diverses mobilisations de protestation avec l'UCD, le PSOE et le PCE. Mais, malgré cela, son président Xavier Arzallus, a répondu à des critiques lui reprochant le « *manque de collaboration* » de son parti avec la police, en dénonçant l'existence de « *centres de torture systématique* » dans les casernes des forces de répression. Cette dénonciation d'un fait connu de tous lui a valu l'accusation de « *putschiste* ». *Diario 16*, 28 mai 1981.

tion de chasse aux sorcières contre les députés nationalistes révolutionnaires de Navarre, opération qui culmina le 18 mai avec leur expulsion violente du Parlement basque. Grâce à ces pratiques de « députés policiers » assumées par les parlementaires socialistes de Navarre, la droite a obtenu à plusieurs reprises la majorité au Parlement basque (20).

Pour sa part, Santiago Carillo avait fixé une ligne claire au premier CC du PCE qui a suivi le coup d'Etat : « *Nous devons nous efforcer que ceux qui tombent sous les balles des terroristes sentent la solidarité populaire (...). Nous pouvons être obligés de voter l'illégalisation de certains groupes politiques, qu'ils soient de droite ou d'ailleurs, qui apparaissent comme la face légale de groupes terroristes.* (21) » La solidarité avec « ceux qui tombent sous les balles des terroristes » doit être comprise aussi comme l'absence la plus totale de solidarité avec ceux qui tombent sous les balles de la répression.

Ainsi, quand la population d'Hernani fit une grève générale en solidarité avec le militant de l'ETA-militaire José Manuel Aristimuno, assassiné par la Garde civile, l'éditorial de l'hebdomadaire du PCE, *Mundo Obrero*, numéro 120, protesta scandalisé : « *Des événements comme la grève générale d'Hernani lundi dernier, démonstration d'appui à un terroriste mort les armes à la main (sic), nous rappellent qu'il faut un gros travail politique vers la population basque pour parvenir à cet objectif (fortifier la démocratie).* » Marcelino Camacho, dirigeant des Commissions ouvrières (CCOO), donnera la version syndicale de la ligne dans un discours devant l'Union syndicale de la police (une organisation très minoritaire de policiers qui veulent une réforme démocratique des corps de police) : « *Les policiers ne peuvent être contre les travailleurs s'ils sont démocrates, ni les travailleurs contre la police parce que tous, nous luttons contre le terrorisme, la crise et le chômage.* (22) » Enfin, une réunion des directions du PSOE et du PCE, le 1er avril, établissait un cadre clair d'unité d'action : le communiqué qui rendait compte de l'accord ne dit pas un mot sur le putschisme mais il réclame une « *collaboration du peuple avec les forces de sécurité de l'Etat.* (23) »

Le 10 mai, cette ligne qui prétend défendre la démocratie en s'appuyant sur un appareil de répression hérité d'une dictature, va être mise à l'épreuve. Dans la province d'Almería, la Garde civile arrête trois jeunes gens qu'une dénonciation anonyme (une « *collaboration du peuple avec les forces de sécurité* » !) accuse sans aucun fondement d'être liés à l'ETA. Les gardes civils, sous le commandement direct du lieutenant-colonel chef du poste, torturent sauvagement les trois jeunes gens, leur cassant tous les os, les achèvent en leur tirant dessus et finalement, brûlent leurs corps. Ces nostalgiques des fours crématoires, les auteurs de cette barbarie n'ont rien d'exceptionnel : ce sont simplement des gardes civils qui « *luttent contre le terrorisme* », qui

« *chassent le tigre* », pour reprendre l'expression de *Diario 16*. Ils doivent donc être protégés par leurs chefs et le gouvernement. Un mois après les faits, ils sont toujours à leurs postes, gênant l'enquête à plaisir, et l'un d'entre eux vient même d'être promu... Il y a eu bien naturellement une information du ministre de l'Intérieur au Parlement, douze jours après les faits. Tout a été en fait « *une lamentable erreur* », dit-il.

Les représentants de la gauche parlementaire avaient là l'occasion d'exprimer pour le moins une certaine dignité. Ils démontrèrent exactement le contraire.

Comme preuve, l'intervention de Sanchez Montero, le numéro 2 du PCE qui, au nom de son parti, manifesta sa préoccupation parce qu'un événement de ce genre affecte un corps comme la Garde civile « *qui paie un énorme tribut de sang en défense de la démocratie* », ajoutant que les faits incriminés vont à l'encontre de la lutte contre le terrorisme « *car ils peuvent être utilisés comme explication de la lutte des terroristes* » (sic) (24). Il faut répéter que les protestations, les motions parlementaires que peuvent faire les députés du PSOE et du PCE dans des cas comme celui-ci ne compensent en rien le mal qu'ils font en contribuant à la réalisation de cette campagne d'intoxication gouvernementale, couvrant la Garde civile jusqu'à la transformer en une institution martyr au service de la démocratie.

Le PSOE et le PCE ne se sont réellement opposés à aucune des mesures de renforcement de la répression et de l'attaque des libertés faites par le gouvernement. Si Felipe Gonzalez (PSOE) et Santiago Carillo (PCE) étaient sincères, ils devraient définir leur attitude face à la répression comme Léon Blum définissait la sienne face au vote des crédits de guerre : « *Je représente un parti qui a lutté durant des années contre les crédits de guerre, sauf quand son vote était nécessaire pour les approuver.* »

Grâce à eux, le gouvernement a passé avec succès et sans grande résistance les deux premiers tests sur ce terrain : l'envoi de l'armée en Euskadi et l'approbation de la nouvelle législation répressive. Deux autres sont en préparation : la mise sur pied de l'état d'exception et l'interdiction légale d'Herri Batasuna et du journal *Egin*. Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez ont préparé depuis longtemps leurs partis

à l'approbation plus ou moins résignée de ces deux mesures. Le gouvernement attend seulement un nouvel attentat grave de l'ETA-militaire pour les mettre en pratique. La perspective est très claire : si ces mesures entrent en application, elles commenceront le compte à rebours vers le second coup d'Etat.

LE PUTSCH ANTI-AUTONOMIE

Ainsi que nous l'avons vu, « l'intégrité de la patrie » est, avec l'« offensive antiterroriste », l'exigence centrale de l'armée. Sur ce terrain comme sur les autres, l'éventail constitutionnel — à l'exception partielle des partis nationalistes bourgeois — fera tout ce qu'il peut pour aider le gouvernement à satisfaire les exigences des militaires. Les faibles conquêtes autonomistes de la période passée vont vaciller sous une offensive centraliste, patriotarde, cyniquement enrobée de défense de « la solidarité entre les peuples d'Espagne ».

Sur ce point, le gouvernement commence son offensive par une démonstration de force : il annonce une loi qui privilégie le drapeau monarchiste aux dépens de ceux des nationalités (« *les petites bannières* » comme dit Santiago Carillo, qui défend les « *droits du castillan* » face aux autres langues et qui oblige à l'utilisation des mots « *nation* », « *national* », etc., en seule référence à « *l'Espagne* ». On renforce dans le même temps la campagne contre les mouvements nationalistes, particulièrement ceux de Catalogne et d'Euskadi, qui a toujours été latente, pour le moins dans les positions et organes d'expression de la bourgeoisie centraliste.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la virulence de cette campagne, l'esprit policier qui la caractérise dans la recherche à la loupe des indices de séparatisme et l'apparition d'un anti-catalanisme, au même niveau sinon plus que l'anti-euskadisme (25).

Après cette première offensive vient l'artillerie lourde. Le gouvernement a chargé un technicien, le professeur Garcia de Enterría d'un rapport sur l'« harmonisation » des autonomies. Par l'effet d'un hasard heureux sans doute, le rapport coïncide exactement avec les projets de l'UCD (26). Le PSOE appuiera immédiatement

20. *Combate* numéro 232 et *Zutik* numéros 234 et 235.

21. Naturellement, la référence aux « *groupes de droite* » est une simple couverture formelle, Santiago Carillo sait très bien que c'est Herri Batasuna et le journal *Egin* qui sont visés.

22. *El País*, 26 mars 1981.

23. *El País*, 1er avril 1981.

24. *El País*, 22 mai 1981.

25. On doit se souvenir que l'expression idéologique traditionnelle du centralisme espagnol est l'anticatalanisme. C'est une démonstration supplémentaire du fait que cette lutte contre le séparatisme est une simple couverture du centralisme. En Catalogne, les traditions et la réalité actuelle de l'indépendantisme sont faibles, on peut rappeler qu'au moment où Macia proclama la République de Catalogne, le 14 avril 1931, il ajouta : « *comme Etat intégrant la*

Fédération ibérique ». La virulence actuelle de la campagne anticatalane est énorme. Deux exemples : le gouvernement a posé un recours devant le Tribunal de garanties constitutionnelles visant l'inconstitutionnalité d'un modeste décret de la Généralité réformant le régime des députations provinciales. D'autre part, on a assuré une large diffusion à un prétendu *Manifeste des 2 300* dont les premiers signataires sont des intellectuels plus ou moins connus, qui dénoncent l'existence d'une prétendue oppression de ceux qui parlent le castillan (espagnol) en Catalogne.

26. Le rapport Enterría n'a pas pour but d'« harmoniser » quoi que ce soit, mais de limiter drastiquement les compétences politiques des institutions autonomistes, particulièrement en Catalogne et en Euskadi. Entre autres choses, il nie toute autonomie sur le terrain judiciaire, accroît la présence des fonctionnaires de

ce rapport. Sur la base de l'accord UCD-PSOE, s'est créée une commission élargie au PCE et à l'AP (le groupe de Fraga Iribarne) pour que tous partagent la honte de rédiger la loi qui va transformer les autonomies actuelles en quelque chose de proche des protectorats apparus lors de la décadence des empires coloniaux. Cette « harmonisation » se complètera d'une Loi de régime local destinée à augmenter le nombre des maires de droite, peu nombreux pour le moment, et à établir un contrôle serré de l'administration centrale sur les municipalités et les députations provinciales. Enfin, une nouvelle loi électorale va instituer plus de facteurs correcteurs dans l'actuel système relativement proportionnel, afin de diminuer la représentation parlementaire des partis nationalistes bourgeois et d'empêcher celle des partis révolutionnaires.

Ce tournant de la politique gouvernementale quant à la question nationale a une signification profonde et va avoir des effets politiques d'une énorme importance. Elle signifie une nouvelle preuve de l'incapacité de la bourgeoisie espagnole à trouver une solution au problème des nationalités. Le franquisme avait tenté de l'écraser par la violence et, lors de son déclin, il a ressurgi plus fort et plus large que jamais et a été une des composantes fondamentales du mouvement de masse qui a mis à bas la dictature.

La « réforme » essaya, de façon très timorée et très hésitante, de trouver une solution démocratique-bourgeoise au problème. Consciemment ou non, cette solution exigeait une certaine distribution du pouvoir politique, un pacte avec les bourgeoisies nationales pour assurer la direction politique de l'Etat et arriver à ce que les institutions autonomes soient capables d'intégrer les aspirations des peuples opprimés à l'autogouvernement. C'est ce projet qu'on a essayé de vendre sous le nom d'« Etat des autonomies ». Et c'est ce projet qui a échoué. Ce que le gouvernement essaie de faire aujourd'hui, quel que soit le nom qu'il lui donne, c'est d'appliquer des critères de pure « réforme administrative » à un des plus graves problèmes politiques de l'Etat espagnol. De plus, il tente de le faire avec les méthodes de la « contre-réforme », c'est-à-dire en revenant sur des droits considérés comme acquis, par le biais de menaces, de lois réactionnaires, de campagnes chauvines. Il ne fait aucun doute que cette politique va également échouer, mais il est facile d'imaginer les conséquences dramatiques que peut avoir cet échec quand les directions ouvrières sont directement compromises dans l'offensive centraliste.

Parce que, dans le même temps, l'incapacité des réformistes à donner une réponse ouvrière à la question nationale a été démontrée elle aussi. L'histoire vient de loin dans le cas du PSOE. Ce parti paraît avoir appris tout ce qu'il sait sur la question nationale dans les pires traditions de la IIe Internationale. Pour le PSOE, et aujourd'hui comme dans les années 1930, Euskadi, la Catalogne et la Galice appartiennent à la catégorie des « peuples sans histoire » pour lesquels il se-

rait donc réactionnaire de défendre le droit à l'autodétermination. Après le 23 février, le PSOE a porté cette tradition jusqu'à ses ultimes conséquences. En première ligne dans la surenchère patriotique (« *Je n'ai pas rencontré plus patriote que moi* », déclarait Felipe Gonzalez peu après le 23 février) (27), co-auteur du projet d'« harmonisation » des autonomies, dirigeant de la lutte de la droite contre l'intégration de la Navarre à Euskadi... Le PSOE est le principal allié de l'UCD dans le « putsch anti-autonomie ». Le PCE voudrait bien trouver un petit espace dans l'état-major centraliste UCD-PSOE. Mais ces derniers ne le lui laissent pas, malgré l'interprétation par Santiago Carillo depuis le 23 février de son rôle favori : l'arriviste qui fait tout pour montrer sa fidélité aux dirigeants du pays. Pour donner un exemple, tous les meetings du PCE se déroulent sous le drapeau monarchiste et se terminent aux cris de « *Vive l'Espagne !* ».

Mais, dans l'échelle hiérarchique de ce qu'on appelle aujourd'hui la « concertation » (parce que le mot « consensus » ne trompant plus personne, après deux ans d'usage, a été retiré de la circulation), le PCE n'est écouté qu'après que l'UCD et le PSOE se soient mis d'accord sur les questions fondamentales. Si bien que, malgré lui, le PCE apparaît moins directement compromis avec le gouvernement. Si bien qu'il tente d'utiliser cette étroite marge de manœuvre pour maintenir certaines attitudes d'opposition, utiles pour sa crise interne.

En effet, le problème national est au cœur de la crise du PCE. Au sein des 25 % du CC qui constituent le courant critique contre Santiago Carillo, se trouvent les secrétaires généraux du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne) et des PC d'Euskadi et de Galice, ainsi que de nombreux dirigeants d'Andalousie et de la province

l'administration centrale dans les gouvernements autonomes, rejette toute compétence exclusive des nationalités (bien qu'elles soient admises par la Constitution) et renforce les députations provinciales par rapport aux institutions autonomes, etc.

27. *Diario 16*, 17 mars 1981.

28. Tout le monde sait qu'à son Ve Congrès du début de l'année, le PSUC approuva un tournant politique dont l'aspect le plus spectaculaire fut le rejet du terme « eurocommunisme ». Ce qui provoqua une crise de direction au sein du PSUC et un affrontement avec la direction centrale du PCE. Depuis, Santiago Carillo a profité de toutes les opportunités offertes pour favoriser le travail délibérément fractionnel de ses partisans en Catalogne et parvenir à la rectification de la ligne du Ve Congrès. La bataille a redoublé d'intensité après le 23 février.

Au CC du 5 mars 1981, Santiago Carillo évoqua ouvertement l'existence d'une responsabilité « involontaire » du PSUC... au coup d'Etat : « *Il n'est pas jusqu'à des secteurs de notre propre parti qui ont participé involontairement à cette campagne (contre la démocratie) qui a créé des conditions plus favorables au putsch. (...) Combien négatifs ont été les accords du Ve Congrès rejetant l'eurocommunisme, dans le développement des conditions objectives, des conditions politiques, psychologiques, de l'affaiblissement des résistances démocratiques* » (*Mundo Obrero*, numéro 115).

Finalement, le 27 mai dernier, le CC du PSUC décidait de désavouer son propre Congrès et de reprendre le terme d'« eurocommunisme ». Ce fut le point culminant formel, mais réelle-

de Valence... Santiago Carillo a lancé depuis le 23 février une offensive contre tous ces secteurs critiques et tout particulièrement contre la direction du PSUC (28). Il a obtenu des résultats importants mais pas la domestication totale du PSUC ni des organisations du PCE dans les nationalités. Les contradictions entre la direction centrale du PCE et les directions nationales réfractent celles qui existent entre le centralisme et le nationalisme bourgeois.

De plus, le PSUC suppose, pour de larges secteurs de militants du PCE dans les nationalités, un modèle de construction du parti qui cherche un espace politique et une base sociale sur une alternative de « développement progressiste » des statuts d'autonomie et une conception fédéraliste du PCE lui-même. Ce ne sont pas des divergences de stratégie, mais des contradictions sérieuses existent sur ce terrain au sein du PCE... Santiago Carillo cherche sa place avec Calvo Sotelo ; Frutos en Catalogne et Lertxundi en Euskadi cherchent la leur avec Pujol et Garaikoetxea (29). Mais il n'y a aucune lutte pour une alternative ouvrière indépendante. On comprend dans ces conditions l'hégémonie du nationalisme bourgeois en Catalogne et en Euskadi. Une hégémonie renforcée, malgré l'appui donné au gouvernement par le PNV en Euskadi et le CiU (Convergencia i Unio) en Catalogne durant la période de réforme, sur toutes les questions dites de modèle de société (30), c'est-à-dire à chaque fois qu'étaient en cause les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble. Une hégémonie maintenue malgré les réactions de couardise des organisations nationalistes bourgeoises face au putsch du 23 février, réactions à la hauteur de celles du PCE et du PSOE (31), parce que le PNV et la CiU cherchent à s'intégrer et à collaborer à la contre-réforme, même au prix de nouvel-

ment important, du tournant à droite de la direction du PSUC et de son alignement croissant sur la politique de Santiago Carillo depuis le 23 février.

29. Frutos est le secrétaire général du PSUC, Lertxundi celui du PC d'Euskadi.

30. La seule exception importante, en vérité très importante, fut l'abstention du PNV dans le vote sur la Constitution. Cette position a rendu possible le rejet majoritaire du projet constitutionnel en Euskadi, ce qui a eu une influence considérable non seulement sur la situation de la nationalité, mais aussi sur la crise de direction de la bourgeoisie dans son ensemble.

31. Par exemple, le CiU vota en faveur de l'investiture de Calvo Sotelo comme président du gouvernement et lui donna initialement un appui inconditionnel. Le 5 mars, Pujol déclarait : « *L'autonomie est un instrument qui doit être manié avec beaucoup de prudence* » (*Diario 16*, 5 mars 1981). Il n'imaginait pas alors que la prudence allait être utilisée contre lui. La plus importante pression politique s'exerça sur le PNV. Le secrétaire général du PS d'Euskadi, Txiki Benegas, fit la déclaration-dénonciation suivante : « *Nous sommes gouvernés (en Euskadi) par un gouvernement qui n'appuie pas la Constitution* » (*Egin*, 8 mars 1981). Quelques jours plus tard, le président du gouvernement basque, Garaikoetxea, affirmait : « *Nous serons les premiers à défendre la Constitution* » (*El Pais*, 18 mars 1981). Benegas a dû se sentir la conscience aussi tranquille qu'un curé qui vient de convertir un athée.

les remises en cause des autonomies. Mais le gouvernement exige pratiquement une reddition sans condition.

Et quand ils commenceront à connaître les effets pratiques de la nouvelle offensive centraliste, le PNV et le CiU, qui cherchent uniquement à défendre les parcelles de pouvoir politique qu'ils croyaient avoir conquises, vont apparaître comme la direction de la résistance au « putsch anti-autonomie », en utilisant cette situation pour fortifier leur autorité et leur base sociale sur les peuples basques et catalans (32).

Ainsi, le chauvinisme des directions ouvrières réformistes alimente le nationalisme bourgeois. La division des rangs ouvriers provoquée par le PSOE et le PCE est utilisée et amplifiée par le PNV et le CiU. Le mouvement ouvrier et les mouvements de lutte contre l'oppression nationale, qui ne peuvent triompher qu'à la condition d'être ensemble, unis dans un pacte de lutte contre le capitalisme et le centralisme, sont aujourd'hui plus divisés et opposés que jamais.

Le nationalisme révolutionnaire basque a représenté d'une certaine façon, durant la période de la réforme, la possibilité de dépasser dans la pratique cette contradiction, de donner naissance à un courant de masse porteur d'une alternative ouvrière révolutionnaire à la question nationale. Mais cette possibilité est également entrée en crise avec le 23 février. Euskadiko Eskerra (EE) est définitivement sur la voie de la constitution d'un « PSUC d'Euskadi ». Il est possible qu'il y parvienne, car l'espace politique pour une aile gauche du bloc autonomiste est large et inoccupé en Euskadi. Herri Batasuna (HB) peut continuer à capitaliser la solidarité d'un peuple basque qui, heureusement, se montre capable de défendre ses prisonniers contre la répression et de saluer la mémoire de ses morts, qu'il partage ou non leurs idées. Il peut également préserver une importante base électorale, recueillir les votes désespérés de milliers et de milliers de personnes en Euskadi.

Mais d'un point de vue politique, Herri Batasuna et l'ETA-militaire vont à la banqueroute. L'idée absurde qui veut — selon eux — que l'Etat espagnol soit encore une dictature, la conclusion cohérente de cette analyse quant au putsch du 23 février considéré comme simple manœuvre politique interne de la dictature, c'est-à-dire un auto-putsch, les conduit à la sous-estimation la plus absolue de ce que les travailleurs et les peuples de l'Etat espagnol, y compris la majorité du peuple basque, considèrent justement comme la tâche centrale du moment, c'est-à-dire la défense des libertés contre le putschisme. Chaque nouvel attentat de l'ETA-militaire est un pas de plus vers une fuite en avant sectaire, désespérée et simplement utile à ceux qui intoxiquent les travailleurs avec l'idée de l'ETA, « principal ennemi de la démocratie » ou pour ceux qui veulent récupérer dans le nationalisme bourgeois le secteur le plus combatif du peuple basque (33).

En définitive, l'échec du projet de « l'Etat des autonomies » n'est pas dû à un puissant mouvement de masse qui, dépassant les illusions de l'autonomie, aurait lutté pour le droit à l'autodétermination. C'est la bourgeoisie centraliste qui a fait chavirer sa propre barque.

Dans des conditions de crise sociale et de crise de direction politique comme celles prévalant actuellement, la bourgeoisie espagnole n'est disposée à aucune décentralisation des pouvoirs politiques et, partant de là, elle est prête à assumer le risque d'un affrontement, non seulement avec les secteurs indépendantistes des mouvements nationalistes, mais aussi avec les secteurs beaucoup plus larges qui avaient confiance dans la viabilité des institutions autonomes.

L'armée, qui est matériellement et idéologiquement la forme la plus concentrée du centralisme, s'est chargée de mettre un frein brutal au processus d'autonomie. Mais le problème n'est pas réglé pour autant, il commence à peine. Toute la politique de la bourgeoisie sur la question nationale consiste en une combinaison de mesures de pacte politique et de mesures de force. Avant le 23 février, le pacte était au premier plan. Aujourd'hui, c'est au tour de la force. Le projet d'« harmonisation des autonomies » a déjà exigé l'envoi de l'armée en Euskadi, une escalade répressive contre le courant indépendantiste basque. Une autre plus vaste se prépare contre tous ceux qui luttent pour le droit à l'autodétermination des nationalités et elle peut se terminer en visant tous ceux qui exigeront simplement le droit d'utiliser les symboles de l'identité nationale (drapeau, langue, utilisation du mot « nation »...). Pour finir, le chantage au coup d'Etat recouvre toute l'opération.

L'éventail parlementaire et particulièrement la gauche réformatrice, essaie de présenter cette situation comme nécessaire si l'on veut éviter un nouveau putsch... C'est la position de Santiago Carillo : « *Si nous voulons démonter, désarmer la possibilité d'un coup d'Etat, nous devons partir de l'idée que l'Espagne est notre patrie commune à tous.* » (34) Ce type de prise de position met le mouvement ouvrier au bord de l'abîme. D'abord parce qu'elle légitime la répression d'un droit

démocratique élémentaire qui est le droit à l'autodétermination et la répression de ceux qui luttent pour lui. Ensuite, parce qu'elle favorise le fait que ce soit justement l'appareil de répression, incluant dans ce front les forces armées, qui détermine précisément en l'imposant sa propre idée de « patrie commune », se débarrassant de ce qui reste d'autonomie et de ceux qui l'impulsaient.

Fermer les yeux devant cette réalité, penser que le problème se résoudra en vidant l'autonomie jusqu'à la dernière goutte de son pouvoir, en faisant assaut de patriotisme et en criant « *Viva España !* », est un suicide pur et simple.

LES AFFAIRES DU 23 FEVRIER

Il fallait s'attendre à ce que le coup de barre à droite de la situation politique espagnole trouve sa traduction sur le terrain économique et social : le patronat devait profiter de l'occasion pour faire de bonnes affaires et s'assurer une période de paix sociale. Les deux choses étaient de plus bien nécessaires à la bourgeoisie en cette année 1981, parce que 1980 a sans doute été la pire année de crise pour le capitalisme espagnol, et bien plus encore pour les travailleurs. Bien que 1980 ait été une très bonne année agricole (ce qui ne sera sûrement pas le cas en 1981), le PIB (produit intérieur brut) s'est accru de seulement 1 % (1,5 % en 1979) et la croissance a été négative dans le secteur industriel et les services. Les exportations se sont accrues de 1 % (8 % en 1979) et une moyenne de 10 % au cours de la période 1976-1978). Le déficit de la balance des paiements était proche de 5 milliards de dollars (face au solde positif d'un milliard de dollars en 1979). L'inflation était de 15,5 % (identique à 1979). 442 000 postes de travail ont été supprimés (270 000 en 1979), plus de 400 000 travailleurs ont été touchés par des mises en faillite (quasi 50 % de plus qu'en 1979).

Malgré tout cela, il y avait des raisons fondées à l'optimisme patronal : les salaires avaient crû en moyenne de 13,5 %, la productivité avait augmenté de 4,5 % (contre 3,1 % en 1979) ; la méthode du pacte social entre patronat et syndicats inauguré par l'AMI (accord-cadre inter-

32. « *Le projet de Loi des régimes locaux est la destruction de la Généralité* » (Pujol, *Diario 16*, 9 avril 1981). Voir également la note 19 et la position de Arzallus sous la torture. En général, même si le gouvernement n'a pas encore formellement négocié son projet d'« harmonisation » avec les partis nationalistes bourgeois (cette négociation se fera seulement une fois qu'il y aura accord entre l'AP, l'UCD, le PSOE et le PCE), tous les contacts pris ont révélé des désaccords de fond.

33. Dans un article publié dans *Zutik !*, le dirigeant de notre parti (la LKI), José Iriarte, résume ainsi la contradiction centrale de la politique actuelle de l'ETA-militaire : « *L'orientation de l'activité de l'ETA-militaire est basée sur l'analyse suivante : la bourgeoisie centraliste est fermement sur le chemin de la réforme, sans possibilité de retour en arrière. Euskadi est à un tel niveau de contradictions qu'il rend inévitable l'application de cette réforme de façon stable. L'activité militaire crée dans ce cadre un tel état de tension que la bourgeoisie n'a d'autre solu-*

tion à moyen terme que de négocier la "solution KAS" (voir Inprecor numéro 97, p. 18-20). En conséquence, la lutte armée est le meilleur moyen de favoriser la rupture du cadre de la réforme politique et la conquête de la souveraineté nationale, le retrait de la police. » Après l'analyse des positions fausses de l'ETA sur le putsch, il ajoute : « *Comme reconnaître que son activité ne correspond ni au niveau d'organisation, ni aux formes de lutte du mouvement, ni à l'ensemble de la situation, équivaldrait à sa propre négation, l'ETA-militaire place ses nécessités propres au-dessus de toute nécessité d'organisation du mouvement (...), cette activité de l'ETA crée des difficultés croissantes pour que ces faits (la répression en Euskadi, particulièrement contre le nationalisme révolutionnaire) rencontrent dans le peuple basque, sans parler des autres peuples, une solidarité effective.* »

34. Mundo Obrero, numéro 115, rapport de Santiago Carillo au CC.

confédéral) qui fut signé par l'organisation patronale CEOE et l'UGT (Union générale du travail) s'était consolidée, des pas en avant avaient été faits sur le plan de la législation du travail, grâce notamment à la très réactionnaire Loi fondamentale sur l'emploi. L'UGT avait fait un grand bond en avant aux dernières élections syndicales et enfin, 1980 avait marqué le plus bas niveau de grève des quinze dernières années (35). La bourgeoisie avait besoin d'un nouveau pas en avant, qu'on peut résumer en quatre objectifs :

Le premier, garantir l'accomplissement du programme nucléaire compromis par une forte résistance populaire symbolisée par les luttes contre la centrale de Lemoniz (Euskadi). La première phase de ce programme suppose le fonctionnement de sept centrales, qui assureront un quart de la production électrique du pays (6 555 mégawatts). La seconde phase suppose l'installation de huit autres centrales. L'ensemble coûtera plus d'un milliard de dollars et sera financé à plus de 80 % par des crédits extérieurs non renouvelables. La réalisation complète de ce plan est décisive pour le capital financier qui contrôle tout le programme nucléaire.

Le second, chercher une solution de compromis pour les secteurs en crise où est impliqué le noyau du capital industriel espagnol. Evidemment, maintenir en vie ces secteurs est une charge que le grand capital considère comme inévitable à court terme et ce afin de maintenir sa cohésion dans des moments critiques comme ceux qu'il connaît aujourd'hui. Toutefois à long terme, la charge que représentent ces secteurs (construction navale, sidérurgie, automobile, électroménager, textile, etc.) serait insoutenable. Certains devront disparaître, d'autres être reconvertis de façon drastique. La loi gouvernementale dite de *réindustrialisation*, qui règlemente l'aide financière publique aux secteurs en crise en échange de plans de rationalisation (surtout réduction de personnel), est une mesure tactique qui, comme telle, a été appuyée avec plus ou moins d'enthousiasme par l'ensemble des patrons, mais dont l'effet est d'ajourner et non de résoudre les problèmes de l'appareil de production espagnol.

Troisièmement, ce sont les mesures traditionnelles de réduction des dépenses publiques et toute la démagogie néo-libérale bien connue, habillée d'un cynisme particulier dans l'Etat espagnol (les odes à l'économie de marché sont accompagnées de la revendication du transfert à l'Etat d'une part considérable de la cotisation patronale à la sécurité sociale, d'exigence de crédits bon marché, du renflouement des entreprises en crise, etc.).

Enfin, quatrième et c'est l'élément fondamental, un nouveau pacte social, où les syndicats, pour la première fois, acceptent d'entrée de jeu des hausses de salaires inférieures à l'inflation prévue.

L'un après l'autre, ces objectifs sont en train de se réaliser. Il est exemplaire que les « cent jours » du gouvernement Calvo Sotelo aient coïncidé avec la signature du pacte social (36). Le ministre de l'économie, Garcia Diez, en plein délire d'optimisme capitaliste après la signature du pacte annonçait : « *Nous commençons à sortir de la crise* ». Sur le terrain économique, le ministre lui-même ne croit pas un mot de ce qu'il dit. Mais sur le terrain politique, c'est une grande victoire du gouvernement et, en particulier, de son président Calvo Sotelo. Celui-ci non seulement a obtenu les résultats optimum que la bourgeoisie pouvait espérer de la situation actuelle, mais il a de plus complètement désarmé « l'alternative économique » du PSOE.

Effectivement, à la veille de la signature du pacte, le PSOE présentait une nouvelle version de sa « *réponse socialiste à la crise* ». Pour se faire une idée du socialisme de la réponse en question, il suffit de dire que le PSOE proposait pour les salaires des fonctionnaires une augmentation inférieure d'un point (8 %) à celle qui fut finalement établie dans le pacte social. Il proposait un déficit public (5 %) également inférieur à celui décidé par le gouvernement actuel et quasiment identique à celui de 1980 (4,2 %). Les nationalisations proposées se limitaient à la distribution de l'énergie électrique, etc. En présentant à la presse semblable rejeton, Felipe Gonzalez déclara : « *Je ne crois pas aux nationalisations... Je ne suis pas de ceux qui adorent le veau d'or de l'économie de marché, mais il n'y a pas de système plus efficace que lui*. (37) » C'est sans doute pour augmenter l'efficacité de ce système, que le secrétaire général du premier parti ouvrier du pays a renoncé à la position réformiste la plus minimale face à la crise.

35. Ces renseignements sont tirés de la revue politique de la LCR, *Comunismo*, numéro 3, « La proposition de correction de l'UCD » de J. Albarracín et P. Montes et des analyses de conjonctures économiques de L. Hita que publie régulièrement *Combate*.

36. Le 9 juin le gouvernement, l'organisation patronale CEOE, les Commissions ouvrières et l'UGT signèrent le Pacte social, appelé officiellement « *Accord national sur l'emploi* ». Son aspect fondamental est comme toujours les augmentations salariales qui s'établissent entre 9 et 11 %, c'est-à-dire 4 ou 5 points en dessous du niveau supérieur de l'inflation probable en 1981, et au moins 2 points en dessous de ce que prévoit le gouvernement pour 1982. Les fonctionnaires auraient une augmentation de 9 %. Les retraités de 10 %. C'est la première fois, dans l'Etat espagnol, que les syndicats acceptent formellement des augmentations de salaires inférieures à l'inflation prévue.

Le patronat obtient, en supplément, l'engagement du gouvernement de négocier avec lui la politique économique, un important accroissement du crédit pour le secteur privé, le quasi-blocage de la pression fiscale, l'abaissement d'un point de ses cotisations à la Sécurité sociale et l'engagement à ce que ces baisses continuent. Les syndicats obtiennent ces misérables « *contreparties* » : la promesse gouvernementale de créer 350 000 postes de travail qui, selon des prévisions bien optimistes, empêcheraient la croissance du chômage en 1982 (il faut prendre en compte qu'en 1980, ce sont 442 000 postes de travail qui ont été perdus et que le rythme actuel est de 1 400 chômeurs de plus par jour). Des mesures très limitées de prolongation de

La ligne économique du PCE se place plus ou moins sur le même terrain, sous la bannière de la solidarité nationale face à la crise. « *Une grande victoire pour les travailleurs* » a déclaré, enthousiaste, Marcelino Camacho après la signature du pacte social. Il aurait dû dire « *une autre grande victoire* », car Camacho s'est fait une spécialité de chanter des victoires de ce type depuis le pacte de la Moncloa : la victoire des 1 400 chômeurs en plus chaque jour, la perte de 5 points du pouvoir d'achat des salaires...

Pour la seconde fois en trois ans, les directions réformistes pensent acheter la garantie de certaines libertés en prenant l'exploitation comme monnaie d'échange. Mais sur ce terrain également, l'inflation fonctionne : on paie chaque fois plus d'exploitation pour recevoir de moins en moins de liberté. Et il faut mentir chaque fois plus outrageusement aux travailleurs. Faut-il insister encore sur le duo de Santiago Carillo et Fraga Iribarne qui disaient que les « *militaires ne se soulèvent pas pour des grèves* » ? Eh bien maintenant, la première justification qui est donnée à la signature du pacte, c'est d'assurer la « *stabilité politique* », de « *défendre la démocratie* », etc. (38). D'une certaine manière, on reconnaît l'évidence : que le putschisme a été l'invité invisible dans les négociations sur le pacte social, que la signature du pacte a été assurée par une garde prétorienne qu'évoquait le président du patronat basque, Luis Olarra, le 24 avril, quand il disait : « *Ou nous sommes capables de conclure un pacte social, ou finalement quelqu'un devra l'imposer*. (39) »

l'assurance-chômage pour certains secteurs de travailleurs, la promesse du gouvernement de destiner au « *Fonds communautaire de chômage* » (sommes que le gouvernement destine aux municipalités qui ont le plus fort taux de chômeurs pour qu'elles les emploient dans des travaux publics pendant quelques jours) exactement la même somme qu'en 1980, c'est-à-dire 2 milliards de pesetas ; la participation de représentants des centrales syndicales aux côtés de ceux du patronat dans les organismes officiels d'hygiène et sécurité, temps libre, Sécurité sociale, emploi. Il y a quelques autres petites mesures mais cela est le plus important. Hors programme, et en remerciement des services rendus, le gouvernement a décidé de donner 800 millions de pesetas annuellement pendant trois ans aux Commissions ouvrières et à l'UGT comme « *subvention à la consolidation syndicale* » et, en échange, les centrales syndicales ne revendiqueront pas le patrimoine syndical qui leur appartient (c'est-à-dire ce qui a été volé par le franquisme à l'UGT et à la CNT à la fin de la guerre civile et ce qu'accumulèrent les syndicats verticaux de la dictature, toutes ses énormes richesses restant aux mains du gouvernement). En plus de sa fonction politique, le Pacte est beaucoup plus dur que le tristement célèbre « *Pacte de la Moncloa* ».

37. Articles de L. Hita dans *Combate* numéros 234 et 236.

38. *Mundo Obrero* numéro 129, 12 juin 1981.

39. *Hojas del Lunes de Barcelona*, 20 avril 1981.

Cette fois-ci, ce « *quelqu'un* » est resté dans les casernes. Il a ainsi accompli sa véritable « *mission constitutionnelle* » comme instrument de chantage politique et économique contre les travailleurs. Mais le patronat referra des invocations de ce type chaque fois qu'il rencontrera de graves difficultés dans la réalisation de sa politique d'austérité.

Le pacte social affaiblit et divise le mouvement ouvrier face au patronat et également face aux putschistes. Une fois de plus, en cherchant à rendre le coup d'Etat inutile, on brise la capacité de résistance populaire de s'y opposer, et par là-même, le seul résultat est qu'il soit rendu chaque fois plus facile.

LA VOIE PARLEMENTAIRE ET LA VOIE PUTSCHISTE

Nous avons vu dans ce qui précède, la chronique de ces « cent jours » dans les secteurs les plus importants. Dans tous, à l'exception pour l'instant de la question nationale, le gouvernement est parvenu à remporter des victoires tactiques très considérables. Ainsi la preuve a été faite de l'utilité pour la bourgeoisie de la voie parlementaire, une fois soumise au traitement de la contre-réforme. De plus, la victoire électorale de la gauche en France a créé les conditions internationales qui rendent plus difficile un nouveau putsch dans l'Etat espagnol. La bourgeoisie l'a bien compris ainsi, et il est significatif qu'un des premiers messages de félicitation qu'ait reçu François Mitterrand soit venu du roi d'Espagne. Est-ce à dire que nous devons en conclure que toute menace de coup d'Etat est écartée, qu'il n'est plus aujourd'hui qu'un instrument de chantage vis-à-vis des travailleurs ?

Il serait raisonnable de répondre par l'affirmative. Mais les jugements raisonnables ne sont pas d'un grand secours dans un pays où la majorité de la hiérarchie militaire a conspiré contre un gouvernement de droite l'année qui a connu le moins de conflits sociaux depuis 1965. Dans un pays enfin, qui a produit une douzaine de Pinochet sans que n'apparaisse aucun Alende. Le putschisme actuel de l'Etat espagnol n'agit pas de façon classique, quand les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie sont menacés, mais suivant des critères relativement autonomes à ces intérêts, fondés sur la nature même du régime et de ses forces armées. L'expérience a montré qu'on ne peut juger la situation politique espagnole à partir de la question gouvernementale en laissant au second plan la question du régime, de la même façon qu'on ne peut tout centrer sur les avancées tactiques de la bourgeoisie, en oubliant les problèmes de fond stratégiques qui ne sont pas résolus.

Durant ces « cent jours », la bourgeoisie est parvenue à faire quelques pas en avant de façon contradictoire et fragile sur le terrain de la consolidation de sa direction politique. L'avancée est contradictoire car l'accroissement de l'autorité du chef du gouvernement Calvo Sotelo n'a pas compensé les problèmes provo-



« L'unité peuple-armée, base de la démocratie ». C'est la couverture de l'organe central du PCE !

qués par la perte d'autorité du roi. Et elle est fragile car Calvo Sotelo a disposé d'un certain « *état de grâce* », pour reprendre la formule de François Mitterrand, qui ne peut se prolonger indéfiniment et qui, sous certains aspects, est déjà terminé.

Passés effectivement les premiers moments d'euphorie monarchique après le 23 février, il est évident aujourd'hui que le roi a perdu de son autorité, parce qu'il a perdu de son pouvoir. Ou plus précisément, le mirage a disparu, qui le présentait comme le chef effectif des forces armées. Dans les moments de crise comme ceux que nous connaissons, la bourgeoisie espagnole cherche un « *Bonaparte* », un « *De Gaulle* » entend-on dire, et l'analogie est pour une fois bien trouvée : quelqu'un capable de réorganiser profondément les institutions, les partis et l'armée de la bourgeoisie. Le roi est incapable de mener à bien cette tâche. Il ne fonctionne déjà plus comme point d'équilibre entre les forces armées et les institutions parlementaires. Enfin, il n'est que partiellement vrai qu'il soit un obstacle contre un autre coup d'Etat : si le putsch était organisé par les fascistes,

alors oui, ce serait clairement un putsch contre le roi ; mais les possibilités de succès d'une action de ce genre sont quasiment nulles aujourd'hui. Mais si le nouveau *pronunciamiento* est organisé par la majorité de la hiérarchie militaire — et c'est la véritable menace qui pèse sur les travailleurs —, alors le roi en serait non l'ennemi, mais l'allié plus ou moins volontaire. La fonction fondamentale que remplit à l'heure actuelle le roi, avec pas mal de succès, c'est d'être l'appât qui maintient paralysé le mouvement ouvrier qui a confiance dans sa personne, comme dans le régime qu'il représente, comme d'apparaître le défenseur des libertés fondamentales (40).

A Calvo Sotelo est dévolue la tâche d'être le chef politique de la bourgeoisie, et il a rempli jusqu'à présent ce rôle avec une certaine habileté. Ce politicien ultra-conservateur, dont les modèles avoués sont Reagan et Thatcher, a compris que sa force consistait à être suffisamment réactionnaire pour gagner la confiance du patronat et de l'armée, tout en apparaissant aux yeux du pays comme le politicien le plus démocratique que puissent to-

40. Dans ce sens, il faut distinguer deux campagnes, l'une à l'initiative du PSOE, l'autre du PCE. La première fut une réunion des maires des 20 plus importantes villes pour faire le bilan du coup d'Etat. Ils arrivèrent à trois conclusions : ils se félicitèrent eux-mêmes de leur « *attitude modérée et sereine* » face au 23 février (dans les manifestations de sérénité, il convient de détacher celles des maires de Séville et la Coruna qui se cachèrent sous les pierres, du maire de Valladolid qui, en plus, ferma l'Hôtel de Ville, celui de Linea de la Concepcion qui partit pour Gibraltar, etc.), la seconde

se déclara « *pleine de confiance en l'armée* », la troisième, *last but not least*, demander le Prix Nobel pour le roi...

Le PCE pour sa part, décida que sa fantomatique organisation de jeunesse appellerait à l'unité d'action avec les jeunesses du PSOE, de l'UCD et de l'AP, pour lancer une campagne d'appui et de diffusion de la Constitution et, naturellement, le Prix Nobel pour le roi.

Ils demandèrent également et obtinrent une audience du roi où ils écoutèrent les paroles émues de remerciement de l'aspirant-Prix Nobel.

lérer les forces armées. Il a également compris qu'à court terme, au moins dans ses cent premiers jours, il devait agir en marge non seulement du Parlement, mais aussi de son propre parti désorganisé par des querelles intestines. Sa méthode de travail a été une négociation échelonnée, où le premier niveau est d'assurer l'entrée immédiate dans l'OTAN pour accroître la capacité d'intervention du commandement politico-militaire impérialiste sur la situation espagnole et, en particulier, sur les forces armées. Le second niveau est d'établir des relations directes de collaboration et de consultation avec l'armée, la banque, et plus généralement le patronat. Les décisions établies à ce point passent à un troisième niveau, la concertation avec le PSOE sur les thèmes qui intéressent le gouvernement pour pratiquer sa ligne d'unité nationale, particulièrement la nouvelle politique des autonomies. Le quatrième niveau est déjà au ras du sol et implique l'entrée en scène du reste de l'éventail parlementaire et le Parlement lui-même. Cette méthode a fait ses preuves dans l'établissement du cadre général des lois, pactes, etc., de la contre-réforme.

Mais cette efficacité a fonctionné seulement sur la base de l'inexistence d'une opposition politique et sociale et uniquement sur le terrain des mesures générales. Il est exemplaire de constater qu'à chaque fois qu'une opposition significative existe et qu'on entre sur le terrain des mesures concrètes (c'est-à-dire la nouvelle politique des autonomies), le gouvernement redévoile alors sa véritable image de faiblesse. Cela sera la règle demain : l'avenir de Calvo Sotelo est incertain même sur les sujets où il a remporté jusqu'à présent des succès tactiques. C'est le cas par exemple de la législation centraliste et répressive. Le gouvernement est parvenu facilement à faire voter ces lois. Mais le problème réel va être de les faire appliquer : mettre hors-la-loi une organisation révolutionnai-

re ; interdire une publication et fermer son imprimerie avec l'aide de la loi dite de « défense de la démocratie » ; mettre en place l'état d'exception ; obliger la Généralité de Catalogne et le gouvernement basque à n'utiliser le mot « nation » qu'en référence à l'Espagne ; décider de l'extension de l'implantation de l'armée en Euskadi, etc. L'armée ne va pas se contenter de lois, elle va exiger leur application à la première occasion qui se présentera. Et la réaction populaire, même celle de la gauche réformatrice face aux épreuves pratiques les plus dures de la contre-réforme, sera différente de ce que nous avons connu ces cent jours.

Le même raisonnement peut s'appliquer au pacte social. Sa signature seule a déjà suscité des réactions significatives dans le mouvement ouvrier (41). Mais nous sommes encore dans la période des discours. A partir de maintenant va s'ouvrir celle des faits : l'augmentation continue du chômage, les promesses non tenues, les attaques en profondeur contre les secteurs en crise, la misère sans espoir des journaliers andalous, à qui l'on a eu le culot de dire que le pacte social allait améliorer leur situation dramatique. De même, l'audace accrue de la stratégie de tension des fascistes qui trouvent une impulsion nouvelle avec l'approche des procès des responsables du 23 février oblige déjà le gouvernement à sortir de sa com-

plète passivité et de sa tolérance actuelle, même si c'est encore très timide.

Mais les fascistes ne sont pas un groupe marginal ; toute mesure d'où qu'elle vienne contre eux provoquera des réactions de complicité, particulièrement dans l'armée, ce qui compromettra la connivence du gouvernement et de la hiérarchie militaire. Et enfin, Calvo Sotelo ne pourra continuer d'agir sans tenir compte de la crise très grave de son propre parti. Fraga Iribarne a l'habitude de dire : « L'UCD contient à lui tout seul le Parlement de la République fédérale allemande. » Cette plaisanterie donne une idée du type de parti attrape-tout qu'a dû inventer la bourgeoisie espagnole pour maintenir le pouvoir dans un régime parlementaire. Au début, l'exercice même du pouvoir maintenait la cohésion du parti, puis ce même exercice fortifia les camarillas en présence qui commencèrent leur lutte pour l'hégémonie interne. Avec l'entrée dans une phase aiguë de la crise de direction bourgeoise, ces camarillas passèrent à la guerre ouverte : c'est la situation actuelle.

Apparemment, le débat est centré sur quel type d'alliance doit établir le parti : « la grande droite » (coalition avec Fraga Iribarne, en éliminant le secteur dit social-démocrate) ou la coalition avec le PSOE (qui compte très peu de défenseurs dans l'UCD et a été qualifié de « grave atten-

41. A la direction de l'UGT, le Pacte fut approuvé par 87 voix pour, 6 contre et 9 abstentions. A la direction confédérale des Commissions ouvrières, le vote fut de 112 pour, 14 contre et 5 abstentions. Mais dans les Commissions ouvrières le rejet du Pacte fut l'objet d'autres manifestations importantes : la Conférence nationale des Commissions ouvrières de Catalogne (CONC) rejeta le pacte par 228 voix contre, 55 pour et 28 abstentions. Postérieurement, selon une tactique des CONC qui est en passe de devenir une habitude, le refus s'est transformé en une sorte d'« appui critique ». Le Conseil d'Euskadi appuya le Pacte par 26

voix pour, 11 contre et 5 abstentions. Le Conseil de Guipuzkoa se prononça contre, etc. Quant aux positions des autres syndicats, tant ELA-STV (centrale majoritaire en Euskadi) que la LAB (syndicat proche d'Herri Batasuna) ou la CNT, elles rejetèrent le Pacte.

On doit prendre en compte qu'en conséquence, la majorité du mouvement ouvrier organisé en Euskadi s'est manifestée contre le Pacte social.

Juan Carlos passant des troupes en revue. La monarchie et surtout l'armée sont les deux piliers de la contre-réforme (DR)



tat contre le pays » par le président du patronat, rien de moins !)

Mais nous ne pensons pas que ce soit là le débat de fond, ni l'alternative centrale qui divise la bourgeoisie pour faire face à sa crise de direction. La dernière enquête Gallup sur les intentions de vote donne 23,6 % à l'UCD, 8,9 % à Fraga Iribarne, 7,9 % au PCE et 42 % au PSOE (42). Si importante que soit la différence entre des intentions de vote et les chiffres d'une élection réelle (et il est probable qu'elle serait très grande), il est clair que la bourgeoisie court, aujourd'hui plus que jamais, le risque d'une défaite électorale. Dans n'importe quel pays d'Europe capitaliste, cette possibilité d'une majorité électorale pour la gauche provoquerait un sérieux sursaut chez la bourgeoisie, même s'il restait encore deux ans avant les élections et même si la gauche avait à sa tête une organisation à la politique aussi droite que le PSOE. Mais dans l'Etat espagnol, c'est un drame que provoque cette situation.

Toutes les avancées réalisées par la bourgeoisie au niveau de son organisation politique dans un régime parlementaire sont menacées : l'UCD ne résisterait pas à l'épreuve d'une défaite électorale, et il n'existe pas pour l'instant de solution de rechange. Le grand capital n'a pas encore confiance dans le PSOE pour diriger un gouvernement, surtout quand la restructuration de l'appareil de production qu'on ne pourra plus repousser en 1983 suppose un taux de chômage de 23 % (43) et implique d'affronter les graves contradictions internes engendrées par la disparition de secteurs entiers de production. Enfin, par dessus tout, l'appareil d'Etat, et plus particulièrement les forces armées, continuent de considérer le PSOE comme un corps étranger qui menace, malgré toutes ses déclarations de bonne volonté, la continuité qu'avait établie la réforme, en ce qui les concerne.

Dans ces conditions, le vrai débat de fond à l'intérieur de la bourgeoisie est de déterminer l'opération chirurgicale que devra subir l'UCD pour garantir une majorité à la bourgeoisie centraliste : les problèmes de coalition, d'alliances, etc., se poseront dans tous les cas, après. Mais avec ce débat s'en développe un autre encore plus important : que faire s'il n'existe pas de garantie sur le succès de l'opération ? Face à cette possibilité, il y a sans aucun doute des secteurs de la bourgeoisie qui acceptent de prendre le risque d'une victoire électorale du PSOE, dans l'intention de l'utiliser ou, et c'est sans doute la position dominante, pour l'asphyxier le plus rapidement possible. Mais il y a également des secteurs puissants, probablement beaucoup plus puissants que les précédents, pour qui l'alternative dans ce cas est celle que vient de formuler Fraga Iribarne : un gouvernement d'urgence avec les pleins pouvoirs durant un an, c'est-à-dire la couverture civile d'un coup d'Etat militaire.

Nous ne pouvons pas faire de pronostics aujourd'hui sur la solution qui finira par s'imposer, parce que tout va dépendre de l'attitude du mouvement ouvrier. Si ce

dernier est faible, les deux variantes du projet bourgeois — l'opération chirurgicale, en hôpital civil, comme le veut Calvo Sotelo, ou en hôpital militaire, comme le veut Fraga Iribarne — se renforceront. Un mouvement ouvrier fort peut donner la victoire au PSOE aux élections et, avant cela même, obtenir que soient organisées des élections que la bourgeoisie peut perdre.

En conclusion, l'appui actuel de la majorité de la bourgeoisie à la voie parlementaire a un caractère tactique qui va être mis à l'épreuve dans les mois qui viennent. En aucun cas, la bourgeoisie n'écartera la voie putschiste. Les deux existent aujourd'hui, non en lutte ouverte pour le pouvoir, mais cohabitent, s'in-

LE MOUVEMENT OUVRIER, ENTRE LA PEUR ET L'ESPOIR

La situation du mouvement ouvrier après ces cent jours montre que la réalisation de cet objectif sera une tâche très difficile, surtout parce qu'il dispose de peu de temps. Il ne s'agit pas de nous lancer à nous-même un ultimatum, mais de comprendre la gravité des problèmes présents. C'est la première condition pour les résoudre. Car ils peuvent être résolus. Il est vrai que le 23 février fut une charge des profondeurs contre le désenchantement (45). C'est à peine si cette fatigue existe encore, cette indifférence ou ce dégoût de la politique qui caractérisaient la majorité du mouvement ouvrier à l'époque antérieure. Ce qui existe aujourd'hui, c'est une nouvelle politisation certes, mais qui n'est encore qu'un changement « d'état d'âme », sans reflet important dans l'activité des masses.

La chronique des luttes depuis le 23 février, malgré quelques vaillantes exceptions, occuperait fort peu de place et ne serait pas encourageante. En particulier, les journées comme le 1er Mai, l'*Aberri Eguna* d'Euskadi, la *Sant Jordi* de Catalogne, le 8 Mars, etc., ont vu les niveaux de mobilisation les plus bas du postfranquisme. Il est sûr que le premier semestre 1981 battra, à la baisse, le record du plus petit nombre de jours de grève établi en 1980.

Pas de relance non plus dans les adhésions syndicales ou politiques, même si en général la saignée militante qui frappait la gauche depuis 1979 s'est arrêtée. Mais ce serait une erreur de conclure de tout cela que le recul du mouvement ouvrier continue ou même s'aggrave. Nous pensons que la véritable interprétation de cette situation, c'est que le 23 février a totalement modifié l'axe de la situation politique et que nous sommes encore dans une phase d'adaptation aux nouvelles conditions. Une phase qui sera complexe et prolongée pour de multiples raisons : parce que nous partons d'un recul très profond, parce que ce qui est en jeu est extrêmement important et par-dessus tout, parce que la politique du PSOE et du PCE, ces agents de la peur parmi les travailleurs, s'oppose au plus haut point à celle dont aurait besoin le mouvement ouvrier.

fluçant mutuellement et s'utilisant l'une l'autre pour essayer de se renforcer. Cette situation ne peut se prolonger indéfiniment : à moyen terme, ces deux voies sont incompatibles.

En mai 1980 nous écrivions dans ces colonnes : « Ce régime ne peut être gouverné que par la droite. (44) ». Nous ajoutons aujourd'hui : ce régime est malade du putschisme et c'est une maladie incurable. Il traversera des hauts et des bas, nous ne pouvons pas savoir combien de temps vivra encore le malade, mais son mal est sans remède.

Dans les luttes défensives actuelles, l'objectif doit être que le mouvement ouvrier comprenne ce problème et trouve la force de le résoudre.

Nous sommes à la veille de congrès syndicaux et politiques très importants. Dans les prochaines semaines auront lieu ceux des Commissions ouvrières (CCOO), du PCE, du PSOE, d'Euskadiko Eskerra, etc. Il est juste donc d'attendre quelque temps pour faire une analyse de l'ensemble des organisations de gauche. Nous allons nous limiter maintenant à poser les principaux changements qui se sont produits dans le mouvement ouvrier.

Le premier de ces changements, et qui est fondamental, c'est l'ouverture d'une brèche dans le blocage politique des deux dernières années. L'objectif du « halte au putschisme », malgré son caractère purement défensif, peut centraliser au niveau de l'Etat les mobilisations et remettre au premier plan de la scène politique le mouvement ouvrier qui apparaît nettement comme le protagoniste nécessaire dans cette lutte décisive. Cette situation est comprise par des secteurs très larges de travailleurs, qui se réveillent du désenchantement.

Ainsi, la dynamique centrifuge, dans la période antérieure, des luttes qui se développaient fondamentalement dans les nationalités et les régions sans relations entre elles et sans même se poser des tâches communes, cette dynamique tend à s'affaiblir.

Mais un second changement entre en contradiction à court terme, avec les effets positifs du précédent. Inévitablement, le renforcement du rôle politique du mouvement ouvrier renforce le poids de ses directions majoritaires, particulièrement les socialistes, sur le terrain politique et syndical. En effet, le PSOE apparaît comme « l'alternative viable » face au gouvernement de la droite, vu surtout la grave crise du PCE et ce, encore plus

42. Enquête réalisée entre les mois de mars et avril 1981, *Diario* 16, 27 mai 1981.

43. *Le Monde diplomatique*, avril 1981 : « L'Espagne sous surveillance », p. 18.

44. « La réforme est terminée » in *Inprecor*, numéro 77, du 15 mai 1980.

45. « Une unité nationale lourde de menaces », *Inprecor*, numéro 97, du 16 mars 1981.



L'aventurisme de l'ETA ne peut justifier la capitulation du PCE et du PSOE (DR)

depuis la victoire de François Mitterrand en France. Le PCE s'alignera à 100 % sur le PSOE dans les questions essentielles. La grande majorité du mouvement ouvrier, encore peu active et sans possibilité de faire pression sur ses directions, va être facilement entraînée derrière la ligne réformiste contre le putsch. Mais dans des conditions de contre-réforme, le PSOE et le PCE se font « contre-réformistes ». Leur fonction politique est de parvenir à ce que la majorité des travailleurs appuie la politique du gouvernement, ou bien s'y résigne, en évitant à tout prix et surtout par le biais de la division, que le mouvement ouvrier pose sa propre alternative face au putschisme, qui serait nécessairement une alternative contre le gouvernement de droite.

C'est la principale contradiction de la situation actuelle ; il est indispensable de la comprendre et de la dominer pratiquement pour effectuer un travail révolutionnaire efficace : le mouvement ouvrier est sous l'hégémonie d'une ligne réactionnaire face au putschisme, mais il a commencé à se réveiller.

Le troisième changement s'est produit sur la question nationale comme conséquence extrêmement grave de la contradiction antérieure. La nouvelle politique du gouvernement vis-à-vis des autonomies, appuyée inconditionnellement par le PSOE, a mis en question la voie du « développement des statuts », des conquêtes partielles au travers des institutions autonomes qui dominait dans la situation antérieure.

En même temps, l'aventurisme et l'irresponsabilité de l'ETA-militaire devant la menace de putsch a conduit Herri Batasuna dans une impasse. Si grande que soit la solidarité du peuple basque avec l'ETA-militaire quand il s'agit de la répression, si profondes que soient les racines de l'indépendantisme en Euskadi, les actions de l'ETA apparaissent, pour le mouvement ouvrier en particulier, en marge voire opposées à la tâche décisive de défense des libertés.

La résistance à la nouvelle attaque centraliste est en train de se faire sous l'hégémonie du nationalisme bourgeois, au nom de la défense des statuts et des institutions autonomes. Et le PSOE, qui apparaît à l'échelle de l'Etat comme l'alternative face à la droite, est dans le même temps, et dans les nationalités, un collaborateur décidé du centralisme, un adversaire de la résistance. Alors que tout exige le maximum de convergences entre la lutte contre le putschisme en général et la lutte contre les effets de la contre-réforme dans les nationalités, c'est au contraire le conflit ouvert entre les deux qui se produit.

Cette situation pousse Herri Batasuna vers le sectarisme le plus complet, augmente encore en son sein l'influence du nationalisme, y compris du nationalisme bourgeois, et diminue sérieusement les possibilités d'influence des positions ouvrières révolutionnaires.

En résumé, les tendances les plus négatives de la situation antérieure dans les nationalités se sont renforcées. La lutte contre cette situation est sans aucun doute la plus difficile des tâches des révolutionnaires.

Enfin, le quatrième changement, qui résume les précédents, c'est le nouveau processus de recomposition à l'œuvre dans le mouvement ouvrier. Nous allons essayer de caractériser synthétiquement les courants majoritaires. Depuis le congrès extraordinaire de 1979, l'équipe de notables qui constitue l'appareil du PSOE s'était assurée le contrôle du parti. Ce qu'on appelait la « gauche socialiste » s'était montrée sous son vrai jour : inoffensive, sans grande influence, toujours prête à capituler devant la direction où d'ailleurs ses principaux « bonzes » se sont commodément intégrés.

Un des objectifs principaux du congrès, amener l'UGT à la hauteur des Commissions ouvrières dans le mouvement ouvrier, a été réalisé avec succès aux élections syndicales (46). Mais au contraire, l'autre grand objectif, qui était d'obte-

nir le feu vert du grand capital et de l'armée comme parti de gouvernement en est resté au point mort, malgré le renoncement pratique à toute politique réformatrice et à l'image d'alternative de pouvoir qui avaient constitué l'axe de sa politique depuis 1977. Depuis le 23 février, le PSOE est allé à la limite de son appui inconditionnel à la politique de la droite. Mais il est apparu à nouveau comme l'alternative : c'est l'explication des 42 % de vote, qui ne signifient pas une adhésion à la ligne actuelle des socialistes, mais des illusions, certainement modérées, dans ce que « les choses changent ».

Ce potentiel électoral ne va pas changer d'un millimètre la politique du PSOE. Bien au contraire, le message de Felipe Gonzalez à la bourgeoisie peut se résumer ainsi : « Vous voudriez continuer d'exercer le pouvoir dans le cadre du régime parlementaire. Indépendamment de notre volonté, il est probable que le PSOE gagnera les prochaines élections. Résignez-vous par pitié, convainquez l'armée de notre bonne volonté, nous sommes prêts à tout faire pour la démontrer. » Et, effectivement, ils font tout, comme nous l'avons constaté.

Mais cette ligne, chaque fois plus droitière, doit nécessairement entrer en contradiction avec les aspirations massives au changement qui se sont centrées de nouveau sur le PSOE. C'est pour cela que les conditions sont de nouveau réunies pour le développement d'une nouvelle aile gauche qui, si elle fait des racines dans l'UGT, peut modifier la situation dans le courant politique majoritaire du mouvement ouvrier, dans un sens favorable aux travailleurs.

Ce qui dans le cas du PSOE n'est seulement qu'une possibilité est déjà une réalité au sein du PCE. L'offensive interne lancée par Santiago Carillo après le 23 février aboutira sans doute à un compromis entre les différents courants de l'appareil central, compromis qui lui assurera une majorité au prochain congrès (47). Mais dans tous les cas la crise continuera et la division dans l'appareil également. L'aspect le plus spectaculaire de la crise, ce sont avant tout les tentatives de remplacer Santiago Carillo et sa toute-puissante équipe de bureaucrates. Ce n'est pas rien pour le PCE, mais le vrai problème de fond est une crise stratégique : dans les conditions de l'Etat espagnol, l'eurocommunisme voit tout son espace politique et syndical occupé par la social-démocratie. S'il en manquait une preuve, les faits depuis le 23 février sont

46. Les résultats des élections syndicales furent :

Commissions ouvrières :	30,75 % (- 3,75 % par rapport à 1978)
UGT :	29,29 % (- 7,30 % par rapport à 1978)

Les deux syndicats obtinrent leurs plus mauvais résultats en Euskadi :

Commissions ouvrières :	16,70 %
UGT :	18,70 %
ELA-STV :	23,85 %
LAB :	4,70 %

47. Roberto Lertxundi est allé jusqu'à dire que les thèses organisationnelles supposaient « la destruction du PC d'Euskadi ».

concluants. Les véritables oppositions au sein du PCE tournent autour de ce problème, à droite comme à gauche, et sont portées par les cadres intermédiaires moins liés par la complicité de l'appareil. C'est le cas du courant appelé « eurocommunisme rénové » qui a déjà un pied hors du parti, aux portes du PSOE. Et à l'autre extrémité, c'est également le cas du courant « afghan », qui n'a pas de pied dehors, parce que n'existe pas un fort parti révolutionnaire à la gauche du PCE.

Ce qui est le moins important à court terme dans ce courant de gauche (laissons le nom d'« afghan » à ses inventeurs, les fidèles de Santiago Carillo), ce sont ses positions « campistes » en politique internationale. Ce qui est important, c'est qu'il reflète ces réactions classistes face à la politique officielle qu'un délégué au Congrès du PSUC résuma ainsi : « L'eurocommunisme, ce n'est pas un mot, ce sont des grèves brisées. » Ce courant représente pour les révolutionnaires, surtout sur le terrain syndical mais pas seulement, une possibilité de réaliser l'unité d'action avec un secteur de la base des organisations réformistes, secteur formé de plus dans sa majorité de militants ouvriers.

Des situations comme celle-ci commencent à mettre en question, au sein même des organisations réformistes, ce qui servait de pierre angulaire à la direction pour essayer de se justifier : « On ne peut pas faire autre chose, nous avançons sur une route à sens unique » comme dit Santiago Carillo.

Nous autres révolutionnaires savons que ce sont des mensonges. Mais il s'agit de le démontrer. Déjà avant le 23 février, des tentatives pour faire une plate-forme d'action de la gauche révolutionnaire ont vu le jour de manière dispersée. Dans toutes ces situations, le rôle moteur était l'unité d'action du MCE (Mouvement communiste d'Espagne) et de la LCR, les deux seules organisations ouvrières révolutionnaires à l'échelle nationale. Cette tentative de regrouper ceux qui ne se résignent pas au désenchantement, ceux qui

veulent lutter, résister à toutes les agressions de la droite, ceux qui veulent réveiller le mouvement ouvrier, l'amener à l'action, a été positive. C'est encore plus nécessaire maintenant, tout en s'adaptant au changement d'axe de la situation politique.

Le mouvement ouvrier s'est réveillé, même s'il marche dans une fausse direction. L'espace à gauche des partis réformistes est certainement très grand, mais il est peu peuplé. Il ne se remplira pas en espérant qu'affluent les travailleurs revenus de l'expérience de la « voie de la peur ». Il faut aller les chercher là où ils sont. Pour cela, l'effort fondamental doit être de trouver les objectifs, le type d'organisation, le moment adéquat pour lancer des initiatives qui puissent mobiliser l'ensemble des travailleurs, qui soient capables de s'appuyer sur les syndicats, si modeste que soit le point de départ.

Chaque fois que le mouvement ouvrier dit NON face aux attaques de la droite, il récupère des forces, surmonte sa peur, retrouve sa propre confiance et celle des peuples opprimés, des mouvements sociaux.

La priorité absolue dans la lutte contre le putschisme, les fascistes, le centralisme, le pacte social, c'est de parvenir à des ripostes de masse. Cette orientation n'a pas seulement de valeur en elle-même. Elle est indispensable afin de combattre également la politique de marginalisation, quand ce n'est pas de répression, que pratiquent les réformistes contre les militants révolutionnaires. Elle est nécessaire enfin pour gagner audience et respect parmi les travailleurs afin d'accomplir d'autres tâches également nécessaires, même si elles ne peuvent être aussi massives.

Par exemple, pour continuer à s'opposer aux mobilisations anti-ETA solidaires de l'appareil de répression ; pour aller dans la direction inverse, même si nous restons seuls à dire aux travailleurs qu'ils ne peuvent défendre la démocratie sans défendre également la légalité d'Herri

Batasuna, sans se solidariser avec tous ceux que frappe la répression.

Et pour continuer à lutter pour le droit à l'autodétermination des nationalités, en respectant le patriotisme des peuples opprimés et en combattant le « patriotisme » des oppresseurs, même quand ses porte-parole sont les secrétaires généraux des deux plus grands partis ouvriers du pays.

Et enfin, pour montrer aux travailleurs la véritable voie qui permette d'en finir avec le putschisme face aux dupes que sont ces paroles de Felipe Gonzalez : « Je n'arrête pas de me demander quelle peut être la malédiction qui pèse sur notre pays pour qu'un système démocratique de libertés tombe toujours au bout de peu de temps. (48) »

Quant à nous, comme nous ne croyons pas à la magie noire et que nous essayons d'apprendre de l'histoire, nous savons d'où vient la malédiction. Un historien peu suspect de gauchisme l'expliquait ainsi, en se référant à la chute de la IIe République : la coalition républicano-socialiste qui forma le gouvernement en avril 1931 « s'est contentée d'élaguer quelques branches d'un arbre qu'il aurait fallu déraciner » (49).

Là se trouvait le problème et il s'y trouve toujours. Aujourd'hui, le mouvement ouvrier est en train de répéter une fois encore l'expérience de l'élagage. Nous serons avec lui pour couper le plus de branches possibles. Mais il s'agit de se préparer, de rassembler les forces et la volonté pour arracher l'arbre. Jusqu'aux racines. ■

Angel MUNOZ
Juin 1981.

48. *El País*, 4 mai 1981.
49. Tunon de Lara, *Tiempo de historia*, avril 1981.

PEROU

L'agression contre Hugo Blanco

Hugo Blanco, député au Parlement péruvien et dirigeant du Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT — Parti révolutionnaire des travailleurs, section péruvienne de la IVe Internationale), a été matraqué sauvagement par la police de Lima le 11 juin 1981. Hospitalisé immédiatement, il a passé plusieurs jours à l'hôpital.

La police péruvienne a brutalement dispersé une manifestation de vendeurs ambulants qui protestaient contre un décret gouvernemental leur interdisant de gagner leur vie dans les rues du centre de la capitale. A la suite de la crise économique et du taux massif du chômage qui les frappe, plusieurs milliers d'habitants de

Lima essaient de survivre en vendant à la sauvette de la nourriture, des ustensiles ménagers, des cigarettes, etc. Parmi ces vendeurs, on compte beaucoup de travailleurs licenciés pour leur participation à des grèves ou pour leur activité syndicale. L'attaque policière est survenue sans aucune provocation de la part des manifestants.

La police a pris pour cible Hugo Blanco pour essayer de lui régler son compte. Deux jours auparavant, il avait pris la parole à la télévision et y avait dénoncé les faux appels à l'unité nationale face aux rumeurs de coup d'Etat militaire. Hugo Blanco avait également appelé à l'intensification des luttes face aux me-

sures d'austérité gouvernementales prises à l'encontre de la classe ouvrière ; il avait préconisé l'unité des organisations de la classe ouvrière pour lutter contre la crise économique et la répression gouvernementale.

En même temps, la presse bourgeoise a lancé une fois de plus une campagne de calomnies contre Hugo Blanco et le PRT, soulignant en particulier la participation de Hugo Blanco et de son parti dans les luttes menées par les vendeurs ambulants.

Neuf mille personnes se sont rassemblées plaza Dos de Mayo à Lima, pour saluer la sortie de l'hôpital de notre camarade.

Vers le renversement de la dictature

SEBASTIAN
RODRIGO

Quand la camarilla militaire actuellement au pouvoir en Bolivie s'est emparée du pouvoir le 17 juin 1980, elle l'a fait dans des circonstances politiques et économiques absolument défavorables à la consolidation ultérieure de son régime.

Les sept années de gouvernement du général Banzer ont laissé une dette extérieure dépassant les 3 milliards de dollars, ce qui implique que 64 % du revenu national passe dans le service de la dette, ce revenu national dépassant péniblement les 940 millions de dollars. Sans compter le déficit budgétaire qui s'est élevé à 150 millions de dollars pour 1980, et une inflation galopante qui — selon les évaluations du gouvernement lui-même — atteint les 49,5 %. La crise économique s'est accentuée avec la baisse des cours de l'étain sur le marché mondial, alors que c'est la source de revenus essentielle de l'économie bolivienne. Il faut ajouter à ce panorama la baisse de la production et de la commercialisation des produits agricoles et de l'élevage, le passage de la Bolivie au rang de pays importateur de pétrole, la courbe décroissante de la production textile dans le cadre d'un marché intérieur restreint du fait du niveau du pouvoir d'achat extrêmement réduit des salariés, et enfin l'absence de ressources financières pour le bâtiment, le tourisme et d'autres secteurs annexes. C'est tout cela qui caractérise le cadre chaotique de l'économie bolivienne qui continue à se détériorer depuis 1980, pour prendre les caractéristiques d'une crise permanente et généralisée. La seule « industrie » qui ait pu consolider ses activités a été celle de l'élaboration et du trafic de la drogue (cocaïne) favorisé par les militaires actuellement en place, avec la complicité de l'oligarchie de la province orientale de Santa-Cruz.

Par ailleurs, les salaires se sont maintenus jusqu'à aujourd'hui à un niveau stationnaire, perdant chaque jour un peu plus de leur pouvoir d'achat déjà réduit.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'attitude de l'administration démocrate de Jimmy Carter qui s'était prononcée en février et en mai 1980, par la bouche de son ambassadeur à La Paz, Weissman, en faveur de la poursuite du processus démocratique que connaissait alors le pays. Pour les Nord-Américains, la démocratie parlementaire constituait le meilleur moyen de contenir la montée indépendante et révolutionnaire des travail-

leurs boliviens. Par ailleurs, la dictature militaire bolivienne était parvenue au pouvoir au milieu d'un processus de relative décomposition des dictatures militaires du Cône Sud, et d'une certaine réactivation des luttes démocratiques et révolutionnaires des travailleurs du Brésil, du Chili, de l'Uruguay, de l'Argentine et du Pérou, qui venait s'ajouter au triomphe de la révolution sandiniste au Nicaragua et à la montée révolutionnaire des peuples d'Amérique centrale.

Au plan national, la lutte acharnée des travailleurs boliviens en faveur des libertés démocratiques avait mis à mal les projets du général Banzer de se maintenir au pouvoir en 1978 ; ils avaient réussi à mettre en échec la tentative du général Pereda de maintenir les militaires au pouvoir et obligé les militaires à se replier dans leurs casernes pour laisser le champ libre à un processus de démocratisation. Les travailleurs boliviens ont fait face au coup d'Etat du général Natusch Busch en novembre 1979 et l'ont mis en déroute, ils ont progressé sur la voie de leur réorganisation et de la formulation de leurs revendications économiques et sociales. Ainsi, les trois élections générales qui se sont succédé au cours de ces deux années de « démocratie » instable que le pays a connues, ont-elles été mises à profit par le mouvement ouvrier et populaire pour avancer dans le sens de son organisation indépendante. Ce qui a poussé la bourgeoisie à adopter la voie parlementaire et à proposer une politique de collaboration de classes aux réformistes de l'UDP (Union démocratique populaire) (1) et aux bureaucrates de la Centrale ouvrière bolivienne (COB).

C'est sur le dos des travailleurs et sous la forte pression de l'UDP que les bureaucrates de la COB ont décidé la pause pour les revendications économiques et sociales ouvrières, afin d'« empêcher les fascistes d'utiliser ces exigences pour organiser un coup d'Etat ».

De leur côté, les forces armées, traditionnel parti armé de la bourgeoisie et de l'impérialisme, se débattaient dans de violentes luttes internes, opposant des fractions formées de longue date qui sont l'expression des affrontements sociaux qui secouent la Bolivie.

Le cadre de cette situation du pays dans la période qui a précédé le coup d'Etat montre qu'aussi bien l'impérialisme que la bourgeoisie ont cherché, par tous les moyens, à attacher les travailleurs au char de la bourgeoisie et à empêcher leur propre mobilisation et organisation indé-

pendante, par le biais d'une « démocratie restreinte ». C'est pour cela que le choix de se lancer dans un putsch, comme le fit Natusch Busch en novembre 1979, faisait courir le risque de déboucher sur une explosion révolutionnaire des masses travailleuses aux résultats imprévisibles pour les classes dominantes et l'ordre capitaliste.

Pour conclure, il faut reconnaître que le coup d'Etat de Garcia Meza et de sa clique dépasse le cadre des prévisions et de la volonté de l'impérialisme, de la bourgeoisie et même d'importants secteurs des forces armées.

LE COUP D'ETAT DU 17 JUILLET

L'opinion publique internationale a pu se demander pourquoi les travailleurs boliviens n'ont pas répliqué aux auteurs du coup d'Etat du 17 juillet 1980 avec le même degré de mobilisation qu'en novembre 1979. Pour répondre à cette question, il faut prendre en compte une série de facteurs, à commencer par l'absence de direction politique pour le mouvement de masse. Nous devons nous rappeler que la direction politique et syndicale des travailleurs — la COB et la CONADE — a été arrêtée par les groupes paramilitaires putschistes dès les premières heures du coup d'Etat. Cette direction a à peine eu le temps de lancer un appel à la grève générale et au blocage des routes, mais elle n'a pas lancé d'appel à la mobilisation générale, avec occupation des centres de production et mobilisation dans la rue, et encore moins à la résistance armée contre les putschistes. Une des caractéristiques de ce coup d'Etat, qui le différencie des précédents, c'est qu'avant d'occuper le Palacio Quemado (palais présidentiel), les putschistes ont occupé tout d'abord les locaux des organisations ouvrières, ce qui correspondait au poids qu'avait pris dans la situation la direction du mouvement ouvrier.

1. UDP : Unidad democrática y popular, c'est le bloc électoral formé par des politiciens bourgeois « démocrates » et des partis ouvriers réformistes, essentiellement le MIR et le PC bolivien. L'UDP a remporté les élections présidentielles de juin 1980.



Mineurs boliviens. C'est à la base que se réorganise la résistance bolivienne (DR)

LA DESORGANISATION ET LA DEMOBILISATION DES TRAVAILLEURS

Au cours du déroulement des trois élections, l'UDP est devenue la direction politique de la classe ouvrière et, à partir de là, elle a cherché par tous les moyens à limiter les luttes des classes. Elle y est parvenue en partie, en axant tout sur la lutte purement électorale. Les seuls à s'opposer à cette ligne de collaboration de classe furent le PS-1 (2) et toutes les organisations trotskystes, en premier lieu le POR-Combate (Parti ouvrier révolutionnaire-Combate, section bolivienne de la IVe Internationale). Pourtant, les masses travailleuses ont suivi l'UDP dans sa politique électorale et de collaboration de classes qui a abouti par la suite à la défaite. Dans ce contexte, le chemin pour la victoire du coup d'Etat était largement ouvert.

Les militaires fascistes ont su apprendre ce que n'a pas appris la gauche. Les putschistes de juillet 1980 ont mieux tiré les leçons du coup d'Etat manqué de novembre 1979 que la gauche, tant sur le plan politique que sur le plan militaire.

Quand ils retournent dans leurs casernes, en novembre 1979, ils le font pour préparer les conditions politiques et militaires du coup d'Etat suivant. Ils s'emploient à déstabiliser le gouvernement de Lidia Gueiler, à saboter la production et la commercialisation des produits indispensables à la population, ce qui a abouti à créer un climat de démobilisation et de démoralisation dans les secteurs les plus arriérés. Ils s'efforcent de terroriser le peuple et les organisations ouvrières en multipliant les démonstrations de force, les enlèvements, les attentats terroristes et les assassinats et présentent les forces armées comme étant la seule institution capable de sauver la Bolivie du « chaos provoqué par les élections ».

Par ailleurs, sur le plan purement militaire, les putschistes avaient déplacé vers les villes, avant le coup d'Etat, des unités blindées et des troupes d'assaut. Les bandes paramilitaires qu'ils avaient organisées ont servi à prendre à revers les barricades organisées pour résister, à occuper les villes et les centres de communication, elles se sont employées à arrêter les directions politiques et syndicales, massacrant de sang-froid à cette occasion plusieurs dirigeants. Les militaires putschistes ont pris soin de ne pas intervenir en force directement et immédiatement contre les centres miniers mais ils les ont encerclés, il les ont bombardés en même temps qu'ils les soumettaient à un blocus sur les denrées alimentaires, l'électricité et l'eau.

La résistance ouvrière et populaire a été rapidement affaiblie dans son organisation par l'absence de direction, même si la grève générale a continué jusqu'au 24 juillet dans les villes et plus d'un mois après le coup dans les mines. Malgré tout, la résistance est restée partielle et localisée. Indubitablement, c'est le meilleur niveau d'organisation et de politisation des mineurs qui leur a permis d'affronter dans les conditions les moins défavorables les putschistes et de parvenir à leur faire accepter un accord qui comprenait la non-occupation militaire des centres miniers, l'absence de représailles contre les mineurs qui avaient participé à la résistance, la garantie de l'emploi pour tous les mineurs et la libération des prisonniers.

Il ne fait pas de doute que le 17 juillet 1980 a marqué une défaite politique partielle pour les travailleurs, en ce sens qu'ils sont restés prisonniers du projet démocratique bourgeois de l'UDP. Ce 17 juillet, c'est d'abord le projet réformis-

te et parlementariste de l'UDP qui a été battu. La responsabilité de la gauche révolutionnaire tient en ce qu'elle n'a pas été capable d'arracher les masses travailleuses à l'influence politique du réformisme de l'UDP.

La défaite a été partielle. On ne peut pas comparer mécaniquement le cas bolivien au coup d'Etat de Pinochet de 1973 au Chili, surtout du point de vue de ses conséquences. En effet, malgré la mise hors-la-loi des organisations syndicales et politiques, et la suppression de toutes les garanties démocratiques, les travailleurs boliviens sont parvenus, grâce à leur longue tradition de lutte, à réorganiser en moins de six mois d'une dictature militaire par bien des aspects fascisante, un minimum leurs structures syndicales dans la clandestinité et à arracher à la dictature la reconnaissance de leurs comités syndicaux de base. Ils sont même parvenus à se faire restituer un certain nombre de locaux syndicaux. Cela est encore plus clair aujourd'hui que la dictature adopte un nouveau langage : elle ne parle plus de rester vingt ans au pouvoir, mais simplement d'assurer « une transition rapide vers un retour à la démocratie participative »...

Au début, contrairement aux coups d'Etat précédents, les putschistes boliviens ont développé leurs groupes paramilitaires et ont tout fait pour semer la terreur parmi les travailleurs et la population. Ils ont procédé impunément à des exécutions sommaires dans la rue et chez les particuliers. Le pays tout entier a été occupé militairement, les écoles ont été transformées en casernes et les casernes en prisons, en lieux de tortures et de mort. La force de la dictature résidait dans la force de ses armes et sa politique de terreur massive. Mais cela s'est révélé insuffisant pour venir à bout de la résistance ouvrière et populaire.

Le 5 août 1980, Hernan Siles Suazo (candidat de l'UDP à la présidence de la République) déclarait qu'il était toujours le président constitutionnel du pays et organisait dans la clandestinité son Gouvernement d'unité nationale (GUN). La résistance démocratique et révolutionnaire clandestine se prononça alors pour la reconnaissance de la légitimité du gouvernement de Siles Suazo, puisque celui-ci avait recueilli la majorité des voix au cours des dernières élections générales de juin 1980.

Cependant, le GUN a été incapable de se structurer et d'avancer un programme politique et organisationnel pour la résistance antifasciste. Il a centré son activité dans la dénonciation du régime militaire à l'échelle internationale. Il s'agit là d'une tâche importante, mais qui n'est pas fondamentale. A cette situation est venue s'ajouter l'absence dans le pays de dirigeants de la COB, préoccupés par la réorganisation du mouvement ouvrier. Enfin, des luttes internes extrêmement violentes se sont déroulées au sein de

2. MIR : Movimiento de izquierda revolucionaria. Principale composante de l'UDP. De tendance social-démocrate et liée à l'Internationale socialiste.

l'UDP, jusqu'à la paralyser et la faire disparaître en tant que front de la gauche réformiste. Si l'intervention de Juan Lechin (principal dirigeant de la COB), le 21 juillet 1980, a été négative lorsqu'il a lancé un appel télévisé aux travailleurs pour qu'ils cessent la grève générale « *afin de ne pas répandre le sang* », l'intervention qu'il a faite au moment de quitter le pays pour partir en exil a été encore plus négative. D'une part, parce qu'elle a contribué à bloquer l'élan de lutte et d'organisation qui existait parmi les travailleurs, ensuite parce qu'en parlant des « *véritables soldats boliviens* » au sein des forces armées, il a avalisé l'instauration de la dictature et masqué la véritable fonction répressive et anti-ouvrière des militaires ; il a contribué à accroître la désorientation d'importants secteurs de la population qui s'étaient intégrés à la résistance clandestine.

Par ailleurs, l'assassinat du dirigeant socialiste Marcelo Quiroga Santa Cruz, du PS-1, a signifié un coup porté aux tendances radicalisées du mouvement ouvrier, laissant un vide entre les secteurs réformistes et révolutionnaires.

Après la terreur massive, est venue la répression sélective. Des centaines de militants, démocrates ou révolutionnaires, ont rempli les prisons de la dictature. Ultimeusement, nombre d'entre eux ont été expulsés du pays. C'est dans ce contexte de répression sélective qu'ont été assassinés huit membres de la direction nationale du MIR bolivien (3).

Cependant, les progrès faits par les travailleurs dans leur réorganisation à la base ne sont pas contestables. C'est la signification de la grève de 48 heures menée par les mineurs de Huanuni, en octobre 1980, pour protester contre l'assassinat d'un mineur par les soldats. C'est la signification aussi de la grève partielle de 48 heures, appelée par la COB les 9 et 10 janvier 1981, et suivie massivement dans les mines et dans des dizaines d'entreprises du pays pour protester contre les mesures économiques de famine adoptées par le gouvernement Garcia Meza. C'est le sens aussi des assemblées ouvrières qui se tiennent constamment dans les mines et dans les centres productifs du pays, pour demander l'augmentation des salaires ou la reconnaissance des délégués de base. C'est aussi le sens, malgré les menaces de la dictature, de l'expulsion des assemblées ouvrières des « *chargés des relations du travail* », désignés par les autorités, et du fait qu'ils n'ont pas pu remplir le rôle qui leur était dévolu dans la politique anti-ouvrière et anti-syndicale du régime.

C'est le sens aussi de la manifestation des 2 000 enseignants qui ont refusé de se lever pour saluer le ministre de l'Éducation venu assister à la Rencontre nationale pour l'Éducation qui s'est tenue à Santa Cruz en février 1981. Il faudrait évoquer aussi la diffusion de la presse clandestine de la gauche révolutionnaire dans les quartiers ouvriers et populaires, dans les campagnes, les usines et les bureaux. Il faut rappeler aussi que les travailleurs agricoles ont refusé d'entonner l'hymne national devant le ministre chargé des

questions agricoles et, au contraire, lui ont offert un poncho rouge avant de saboter son discours officiel.

QUI S'OPPOSE A LA DICTATURE ?

Les piliers de la dictature sont fondamentalement le secteur de la bourgeoisie financière, le secteur de la bourgeoisie importatrice, les transporteurs, des secteurs de la petite bourgeoisie commerçante, les fascistes de la *Falange socialista boliviana* (FSB) et de la ADN, les bandes paramilitaires qui y sont liées et certains secteurs des forces armées. A cela s'ajoutent les grands monopoles liés aux multinationales et notamment ces secteurs de l'agro-industrie de Santa Cruz qui vivent du trafic de la cocaïne.

Les mesures d'austérité adoptées le 10 janvier 1981 ont achevé d'écarter du régime les secteurs les plus arriérés qui avaient pu lui apporter quelque soutien ou rester neutres. Des secteurs de la bourgeoisie plus liés à l'industrie nationale se sont prononcés contre ces mesures économiques, qui avec la libération des taxes douanières ne favorisent que la grande bourgeoisie importatrice et généralise la contrebande au détriment des intérêts de la bourgeoisie industrielle nationale. On peut dire la même chose des propriétaires de mines moyennes qui, comme la bourgeoisie exportatrice, se sont vus gravement touchés par l'adoption de nouvelles taxes sur les exportations.

Pour leur part, les travailleurs commencent à ressentir aujourd'hui les effets les plus brutaux de la hausse des prix sur tous les articles et biens de consommation de première nécessité ou sur les services (eau, électricité, transports). Il faut y ajouter le gel des salaires, qui équivaut en un an à une perte de 41 % du pouvoir d'achat. La non-reconnaissance de la dictature par les Etats-Unis a porté préjudice également à certains secteurs de la bourgeoisie qui, privée de sources de crédit, sont menacés de faillite.

L'armée est divisée en cinq fractions putschistes qui, avec des programmes divers, s'emploient à arriver au Palacio Quemado. Il y a la fraction de Bernal, celle de Doria Madina, celle de Natusch Busch, celle d'Arce Gomez et le groupe Karachipampa, qui regroupe des officiers de la « *nouvelle génération* ».

ANTI-IMPÉRIALISME OU FASCISME

Avant le coup d'Etat, Garcia Meza avait inauguré, alors qu'il était commandant en chef des forces armées, la formule d'« *anti-impérialisme, anticommunisme et gouvernement militaire pour le développement national* ». Sauf l'anticommunisme, tout le reste correspondait au programme du défunt « *Groupe révolutionnaire Octobre* » dont le dirigeant, Soliz Rada, une sorte de national-socialiste frénétique, a été le tristement célèbre inspirateur du programme fasciste du général Garcia Meza. Ce programme repose sur les bases suivantes : « *une économie de guer-*

re pour sauver la Patrie menacée par l'impérialisme et le communisme ; développement de l'économie d'Etat et de l'éducation pour forger une véritable conscience nationale qui serve à fonder une nouvelle nation, forte et puissante ».

En ce qui concerne leur économie de guerre, les généraux putschistes ont fait tous leurs efforts pour essayer de liquider toute organisation indépendante des travailleurs. Pour le moment, ils n'y sont pas parvenus et il semble que cela soit de plus en plus difficile pour eux d'y arriver. Ils ont ensuite eu recours à l'artifice frelaté de la participation ouvrière dans les entreprises d'Etat, mais sans donner le moindre droit à une organisation indépendante des travailleurs. Pour préserver leur régime, les généraux n'ont pas hésité à toucher à quelques intérêts de la bourgeoisie bolivienne. Mais leur anti-impérialisme n'est qu'une farce qui ne fait rire personne : la dictature a décidé de repriver les entreprises vitales du pays. La nouvelle loi sur les investissements étrangers revient à livrer toutes les richesses essentielles du pays à l'impérialisme. Le ministre des Mines a passé une série d'accords avec des multinationales impérialistes ; ainsi, l'entreprise américaine Occidental Company, concessionnaire pour la recherche et l'exploitation de gisements pétroliers, avait découvert un nouveau gisement fin février 1980. La dictature a signé avec le trust US un contrat d'exploitation qui lui est particulièrement avantageux : 50 % de la production totale du pétrole lui reviendra et 50 % seront à la disposition de l'organisme d'Etat bolivien YPFB (4). Ce gisement serait le plus important du pays. La totalité du gaz produit restera propriété de la firme américaine ...

LA SITUATION POLITIQUE NATIONALE

Trois éléments caractérisent aujourd'hui la situation bolivienne :

— une crise généralisée de la bourgeoisie et de sa dictature militaire fasciste qui se manifeste principalement par l'extrême gravité de la crise économique, par l'isolement économique et politique que subit le régime de la part de l'impérialisme américain et de certains pays d'Europe occidentale ainsi que des « *démocraties* » latino-américaines, et par l'extrême division des forces armées qui menace la survie même du régime Garcia Meza ;

— une rapide recomposition du mouvement ouvrier et populaire à partir de la base et un rejet des conceptions réformis-

3. PS-1 : Partido socialista - Uno, c'est un parti ouvrier dont le programme et l'orientation générale défendent l'indépendance de classe et le socialisme. Son principal dirigeant, Marcelo Quiroga Santa Cruz a été assassiné au cours du coup d'Etat militaire de juillet 1980. Il avait obtenu 11 % des voix à l'élection présidentielle de 1980.

4. YPFB : organisme d'Etat contrôlant l'exploitation du pétrole bolivien.

tes dans l'avant-garde ouvrière ; cependant, cette recomposition ne se traduit pas encore par une intervention décisive dans les affrontements de classes avec leur propre organisation et leur propre projet politique ; c'est-à-dire que, dans le cadre de la crise actuelle de la bourgeoisie, la classe ouvrière et ses alliés ne disposent pas encore aujourd'hui de la force nécessaire pour renverser le rapport de forces en leur faveur ;

— enfin, il n'existe pas d'organe centralisateur et dirigeant, disposant de l'autorité politique et organisationnelle suffisante pour représenter une alternative crédible pour les travailleurs et les masses populaires.

Cela ne veut pas dire que la COB ne dispose pas d'une base de masse, mais que ce soutien, comme celui dont disposait l'UDP, n'a pas été structuré depuis le coup d'Etat autour d'un projet politique cohérent et clair. Dans ce contexte, nous pouvons affirmer que si la dictature Garcia Meza n'est pas encore tombée, c'est entre autres choses parce que le mouvement ouvrier et populaire n'est pas intervenu avec son propre projet dans la crise actuelle de la dictature et de la bourgeoisie.

C'est pour cela qu'il n'est pas possible de prendre au sérieux le gouvernement d'unité nationale qui, en Bolivie même, n'a pas de liens directs avec les luttes qui se développent à partir de la base, même s'il maintient une certaine image à l'extérieur. La preuve en est, qu'après les trois premiers mois de la dictature, personne parmi les travailleurs ne considère le GUN comme un instrument de la classe ouvrière, et que la lutte qui est menée l'est pour développer au plan syndical les comités syndicaux de base, alors qu'au plan politique l'élément déterminant a été la réactivation du CONADE (Comité national de défense de la démocratie), auquel participent la COB et diverses organisations politiques de gauche qui n'ont rien à voir avec l'UDP ou le GUN.

Il est clair pour les travailleurs et le peuple qu'il est moins nécessaire aujourd'hui

d'aligner des sigles plus ou moins ronflants que de construire à partir de la base une véritable organisation politique qui serve à accumuler les forces politiques et organisationnelles, de façon à pouvoir intervenir dans les luttes de classes avec une perspective qui ne se limite pas à la lutte pour la démocratie bourgeoise, mais se situe dans la perspective d'une révolution sociale.

LE FRONT UNIQUE DE MASSE

C'est à partir de la résistance contre le coup d'Etat de Natusch Busch en novembre 1979 que plusieurs éléments sont devenus complètement évidents pour les travailleurs : d'une part, l'extrême faiblesse de leur direction politique et surtout, d'autre part, l'urgence qu'il y avait à créer un instrument politique qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est pour cela que notre parti a lancé un appel à la constitution d'un Front unique de masse, formé par la COB et les partis de la gauche démocratique et révolutionnaire, pour faire face à l'absence de direction révolutionnaire, pour asseoir et approfondir les libertés démocratiques et préparer consciemment la lutte contre le fascisme par le biais de la mobilisation de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires débouchant sur l'armement des masses.

Au mois de mars 1980 s'est tenu le XVIIIe Congrès national des mineurs, à Temalay, qui a pris une position similaire à la nôtre en lançant un appel à la constitution d'un « front des gauches », dont les caractéristiques étaient semblables à celles de notre projet.

Cependant, la pression électorale qui existait dans le contexte politique général, la campagne lancée par l'UDP contre ce projet qu'elle qualifia de diviseur et le poids des secteurs les plus arriérés, empêchèrent qu'il ne se concrétise.

Aujourd'hui, après l'échec du projet électorale du réformisme, notre mot d'ordre prend une nouvelle actualité, en partant de la lutte pour reconquérir les

libertés démocratiques, pour l'augmentation générale des salaires et pour renverser la dictature militaire au travers de la mobilisation syndicale et politique de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires, avec comme prémisses le principe de l'indépendance politique de la classe ouvrière.

C'est sur cette ligne qu'a été réorganisé le Comité national de défense de la démocratie, en éliminant les limitations programmatiques qui l'avaient attelé au char de la bourgeoisie à sa naissance. Cela ne signifie pas que certaines des organisations qui en sont partie prenante ne chercheront pas avant tout leur propre renforcement ou à faire modifier le contenu de la plate-forme dans un sens de collaboration de classe. Mais ces organisations courent alors le risque de se voir rapidement dépassées et marginalisées par le type de luttes que mèneront les travailleurs boliviens.

La lutte contre la dictature ne s'achèvera pas avec la chute de Garcia Meza. Nous avons déjà expliqué comment l'essentiel de la force de la dictature de Garcia Meza repose sur les capacités répressives dont il dispose, plutôt que sur la force d'un projet politique cohérent qui satisfasse totalement la bourgeoisie et l'impérialisme. Il cherche par tous les moyens à trouver une solution qui lui permette de s'en tirer. C'est le sens de l'auto-coup d'Etat *sui generis* du 26 février où, devant la nécessité d'être reconstruit par l'impérialisme nord-américain, le ministre de l'Intérieur, Louis Arce Gomez et d'autres ministres liés directement aux trafiquants de drogue ont été destitués, alors que le régime s'adjoignait les principaux représentants de la bourgeoisie créole (militants de l'Action démocratique nationaliste de Banzer).

Mais cette manœuvre n'a pas pour l'instant permis au gouvernement Garcia Meza de se faire reconnaître. Banzer, au travers de sa participation indirecte au gouvernement et fort du soutien social dont il dispose, et qui s'est vérifié au cours des trois dernières élections générales, commence à mettre en place une alternative putschiste pour se faire transférer le pouvoir.

D'autres courants existent également au sein des forces armées boliviennes. La non-viabilité du gouvernement Garcia Meza est évidente ainsi que la nécessité de son remplacement. L'issue à cette crise se fera certainement au travers d'un processus institutionnel au sein des forces armées, afin d'éviter qu'une brèche ne soit ouverte qui puisse être utilisée par le mouvement ouvrier et populaire.

Et c'est là que l'UDP peut essayer de négocier les résultats qu'elle a obtenus lors des élections antérieures et faire la démonstration claire, aux yeux des travailleurs, de sa politique de collaboration avec la bourgeoisie et de sa volonté de servir à contenir les luttes. ■

Pour recevoir chez vous le numéro spécial d' « INPRECOR », numéro 105, consacré à la session de mai 1981 du Comité exécutif international de la IVe Internationale, passez directement commande à « INPRECOR » au tarif suivant, comprenant les frais d'envoi :

France	15 FF
Belgique	100 FB
Suisse	6 FS
Espagne	300 pesetas
Portugal	200 escudos
Italie	3800 liras
Etats-Unis	3,5 dollars US
Canada	5 dollars can.
Grande-Bretagne	2 livres

SEBASTIAN
RODRIGO
Juin 1981.

INPRECOR — 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil France